

News Mili



Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922 / Reconnue d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12, rue Marie-Laurencin 75012-Paris

Semaine . 12 / 37

Région Bretagne



Le Délégué Départemental Morbihan
Lt-colonel (H) **HABRIAL Gilbert**
E-mail : gilbert.habrial@wanadoo.fr



Recherches et mise en page par



44, rue Alain Gerbault - 56260 - LARMOR-PLAGE Fixe: 02 97 842 181 -
Mobil: 06 86 161 816

Je ne juge pas... je livre, sommairement triés, les media tels qu'ils sont... à chacun de faire son opinion.

*_**

Planification des Thèmes & Sujets

- | | |
|---------------------------------|---|
| 1- Lois & Décrets | b)- Mer |
| 2- Nécrologies & Mémoires | c)- Aviation |
| 3- Décorations & Commémorations | d)- Gendarmerie |
| 4 - Autorités & Etats-Majors | e) - Service de Santé |
| 5 - Opex & Zones de conflits | 8 - France : Armements & Industries |
| 6 - Défense de par le Monde | 9 - Le Monde : Modernisations & Equipements |
| 7 - Nos Armées | 10 - Rubriques divers (Sports, Conférences, etc |
| a) - Terre | 11 - Livres & Publications |

1 - Lois & Décrets

JORF n°0210 du 9 septembre 2012

MINISTERE DE LA DEFENSE

18 Décret du 7 septembre 2012 portant affectation d'un officier général

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026355467&dateTexte=&categorieLien=id>

JORF n°0213 du 13 septembre 2012

MINISTERE DE L'INTERIEUR

16 Arrêté du 6 septembre 2012 fixant le nombre de places offertes pour le recrutement dans le corps des sous-officiers de gendarmerie (session septembre 2012)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026365541&dateTexte=&categorieLien=id>

2 - Nécrologies & Mémoires



La disparition de Jean Sribier, l'un des derniers paras de la France libre (actualisé)



On apprend la disparition de Jean Sribier, l'un des derniers parachutistes de la France libre, à l'âge de 94 ans.

Né le 18 janvier 1918 à Paris dans une famille de médecins d'origine alsacienne, Jean Sribier était parvenu à quitter la poche de Dunkerque à la fin du mois de mai 1940, avant de rejoindre, via l'Espagne, Londres et la France Libre en juin 1943. Il s'engage chez les paras, au 1er bataillon d'infanterie de l'air (FAFL N°35934) puis est affecté au BCRA, les services spéciaux.

En mars 1944, il est parachuté dans le nord de la France pour une mission de renseignement sur les rampes de lancement des missiles allemands. Arrêté, il avait été torturé par la Gestapo à Paris avant d'être placé dans un des derniers trains de déportés au moment de la libération de Paris en août 1944. Comme le raconte l'AFP, ce train avait été stoppé en gare de Bruxelles par l'avance des Alliés.

Jean Sribier rejoint alors le 2ème régiment de chasseurs parachutistes (4ème SAS français) et participe à l'opération Amherst en Hollande. Là encore, la chance n'est pas avec lui : en avril 45, le stick du lieutenant Sribier est largué 60 km au sud de la DZ prévue, comme le raconte [David Portier dans son livre sur les Parachutistes SAS de la France libre](#). Fait prisonnier, il échappe de peu à une exécution sommaire.

Après la guerre, Jean Sribier, nommé inspecteur des Finances, mena une carrière de haut fonctionnaire. Il fut l'un des principaux collaborateurs de [Robert Galley, lui aussi récemment disparu](#).

Jean Sribier était commandeur de la Légion d'honneur et titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 et de la Médaille de la Résistance.

Actualisé : l'un de ses parents nous livre ce témoignage sur Jean Sribier : *"Il était le prototype des "Fous de la République", selon le mot de Pierre Birnbaum qui leur a consacré un livre, ces Juifs totalement laïcs surtout dévoués au service de l'Etat comme Michel Debré dont il fut un conseiller quand ce dernier était premier ministre. Ultra-brillant, super-diplômé mais d'une discrétion et d'une modestie malade"*.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Samedi 8 Septembre 2012 à 10:21

Commémoration des 95 ans de la disparition du capitaine Guynemer

Mise à jour : 11/09/2012 15:39

Mardi 11 septembre 2012, l'armée de l'air a commémoré les 95 ans de la disparition du capitaine Georges Guynemer, héros légendaire détenteur de 53 victoires aériennes, tombé au champ d'honneur le 11 septembre 1917 au-dessus de Poelcapelle, en Belgique.



L'ensemble des bases aériennes lui ont rendu hommage, notamment la cité de l'air et base aérienne 117 de Balard. Une cérémonie traditionnelle des «couleurs» s'est déroulée, présidée par le général Joël Martel, major général de l'armée de l'air, en présence d'élus locaux et de nombreuses autorités, dont le général Claude Tafani, directeur des ressources humaines de l'armée de l'air, et le colonel Arnaud Iralour, commandant la base.

À cette occasion, la citation de l'as de l'escadrille SPA 3 «Cigogne de Guynemer» a été lue comme suit: *«Mort au champ d'honneur, à Poelcapelle, le 11 septembre 1917. Héros légendaire, tombé en plein ciel de gloire après trois ans de lutte ardente. Restera le plus pur symbole de la qualité de la race: ténacité indomptable, énergie farouche, courage sublime. Animé de la foi la plus inébranlable dans la victoire, il lègue aux soldats français un souvenir impérissable, qui exaltera l'esprit de sacrifice et provoquera les plus nobles émulations »*

Vendredi 15 septembre 2012, toujours en hommage au capitaine Guynemer, des Mirage 2000-5 de la base aérienne 116 de Luxeuil survoleront la ville belge de Poelcapelle. En effet, ces appareils appartiennent à la même escadrille que l'illustre aviateur, escadrille dont le centenaire sera célébré le 28 septembre prochain.

Sources : © Armée de l'air , Droits : © Armée de l'air

Aix-en-Provence. Un Mémorial sur les engrenages de l'horreur

Le Télégramme, 10 septembre 2012 -



Au total, plus de 10.000 personnes, de 38 nationalités différentes, ont été enfermées au camp des Milles. Photo AFP

Le Mémorial d, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), d'où 2.000 juifs partirent en 1942 pour Auschwitz, ouvre ses portes aujourd'hui. Plusieurs particularités font des Milles un endroit à part dans l'[histoire](#) de la Déportation en [France](#). Il s'agit du seul grand camp d'internement et de déportation sous commandement français encore intact. Il n'a fonctionné que durant les années où le Sud était en zone libre, donc sous commandement

militaire français, puis du régime de Vichy. Au total, plus de 10.000 personnes, de 38 nationalités différentes, y seront enfermées. «L'idée de base, explique Alain Chouraqui, président de la

Fondation [Camp des Milles](#) Mémoire et Éducation, c'est que le récit historique ne suffit pas toujours à faire comprendre les mécanismes qui ont produit ces horreurs, d'où la nécessité de faire appel à d'autres sciences», telles que la sociologie, la psychologie et la philosophie.

Nivillac (Morbihan) honore ce samedi un soldat tué en 1992 à Sarajevo

Ligne de Défense, 07.09.2012

Lu dans une édition morbihanaise d'Ouest-France. Une plaque « Place du brigadier Eric Marot » sera dévoilée demain samedi au cours d'une cérémonie dans la commune de Nivillac. Ce Casque bleu du 403e bataillon de soutien logistique a été tué le 8 septembre à Sarajevo. Il était natif de Nivillac, commune qui va honorer sa mémoire.



Eric Marot est né le 18 décembre 1971 et a vécu son enfance et son adolescence à Nivillac. Deuxième d'une famille de 4 enfants, simple et discret, c'est ainsi que tout le monde, au pays, décrit ce garçon. Après sa scolarité, il effectue trois années d'apprentissage en carrosserie-peinture automobile. Appelé du contingent le 1er août 1991, il est affecté au 10e régiment de Commandement et de soutien de Châlons-sur-Marne, dans l'arme du Train. Après une formation de conducteur poids-lourd, il incorpore l'escadron de circulation de

ce régiment. Puis Eric souscrit, le 25 février 1992, un volontariat pour une mission d'assistance extérieure dans le cadre de la Force de protection des Nations Unies, pour une durée de 6 mois. Il rejoint le territoire de l'ex-Yougoslavie le 4 avril 1992 et remplit son devoir de conducteur de poids-lourd au sein de l'Escadron de Transport du 403e Bataillon de soutien logistique Forpronu avec lequel il accomplit de nombreuses missions de ravitaillement.

Un de ses camarades témoigne : « Eric était parti là-bas par solidarité et par souci d'aider les autres. Il était revenu en juin. Tout allait bien. Il était fier de servir avec les casques bleus. » Ce mardi 8 septembre 1992, comme chaque semaine, le convoi apportant le ravitaillement de la Forpronu arrive à Sarajévo, la capitale bosniaque, en provenance de Belgrade. Les véhicules de l'Onu sont parfaitement reconnaissables puisqu'ils sont peints en blanc. Les belligérants serbes et bosniaques qui font le coup de feu dans le secteur de l'aéroport ont été prévenus de son passage et les tirs ont cessé. Il est 19 h 20, et puis brusquement, alors que les jeeps et les camions longent la piste de l'aéroport, des rafales de pistolets mitrailleurs et des tirs de mortier s'abattent sur le convoi pendant 5 longues minutes. Cela vient de la gauche, du secteur bosniaque et c'est terriblement précis. Dans l'une des jeeps et dans l'un des camions, deux casques bleus français, le maréchal des logis chef Frédéric Vaudet, 28 ans, du 8e RCS d'Amiens et le brigadier Eric Marot, 20 ans, du 10e RCS de Châlons-sur-Marne, sont tués. Trois autres soldats français sont blessés.

Fidèle à sa mission de « Conserver la mémoire de ceux qui sont morts pour la France », le comité cantonal du Souvenir français de La Roche-Bernard, conjointement avec la municipalité de Nivillac et la section UNC, organise une journée du souvenir samedi 8 septembre, 20e anniversaire, jour pour jour, de la mort de ce soldat. Cette cérémonie se déroulera à Nivillac, commune de résidence du brigadier Eric Marot, seul soldat natif du Morbihan mort au cours de ce

conflit (90 soldats français y ont perdu la vie). De nombreuses personnalités civiles et militaires y participeront. Cet hommage débutera par un office religieux à 10 h à l'église de Nivillac, suivi à 11 h d'une cérémonie au monument aux morts au cours de laquelle sera dévoilée la plaque portant le nom « Brigadier Eric Marot », qui sera édiflée sur la place nord de l'église entre celle-ci et le Forum.

La France vue de Londres : cinglant !

Le Point.fr - Publié le 12/09/2012 à 13:55

Les archives britanniques décortiquées par François Malye montrent toute la complexité de la relation que nous entretenons avec notre voisin.



Les archives britanniques éclairent d'un jour nouveau la relation tumultueuse que nous entretenons avec notre voisin. © Sipa

Sur la méthode, tout d'abord, félicitons-nous que notre confrère et l'historienne britannique Kathryn Hadley aient pu bénéficier de l'ouverture aux chercheurs des archives officielles au bout

de 30 années. Contrairement à la [France](#) où l'accès à celles-ci est restreint pour des durées beaucoup plus longues ou n'est possible qu'à des [conditions draconiennes](#), il est [plus simple au Royaume-Uni](#) d'effectuer de telles recherches.

D'ailleurs, Malye et Hadley avaient déjà puisé de ces fonds à la richesse exceptionnelle pour revisiter de fond en comble les massacres de Sétif en 1945, pour en tirer voici deux ans [un article exclusif pour Le Point](#). Ce tragique épisode est bien sûr traité dans le livre, complété par d'autres révélations sur l'histoire coloniale française. Dès 1945, le Foreign Office a décrit à sa manière la différence des attitudes entre les deux pays sur la fin programmée de leurs empires coloniaux : "Tandis que nous encourageons le développement politique des autochtones dans les colonies, en vue de leur ultime indépendance, les Français en Afrique du Nord et de l'Ouest ne cachent pas leur hostilité à l'égard du nationalisme des habitants. Le but des Français n'est pas l'émancipation, mais l'assimilation, et de faire de leurs territoires coloniaux une partie intégrante de la mère patrie."

Le sujet n'est pas ici celui de la décolonisation britannique, dont on constate depuis des décennies au Moyen-Orient, dans le golfe arabo-persique ou dans le sous-continent indien, entre autres, qu'elle n'a certes pas été plus vertueuse que celle de la France ! C'est une autre histoire...

Avec les auteurs, on revisite des pans entiers de l'histoire moderne, en commençant par la Seconde Guerre mondiale, que ce soient les notes ébouriffantes de l'ambassadeur en France Ronald Campbell durant la débâcle de 1940, l'épopée du croiseur Émile Bertin chargé de centaines de tonnes d'or de la Banque de France faisant route vers les Antilles et que la Royal Navy envisage de couler ou encore les vues britanniques sur les personnalités éminentes que sont [Charles de Gaulle](#), Georges Mandel ou [François Mitterrand](#). Autres découvertes, le très émouvant rapport de l'exceptionnel agent britannique Forest Frederick Yeo-Thomas sur ses missions conduites en France avec le colonel Passy, le chef du BCRA gaulliste, et [Pierre Brossolette](#), qui se suicida pour échapper aux tortures de la Gestapo.

Les périodes plus récentes sont moins cataclysmiques, mais le lecteur retrouvera avec intérêt des points de vue britanniques pertinents sur la maladie de [Georges Pompidou](#) ou sur les inquiétudes

que suscite en 1981 l'arrivée de François Mitterrand à l'Élysée. Un exemple ? "Même les plus proches de François Mitterrand ne prétendent pas qu'il a le sens des chiffres ou de la gestion des affaires économiques. Il se flatte d'être un créatif, une sorte d'artiste ou de poète politique, un homme d'idées, un écrivain. Il y a un danger qu'il ne comprenne pas en détail la complexité des problèmes économiques auxquels la France est confrontée." Savoureux, isn't it ?

Les USA déclassifient les archives du massacre de Katyn pendant la Seconde guerre mondiale

Opexnews, Mercredi 12 septembre 2012



Les Etats-Unis ont annoncé avoir déclassifié plus de 1.000 pages de documents relatifs au massacre de Katyn au cours duquel des milliers de Polonais avaient été abattus par les troupes soviétiques pendant la Seconde guerre mondiale. Le massacre de Katyn, dans l'ouest de la Russie, a eu lieu en 1940 à l'instigation de Staline. Près de 22.000 prisonniers polonais, dont 4.000 officiers, ont perdu la vie sous les balles de l'Armée rouge.

3 – Décorations & Commémorations

3e RIMa de Vannes. Le Drian : tous les militaires pourront s'exprimer dans le cadre du Livre blanc

Le Télégramme, 7 septembre 2012 à 17h20 –



Photo François Desto

Dans son périple breton lors de cette fin de semaine, Jean-Yves Le Drian a fait étape ce vendredi après-midi au 3e RIMa à Vannes. Le ministre de la Défense a décerné au régiment la croix de la valeur militaire avec palme pour son engagement en Afghanistan en 2009, évoquant "une unité opérationnelle particulièrement performante, à la force morale exceptionnelle".

4 – Autorités & Etats-Majors

Sénat – Session extraordinaire de 2011-2012

Rapport d'information au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (1) par le groupe de travail sur le format et l'emploi des forces armées post 2014,



Le Drian. «La France sur tous les fronts»

Le Télégramme - 7 septembre 2012 -

Grande séquence bretonne pour le ministre de la Défense. Jean-Yves Le Drian fait escale aujourd'hui près de Rennes à la DGA (1) avant de rejoindre le 3e RIMA de Vannes. Lundi, cap sur Brest aux universités d'été de la Défense. Syrie, Mali, Afghanistan budget... La France est sur tous les fronts, martèle-t-il, lors d'une interview au Télégramme.



Le Drian. «La France sur tous les fronts».
Photos Philippe Dobrowolska

Au coeur de votre déplacement, la semaine prochaine, en Jordanie et au Liban: la crise syrienne. Alors que d'aucuns lui reprochent son attentisme, que fait la France ?

C'est elle qui est la plus active au niveau politique et humanitaire. Nous avons réuni en juillet ceux que nous appelons les amis de la Syrie pour inciter à la pression internationale et

pour faire valoir notre soutien à la résistance syrienne. Nous avons initié une résolution de l'Onu pour renforcer la pression auprès de ceux qui ne souhaitent pas un accord du Conseil de sécurité, en particulier la Chine et la Russie, pour engager une procédure de pacification en Syrie. Nous sommes en pointe au niveau humanitaire. Nous avons installé à la frontière jordanienne un hôpital militaire, qui accueille les réfugiés et les soldats de l'armée syrienne libre, victimes de blessures de guerre. Je vais d'ailleurs me rendre sur place jeudi prochain. Par ailleurs, nous intervenons en livrant aussi aux résistants syriens du matériel non létal, comme des systèmes de communication, des jumelles à infrarouges.

Concrètement, quelle est votre position ?

Elle est d'une grande clarté. Nous souhaitons que la résistance syrienne s'organise et qu'elle puisse ainsi être validée de manière internationale. Car toute initiative qui ne serait pas validée en coalition internationale est vouée à l'échec! Nous avons la conviction que Bachar el-Assad partira. C'est un dictateur qui, aujourd'hui, assassine son peuple.

Autre zone à hauts risques: le Mali. La France pourrait-elle intervenir ?

La situation est extrêmement préoccupante. Les groupes d'insurgés, en grande partie sous l'influence des jihadistes, sont en train d'acquérir des positions importantes. Pendant ce temps, on a un Mali qui éclate, avec un risque majeur, à terme, de transformation du Sahel en un sanctuaire terroriste difficilement expugnable. La réponse à cela: l'affirmation de la consolidation d'un gouvernement à Bamako, la constitution de forces africaines dans le cadre de la CEDA (2), qui puisse assurer la consolidation du gouvernement malien et la reformation de l'armée malienne. À la différence de la Syrie, il y a une résolution de l'Onu. Aujourd'hui, le processus est à peine entamé et il est extrêmement fragile. Le nouveau Président vient tout juste de solliciter la CEDA pour un soutien militaire. Si le processus se poursuit, la France apportera son soutien à cette démarche, y compris logistique, de préférence dans le cadre européen. Mais l'initiative militaire ne peut qu'être africaine.

Comment se passe le retrait des troupes d'Afghanistan ?

Conformément aux engagements pris par le président de la République. Nous étions 4.600. Nous

venons de passer sous la barre des 3.000. Il restera 1.500 personnels militaires à la fin de l'année. Les matériels seront progressivement rapatriés, par tous les moyens; ces opérations devraient être terminées fin juillet. Le retrait se passe donc, mais c'est une opération militaire. C'est très dangereux. Je tiens à dire combien je suis fier de la qualité des actions menées par nos forces en Afghanistan, des forces courageuses et très professionnelles.

Vous devez gérer un budget 2013 plus que serré, avec plus de 7.000 suppressions de postes. Il vous manque déjà quatre milliards d'euros pour les équipements. Qu'allez-vous faire ?

Je ne suis pas dans l'angoisse mais dans la détermination. Et dans la clarté des objectifs, des missions et des chiffres. Le budget 2013 sera le même que celui de 2012, à 31,4 milliards d'euros hors pensions. En 2013, il y aura 16 milliards d'euros d'investissements dont 6 milliards pour les équipements neufs. Comme l'avait dit le président de la République, la Défense n'est pas la variable d'ajustement. Par contre, nous ne sommes pas, c'est vrai, dans le calendrier de la loi de programmation militaire 2008-2013 qui prévoyait, en 2008, une accélération des commandes à partir de 2011. Or, depuis 2008, il y a eu la crise. Le chiffre de quatre milliards d'insuffisance a été affiché par rapport à l'objectif de la loi de programmation de 2008. Il faut mettre les choses au clair. C'est pour cette raison que nous avons décidé de lancer un nouveau Livre blanc. Il doit définir les nouvelles menaces, le panorama géostratégique et les choix que doit faire la [France](#) pour tenir sa défense. Les conclusions seront rendues fin 2012. De nouveaux éléments doivent être pris en compte: la crise, le nécessaire redressement des comptes publics, l'inertie de l'Europe de la Défense, un changement dans la posture américaine qui privilégie plutôt aujourd'hui l'Asie-Pacifique, les révolutions arabes... Nous élaborerons ensuite la loi de programmation militaire 2014-2019. Les engagements capacitaires et financiers seront fixés avant l'été. Mais la [France](#) ne fera pas tout! Il faut qu'elle fasse des choses avec d'autres. Pour en revenir au budget 2013, tout ce qui est engagé se poursuit normalement. Il en est ainsi du programme des Fremm, les frégates multimissions. Tout ce qui est contractualisé sera poursuivi. Cela peut rassurer un peu les industriels.

Il faut parler du moral des troupes. Selon l'amiral Guillaud, il est «au seuil d'alerte». Qu'en pensez-vous ?

Le chef d'État-major est dans son rôle en faisant passer des messages de vigilance. Je suis en plein accord avec ce qu'il dit. Le souci que nous aurons demain, c'est d'avoir un outil de défense qui corresponde aux objectifs capacitaires et financiers que se sera donné le pays, et surtout que cet outil soit cohérent.

Serez-vous le VRP des industriels ?

Il ne faut pas confondre les rôles. Le commercial, c'est l'industriel. Je ne me promène pas avec un catalogue sous le bras pour vendre de l'industrie d'armement. Je suis un industrialiste... Le rôle du ministre est d'établir avec le ou les pays partenaires les conditions d'un partenariat intégrant les transferts de technologie, la formation, les accords de défense. Nous ne sommes plus à l'époque où le ministre était le VRP mais à celle où le ministre doit impulser des partenariats durables. C'est d'ailleurs ce que pensent les industriels.

L'Europe de la Défense est en panne. Vous voulez la relancer. Pourquoi réussiriez-vous là où tant d'autres ont échoué depuis des années ?

Sauf à accepter un déclassé stratégique, l'Europe est confrontée aujourd'hui à une nécessité de construire une défense partagée. Si elle reste inerte, elle sera en sous-capacité pour assurer sa propre sécurité. J'ai pris l'initiative de contacts bilatéraux afin de vérifier si l'on peut, de manière pragmatique, engager des collaborations nous permettant d'aller vers cette direction, non pas en commençant par des déclarations incantatoires, mais en regardant sur les opérations, sur les capacités, sur la production industrielle, comment on peut marcher ensemble sur des projets concrets. Je sens que cette prise de conscience est de plus en plus partagée.

- Propos recueillis par Catherine Magueur

Le ministre de la Défense veut rassurer au sujet du blocage des tableaux d'avancement

Zone Militaire, 12 septembre 2012 – 14:26

La mise sur la place publique de l'objectif fixé par la lettre de cadrage envoyée au ministre de la Défense par le chef du gouvernement, Jean-Marc Ayrault, de bloquer 30% des tableaux d'avancement dans les armées a suscité un vif émoi dans la communauté militaire.

Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, après avoir mené une réforme de vaste ampleur au cours de ces dernières années tout en assumant les missions qui leur ont été données, les militaires ressentent un fort sentiment d'injustice. Et cela d'autant plus que, à tort ou à raison, ils ont l'impression qu'on leur en demande davantage par rapport aux personnels de la Fonction publique.

Et cette mesure touche aussi à l'un des fondements des armées, à savoir la promotion sociale, laquelle est mise en avant dans les brochures de recrutement. Ainsi, pour l'armée de Terre, la moitié des officiers sont issus des sous-officiers.

OBJ/ELEMENTS D'INFORMATION SUR LES TABLEAUX D'AVANCEMENT

TXT

DES INFORMATIONS DIFFUSEES LE JEUDI 6 SEPTEMBRE, PAR DIFFERENTS MEDIAS, FONT ETAT D'UNE PROCHAINE REDUCTION, A HAUTEUR DE 30%, DES TABLEAUX D'AVANCEMENT 2013.

IL CONVIENT TOUT D'ABORD DE SOULIGNER LE SERIEUX AVEC LEQUEL LE MINISTERE S'ATTACHE DESORMAIS A LA MAITRISE DE SA MASSE SALARIALE ET A LA BONNE STRUCTURATION DES DIFFERENTES CATEGORIES DE PERSONNEL DE LA DEFENSE.

LE SCHEMA ACTUELLEMENT A L'ETUDE EST LA CONSEQUENCE D'UNE DECISION PRISE PAR LE PRECEDENT GOUVERNEMENT EN FEVRIER 2012 DE CONTINGENTER ET DE REDUIRE LES FLUX D'AVANCEMENT, FAUTE D'AVOIR SU ANTICIPER ET MAITRISE LES CONSEQUENCES DE LA REDUCTION DU FORMAT DES ARMEES.

LA COUR DES COMPTES, DANS UN RAPPORT DIFFUSE AVANT L'ETE, AVAIT SOULIGNE LE CARACTERE TROP ELEVE DU TAUX D'ENCADREMENT, EN SUREVALUANT TOUTEFOIS L'EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE ET LES ENJEUX FINANCIERS LIES AU PYRAMIDAGE.

LA PRISE DE CONSCIENCE DE CETTE PROBLEMATIQUE DE PYRAMIDAGE, AU SEIN DU MINISTERE A RENDU NECESSAIRES CES CONTINGENTEMENTS. LES DECRETS D'AVANCEMENT 2012 NE SONT TOUTEFOIS PAS REMIS EN CAUSE. S'AGISSANT DES TABLEAUX D'AVANCEMENT POUR 2013,

LES COMMISSIONS D'AVANCEMENT SE REUNIRONT DANS LES SEMAINES A VENIR, COMME CHAQUE ANNEE.

LE FLUX D'AVANCEMENT SERA REDUIT, DANS UNE PROPORTION GLOBALE NON ENCORE DETERMINEE, LE CHIFFRE DE 30% NE CONSTITUANT A CE STADE QU UN PLAFOND QUI NE SAURAIT ETRE CONSIDERE COMME UNE MESURE DE PORTEE GENERALE.

CE N'EST QU'A L'ISSUE D'UNE ETUDE CONFIEE CONJOINTEMENT AL'INSPECTION GENERALE DES FINANCES ET AU CONTROLE GENERAL DES ARMEES SUR LE PYRAMIDAGE DES DIFFERENTS CORPS ET CATEGORIES QU'UNE VISION OBJECTIVE DE LA SITUATION PERMETTRA D'ARRETER DEFINITIVEMENT LES CONTINGENTEMENTS ET LES VOLUMES D'AVANCEMENT POUR 2013. CONCERNANT LES PERSONNELS CIVILS, LEUR TAUX DE PROMOTION EST DEJA SOUMIS, EN INTERMINISTERIEL, A UN PLAFONNEMENT.

ENFIN, LE DEFICIT DE LA MASSE SALARIALE DU MINISTERE ETANT SUPERIEUR, POUR 2012, AUX PERSPECTIVES INITIALES, UNE REGULATION DES RECRUTEMENTS A ETE DECIDEE. CETTE MESURE ETAIT LA PLUS JUSTE AU REGARD DE LA SITUATION, LE MINISTRE DE LA DEFENSE AYANT REPOUSSE D'AUTRES MESURES POSSIBLES QUI AURAIENT PESE A LEXCES SUR LE POUVOIR D'ACHAT DES MILITAIRES, NOTAMMENT LES MOINS GRADES.

SIGNE / JEAN-YVES LE DRIAN, MINISTRE DE LA DEFENSE

Quoi qu'il en soit, et au vu des réactions suscitées par cette mesure, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a tenté de rassurer tout le monde avec un communiqué qu'il a récemment fait diffuser dans les unités (lire ci-dessus).

Ainsi, et après avoir rappelé la nécessité de "dépyramider" la structure des effectifs afin de réduire la masse salariale, le ministre a avancé que les fameux 30% indiqués dans la lettre de cadrage, ne sont pas un objectif à atteindre, étant donné qu'ils ne constituent, "à ce stade, qu'un plafond qui ne saurait être considéré comme une mesure de portée générale".

"Le ministère de la Défense réduira de 30 % les volumes d'avancement au choix de ses personnels militaires en 2013" est-il pourtant écrit dans cette lettre de cadrage, selon Jean Guisnel, qui, pour avoir révélé cette mesure, s'est fait traiter – en privé – de "pyromane en culottes courtes". Le journaliste du Point [précise](#) par ailleurs que ce blocage concernerait les années 2013, 2014 et 2015, ce qui, en théorie, touchera l'ensemble des militaires.

Rabotage dans les avancements militaires : Le Drian lâche du lest

Le Point.fr - Publié le 07/09/2012 à 17:40 - Modifié le 07/09/2012 à 18:06

Notre article sur la suppression du tiers des avancements militaires a provoqué un choc dans les armées. Le ministère réagit.



Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense © François Destoc / PhotoPQR / Le Télégramme

La publication de [notre article du 6 septembre sur la suppression du tiers des tableaux d'avancement de l'ensemble des personnels militaires des trois armées](#), pour les années

2013 à 2015, devrait susciter d'ici à la fin de cet après-midi une réaction du [ministère de la Défense](#). Il devrait s'agir d'un "communiqué interne" titré "tableaux d'avancement" que le cabinet du ministre [Jean-Yves Le Drian](#) fera passer par le canal des états-majors pour une diffusion dans les unités.

Nous avons eu connaissance de ce texte, qui confirme naturellement nos informations, puisque celles-ci étaient extraites des annexes de la lettre de cadrage adressée par le Premier ministre [Jean-Marc Ayrault](#) au ministre de la Défense. Ce texte commence par "souligner le sérieux avec lequel le ministère s'attache désormais à la maîtrise de sa masse salariale et à la bonne structuration des différentes catégories de personnel de la défense." Il précise que la "dépyramidation" n'est que la conséquence d'une décision prise par le gouvernement en février 2012 "faute d'avoir su anticiper et maîtriser les conséquences de la réduction du format des armées". Le texte poursuit : "La [Cour des comptes](#), dans un rapport diffusé avant l'été, avait souligné le caractère trop élevé du taux d'encadrement, en surévaluant toutefois l'évolution de la masse salariale et les enjeux financiers liés au pyramidage". Un début de rétropédalage...

"Régulation des recrutements"

Concrètement et sous réserve de précisions ultérieures, le ministère de la Défense semble faire quelques pas en arrière quand il écrit : "Le flux d'avancement sera réduit, dans une proportion globale non encore déterminée, le chiffre de 30 % ne constituant à ce stade qu'un plafond qui ne saurait être considéré comme une mesure de portée générale." Jean-Marc Ayrault, dans sa lettre était nettement plus ferme en écrivant le 31 juillet : "Le ministère de la Défense réduira de 30 % les volumes d'avancement au choix de ses personnels militaires en 2013."

Assez curieusement, la Défense annonce aujourd'hui que l'ordre pourtant explicite du Premier ministre était prématuré puisque "ce n'est qu'à l'issue d'une étude confiée conjointement à l'Inspection générale des finances et au Contrôle général des armées sur le pyramidage des différents corps et catégories qu'une vision objective de la situation permettra d'arrêter définitivement les contingentements et les volumes d'avancement pour 2013".

S'agissant du non-recrutement des 2 034 personnels (engagés volontaires) déjà sélectionnés par les armées pour être affectés en unité avant la fin de 2012, le ministère se défend en confirmant qu'une "régulation des recrutements a été décidée. Cette mesure était la plus juste au regard de la situation, le ministre de la Défense ayant repoussé d'autres mesures possibles qui auraient pesé à l'excès sur le pouvoir d'achat des militaires, notamment les moins gradés".

Le gel partiel de l'avancement est en cours de discussion en interministériel

Ligne de Défense, 07.09.2012



Jean-Yves Le Drian était à Rennes, ce matin, pour une visite au centre de la DGA MI (Maîtrise de l'Information), à Bruz. Une "première" pour l'ancien président de la Région Bretagne qui a découvert le site, ses 1 200 employés (et 200 de plus d'ici à 2015) et ses missions, en particulier la guerre électronique (pour la petite histoire, c'est à Bruz qu'ont été validées en urgence les bibliothèque de guerre électronique chargées

sur les aéronefs français engagés dans l'opération Harmattan. Le DGA (à droite sur la photo) n'a pas voulu confirmer que ces bibliothèques étaient déjà prêtes en cas d'ops au-dessus de la Syrie mais "c'est l'affaire d'un week-end" m'a-t-il dit).

Le ministre, venu signer un partenariat de développement avec son successeur à la tête de la Région Bretagne (Pierrick Massiot, à gauche sur la photo), en a profité pour rectifier ce qu'il a traité de "n'importe quoi". Sur les efforts en matière de recherche ("pas un euro en moins"), sur les drones MALE ("nous sommes toujours en phase de convergence" mais la décision est "dans ma tête"), sur le gel de certains recrutements (il n'y aura "pas de bouleversements par rapport au scénario antérieur")...

En revanche, le projet de gel de l'avancement se confirme (voir mon post d'hier). Patience pour les détails (ce plan, dont les prémices remontent au gouvernement précédent, prévoit qu'un tiers des promotions au choix seront gelées l'an prochain; mais comment être équitable?).

Je crois que lundi soir, lors du point presse des Universités de la Défense, JYLD devra en dire un peu plus sur les discussions en cours au niveau interministériel et sur les modalités d'application que le ministère va devoir imposer.

Avancements : la guerre entre Bercy et Brienne

C'est un grand classique : le ministère du Budget - qui tient les cordons d'une bourse de plus en plus vide - s'oppose au ministère de la Défense, qui représente environ 10% des dépenses de l'Etat. Rien de nouveau sous le soleil... sauf que le Budget a, cette année, une revanche à prendre. Et qu'il l'a prend au détriment de l'avancement des militaires. A plusieurs reprises au cours des dernières années, Bercy a fait la grimace en constatant que les dépenses de personnel (masse salariale) de la Défense continuait à augmenter. Le niveau d'arbitrage interministériel n'a pas fonctionné, car les états-majors ont fait appel directement à l'Elysée, via l'état-major particulier. Bercy et même Matignon n'ont guère apprécié... L'heure de la vengeance arrive. Sur le fond, le général Georgelin, ancien chef d'état-major des armées, décrit la situation ainsi : *"Face à Bercy, la Défense remporte régulièrement des victoires stratégiques, mais elle perd les combats tactiques"*. Bien vu !

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 12 Septembre 2012 à 12:13

Une mesure inique

Dimanche, 09 Septembre 2012 18:15

La réduction de 30% du tableau d'avancement au choix dans les armées en 2013

par le Général (2S) Marc ALLAMAND.

Une telle mesure est-elle envisageable dans un autre ministère ?

Où est donc la politique de concertation et de justice prônée par le nouveau gouvernement, lorsque le Premier Ministre annonce dans sa lettre de cadrage que la Défense devra réduire de 30% le tableau d'avancement au choix dans les Armées, en 2013?

Il ne s'agit pas là, par souci d'économie, de supprimer des heures d'entraînement ou de surseoir à la sortie de nouveaux matériels, mais de pénaliser des hommes et des femmes qui n'ont pas

démérité, bien au contraire. Quand on sait que le tableau d'avancement paraît généralement en décembre, on mesure l'embarras dans lequel doivent se trouver aujourd'hui les chefs militaires qui devront expliquer à leurs cadres, que les temps sont durs et malgré le mérite qu'ils auraient eu à bénéficier d'une promotion, qu'ils devront faire preuve d'abnégation pour sauver la patrie (ou l'euro). Ce qu'ils ne pourront pas leur dire, mais que tous les intéressés savent, est qu'une fois de plus, les militaires seront victimes de leur statut les empêchant de manifester ouvertement leur mécontentement.

Imaginez un instant que cette mesure frappe le corps professoral de l'Education Nationale. Ce serait la paralysie assurée sur le champ de nos écoles, lycées et facultés. Réduire arbitrairement le tableau d'avancement au choix, à trois mois de sa parution est une mesure inique, indigne de ceux qui nous gouvernent et la marque d'un manque de considération pour cette catégorie de citoyens.

Un encadrement de qualité indispensable

On peut comprendre que la réduction globale des effectifs déjà prévue jusqu'à 2014, entraîne une adaptation du nombre de cadres. Encore faudrait-il que les mathématiciens de Bercy s'appuient sur une analyse fine des besoins, qui ne peut relever, côté Défense, du seul Contrôle des Armées, comme le Ministre de la Défense le prévoit.

Deux évènements ont plaidé, ou plaident, pour un renforcement de l'encadrement de nos armées.

- D'abord, la professionnalisation intervenue entre 1996 et 2002 qui a été l'occasion de rattraper le retard que nous avons sur d'autres armées étrangères, notamment l'armée britannique, souvent citée en référence.
- Ensuite, la décision prise en 2007 de revenir dans les structures de commandement intégré de l'OTAN. On sait l'effort que cela représente pour nos armées de devoir fournir des officiers supérieurs, généralement brevetés.

Par ailleurs, l'avancement est un levier indispensable de la revalorisation de la condition militaire. Les policiers l'ont bien compris lorsqu'ils ont adopté les grades militaires. Aujourd'hui cette décision n'est pourtant pas remise en cause.

Quelle cohérence avec la révision en cours du Livre blanc ?

De quel chapeau sortent donc ces 30% ?

Le plan de "dépyramidage" appelé de ses vœux par Bercy doit, s'il s'avère pertinent, répondre à un double impératif:

- rester cohérent avec les besoins de nos armées (celles d'aujourd'hui comme celles de demain)
- avoir un calendrier d'application cohérent avec la révision du Livre Blanc qui doit redéfinir le format de notre outil en fonction des menaces retenues et des ambitions internationales de la France.

Or, les résultats du Livre Blanc ne seront mis en application qu'en 2013.

Il serait donc logique, si réduction il doit y avoir, que celle-ci portât sur le tableau d'avancement 2014 et non 2013.

Avancements bloqués : le ministre de la défense

est très très embarrassé !

Le chef d'état-major parle de "demandes littéralement insupportables"



Lors de l'Université d'été de la défense - qui s'est tenu à Brest lundi et mardi - le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a refusé de répondre par oui ou par non à la question de savoir si la décision bloquant 30% des avancements était déjà prise. Visiblement très embarrassé, il s'est contenté d'expliquer que nous en étions dans *"la phase de travail"*. Or, ce chiffre de 30% figure bien dans la lettre de cadrage transmise fin aout par le Premier

ministre : il ne s'agit pas d'une demande de Bercy mais d'un arbitrage déjà rendu par Matignon. Arbitrage sur lequel la défense espère sans doute aujourd'hui pouvoir revenir. Le ministre s'est contenté d'expliquer que, si la décision ne concernait pas 2012, la *"réflexion"* pour 2013 trônait autour de trois questions : *"le niveau d'avancement, le repyramidage, le niveau du recrutement"*.

Cette affaire, [révélée jeudi par ce blog](#) et par Jean Guisnel sur Lepoint.fr fait l'effet d'une douche froide dans les armées. En fin de semaine, le chef d'état-major des armées a diffusé largement un message pour tenter d'expliquer les choses et d'apaiser les esprits. Ce matin, le CEMA n'a pas pris de gants, devant les participants de l'Université d'été en qualifiant *"les demandes de Bercy"* de *"littéralement insupportables"*. Selon nos sources, les armées et notamment l'armée de terre avait anticipé durant l'été un tel blocage des avancements, mais tablait sur un chiffre "de l'ordre de 10%", sans doute un peu plus. Mais pas un avancement sur trois !

Les militaires vivent très mal cette annonce, car ils estiment être les seuls à payer le prix de la rigueur budgétaire, plus en tout cas que les fonctionnaires civils, alors même qu'ils ont fait des efforts considérables de réorganisation et de réduction depuis des années... tout en remplissant leurs missions.

Au delà, cette mesure touche l'un des domaines dont l'armée est le plus fière : être un escalier social, une institution où celui qui entre par la petite porte peut gravir les échelons au fil des ans. Bloquer l'avancement, c'est donc envoyer un signal négatif à ceux, militaires du rang, sous-officiers, officiers subalternes qui espèrent grimper dans la hiérarchie. Alors même que les opérations extérieures (et les primes afférentes, comme l'intérêt des missions) vont se réduire...

Le repyramidage n'est pas en soi une idée absurde comme l'explique un récent rapport de la Cour des comptes. Certaines situations sont en effet aberrantes : on voit des capitaines ou des colonels remplir des tâches qui pourraient l'être tout aussi bien par des militaires beaucoup moins gradés ! Mais la brutalité de l'annonce, l'absence de concertation avec les Conseils de la fonction militaire, le sentiment de deux poids-deux mesures, tout cela jette un grand froid parmi les militaires. Jean-Yves Le Drian le sait. Il n'en est pas moins coincé.

Livre blanc: la CFDT voit rouge et demande un débat national

Ligne de Défense, 10.09.2012



DECLARATION
DU BUREAU FEDERAL
CFDT DEFENSE

Alors que la crise économique et la dette publique appellent à des réductions sans précédent dans le budget, des voix s'élèvent pour tirer le signal d'alarme afin que la Défense ne soit pas une fois encore, la variable d'ajustement au service d'économies dogmatiques. La réforme lancée en 2008 a supprimé plus de 35 000 emplois civils et militaires et réduit les capacités de nos armées. La CFDT qui demande l'organisation d'Etats Généraux de la Défense en parallèle à la redéfinition du livre blanc, propose de « sanctuariser » le budget défense et de poser un moratoire sur la réforme en amont des futures orientations.

DÉFENSE NATIONALE : EVITER LE PIRE !

Le bureau fédéral de la CFDT Défense dénonce la "politique du chiffre" mise en œuvre dans le domaine militaire, dans un document du 5 septembre. Cliquer [ici](#) pour lire ce document de deux pages qui reprend des arguments connus pour défendre le maintien de l'effort de défense. La CFDT propose aussi d'organiser des Etats généraux de la Défense en parallèle au Livre blanc (joli fumigène pour cacher la misère derrière la richesse de la réflexion intellectuelle!) auquel les personnels du ministère de la Défense ont été invités à contribuer en livrant leurs réflexions sur l'intradef).

La CFDT est dans son rôle. Mais au lieu de rédiger deux feuillets, elle aurait mieux fait de résumer en quatre lignes ce qui se passe:

l'Etat, désargenté, entend tout de même sanctuariser un budget de la Défense "étale", au profit des équipements (donc au profit des équipementiers de défense, et donc de l'emploi civil), et au détriment des effectifs militaires et des opérations.

Un Livre blanc entre Paris et New-York

Les travaux de la commission du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale viennent à peine de démarrer... et le temps est contraint puisque la première copie doit être rendue à la mi-novembre pour une publication, validée par le président de la République, au début de l'année prochaine. Au sein de la commission, certains s'étonnent du fait que son président, Jean-Marie Guéhenno, ne soit pas constamment présent à Paris... puisqu'il réside encore à New-York d'où il vient presque chaque semaine.

Par ailleurs, les industriels de la défense ont fait part de leur mécontentement de ne pas participer à la commission : pour les calmer, ils seront associés aux travaux des groupes de travail, notamment celui sur les capacités stratégiques.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 13 Septembre 2012 à 14:41

Livre blanc : création d'un nouvel espace d'expression

Mise à jour : 08/09/2012 10:24 - Auteur : SGA

Une nouvelle plateforme d'échanges et d'information sur Intradef vient d'ouvrir pour tous les agents de la Défense souhaitant enrichir les réflexions relatives au futur Livre blanc de la Défense et de la sécurité nationale !



Conformément à l'esprit de la mission confiée par le président de la République à la Commission chargée de l'élaboration du futur Livre blanc, le ministère de la Défense vient d'ouvrir un espace d'échanges et d'information sur Intradef, le réseau interne du ministère de la Défense.

Comme le ministre de la Défense l'a souhaité dans son message du 13 juillet, les hommes et des femmes des armées et du ministère de la défense sont appelés à participer collectivement

à la réalisation de ce Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

Cette participation pourra se faire à travers un site intranet dédié. Accessible depuis Intradef, il permettra tout d'abord de s'informer afin de découvrir le processus d'élaboration du Livre blanc. Il facilitera ainsi le suivi de l'avancement des travaux menés par la commission et ses groupes de travail.

Il veut aussi encourager la participation interne du personnel des armées et du ministère de la Défense en offrant un espace collaboratif où chacun peut déposer, après inscription et sous pseudonyme, sa contribution. Il sera également possible de commenter les contributions déposées par d'autres et d'évaluer, via un système de vote, les contributions postées.

Ce site représente une opportunité unique, offerte à tous, de participer ensemble à l'élaboration du document majeur qui structurera notre politique de Défense dans les années à venir.

Les remarques, témoignages et propositions sont donc attendus afin d'enrichir la réflexion des groupes de travail et de la commission.

La CFDT-Défense inquiète

Alors que la colère gronde dans les armées, la **CFDT Défense** monte au créneau pour demander "d'éviter le pire" et réclame des Etats généraux de la Défense, parallèle à l'exercice en cours, celui du livre blanc. Dans une déclaration en date du 5 septembre, le bureau fédéral rappelle par exemple que 19 bâtiments de la marine ont été retirés du service des trois dernières années, seulement quatre ont pris leur place. "Un comble face aux enjeux géostratégiques connus d'un monde qui se maritimise" et un exemple qui n'est sans doute pas pris au hasard, alors que c'est l'aspect central du début de semaine des parlementaires, à Brest.

Le syndicat affirme aussi que "la politique du chiffre, sans se préoccuper des missions, continue

d'être à l'œuvre". Le syndicat dénonce enfin des pratiques "scandaleuses" dans l'accompagnement social des populations restructurées.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/09/2012 10:46:00 PM](#)

Le "petit oral" de la présidente de la commission de la Défense avant les Universités d'été

Ligne de Défense, 08.09.2012

Mon collègue brestois Sébastien Panou a rencontré la députée Patricia Adam, qui est aussi présidente de la Commission de la Défense à l'Assemblée. Dans l'entretien publié ce samedi matin, dans nos pages de Brest, elle revient sur les grands défis de la Défense et l'avenir de Brest où lundi, se tiendront les 10e Universités d'été de la Défense. Des réponses à lire et à méditer...



En période de crise, à quelle sauce les armées (39 milliards d'euros, 3e budget de la France), vont-elles être mangées ?

La Défense prendra sa part de l'effort, comme tout le monde, mais pas plus. Je ne sais pas si la suppression des 54 000 postes sera revue. Mais on n'envisage pas plus de départs.

Frégates Fremm, hélicoptères Caïman, Rafale... ? Certains programmes d'équipement seront pourtant forcément

reportés non ?

Oui absolument. Les choix seront fait en fonction des besoins prioritaires des armées. On sait que les hélicoptères et les drones par exemple sont des investissements dont on a besoin rapidement. Pour les drones, la France a pris beaucoup de retard. Elle devra les acheter sur étagère.

A Brest, le chantier de conversion des sous marins SNLE au missile M51, qui emploie des centaines d'ouvriers, peut-il en souffrir ?

Non. Impossible. La refonte des SNLE est intouchable. Le M51 existe. Les dépenses ont déjà été engagées.

La question du nucléaire (10 % du budget Défense) ne fera donc pas débat pendant l'élaboration du livre blanc ?

Il n'y aura pas de discussion. La décision est déjà prise par le président. C'est la permanence. Plusieurs pays ont la volonté de développer l'arme nucléaire. On voit ce qui se passe en Iran. Est-ce maintenant que la France doit arrêter ? Idem pour le bouclier anti-missiles. La décision prise à Lisbonne (en 2010) s'impose à nous. L'Europe doit participer à l'opération menée par les Etats-Unis.

Enfin, qu'est-ce qui change côté défense entre la droite et les socialistes ?

La France n'est pas un pays en guerre. Pour nous socialistes, c'est clair, quand on intervient, c'est sous le mandat de l'ONU, ou des forces africaines, si elles nous le demandent. Nous n'aurions pas engagé les forces en Afghanistan, comme Sarkozy l'a décidé en 2008. L'entrée dans le commandement intégré de l'Otan a aussi été une décision unilatérale de Sarkozy. La parole de la France, son autonomie, sa capacité de dire « non » comme elle l'avait fait pour la

guerre en Irak a été décrédibilisée. Une étude des coûts est en cours. On a déshabillé nos états majors pour habiller celui de l'Otan. Mais je ne suis pas sûre qu'on pourra revenir en arrière.

L'Europe est une orientation forte...

Les Américains nous le disent clairement : « il est temps que vous vous preniez en charge ». Nous avons une volonté politique forte. A chaque opération extérieure, nous pourrions associer un ou deux pays, comme avec les Anglais en Libye. Pour les équipements, nous avons une logique de conception commune, comme nous l'avons fait pour l'avion de transport A400M. Les coûts de développement c'est déjà 30 %. Mais des équipements en commun, comme un porte avions, ce n'est pas encore réaliste.

Et la mer ?

Il faut lui accorder de l'importance. On a beaucoup déshabillé l'outre-mer. Il y a des enjeux économiques. Mais aussi des endroits où nous avons besoin de rappeler parfois que c'est chez nous, comme aux îles Eparses dans le canal du Mozambique.

Ne risque-t-on pas de vous reprocher de plaider trop en faveur de Brest ?

J'assume et je répondrai de nos choix. Mais c'est vrai que Brest a beaucoup souffert ces dix dernières années par rapport à Toulon. Le plus gros coup dur, cela a été les SNA (NDLR : les futurs sous-marins nucléaires d'attaque de type *Barracuda* seraient basés à Toulon et non à Brest comme cela avait longtemps été envisagé. Une mesure concernant environ 1000 personnes et leurs familles). C'était une annonce politique.

Les *Barracuda* à Brest, ce n'est pas perdu alors ?

Non. La décision ne sera prise qu'à la livraison (NDLR : les premiers sont attendus en 2017). C'est vrai que la Méditerranée est stratégique. Mais la dissuasion ici a aussi besoin des SNA. Une étude comparative des coûts et infrastructures a été demandée par le précédent gouvernement. La base opérationnelle et celle de l'entretien peuvent aussi être dissociées. L'an prochain, nous aurons un bon aperçu

Défense nationale. L'université d'été aujourd'hui à Brest

Le Télégramme, 10 septembre 2012

L'Université d'été de la Défense, dont la dixième édition se tient à partir de ce matin à Brest, est la fête de famille de l'univers politico-militaire français. Tous les acteurs de ce secteur - civils, militaires, politiques - s'y rendent pour assister à des démonstrations, participer à des tables rondes, débattre des grands sujets de l'heure.

Alors qu'à Paris quelques dizaines d'experts préparent le futur Livre blanc qui redéfinira les priorités de la Défense française, les grandes thématiques de l'Université d'été de Brest vont recouper certains de leurs centres d'intérêt: les évolutions stratégiques, la capacité industrielle souveraine, la cyberdéfense, les capacités des armées. Mais on parlera également beaucoup d'une thématique qui était un peu passée de mode ces dernières années: le rôle de la Marine ou plutôt des marines dans la posture stratégique de la France.

52 milliards de chiffre d'affaires !

On le sait peu, mais toutes activités confondues, la filière maritime française réalise, bon an mal an, plus de 52 milliards d'euros de chiffre d'affaires et fait travailler directement plus de 300.000

personnes. Comme le rappelait l'amiral Emmanuel Desclèves dans un récent numéro de La Revue Maritime, ces entreprises liées à la mer emploient plus de monde que les industries aéronautique ou automobile et si on compte les emplois indirects, «10% de la population active est concernée par les activités maritimes».

Un rôle stratégique

Stratégiquement parlant, le rôle de la mer n'a jamais cessé d'être crucial. Mais la mondialisation a tant accru son importance qu'on parle désormais de «maritimisation». Les flux d'hydrocarbures, de biens de consommation, d'informations, avec les câbles sous-marins, sont indissociables de la liberté de navigation. La piraterie qui sévit dans plusieurs parties du monde ne fait que le confirmer. Les populations vivant dans les franges littorales de la planète s'accroissent chaque jour, tandis que les progrès techniques permettent d'exploiter des fonds marins naguère inaccessibles. On mesure l'importance de ces enjeux avec les tensions se faisant jour dans les eaux du grand Nord, où les nations côtières veulent profiter de la fonte des glaces.

Une Marine digne de ce nom

À Brest, d'où la mer est visible de partout, où les armes de l'apocalypse nucléaire passent régulièrement le goulet, chacun est convaincu de l'importance pour un pays comme la France de disposer d'une Marine puissante. Pour affirmer la souveraineté de notre pays sur le deuxième espace maritime mondial (11 millions de kilomètres carrés, soit vingt fois son territoire terrestre), une Marine digne de ce nom est indispensable, de même qu'elle doit être suffisamment performante pour assurer l'ensemble des missions décidées par le politique (dissuasion, sécurité des lignes maritimes, autorité de l'État en mer, actions armées contre la terre, etc.). Celles-ci devant pouvoir s'exercer de manière purement nationale comme dans le cadre de coalitions.

La France peut-elle continuer à agir seule ?

Pour que ce système fonctionne, une base industrielle digne de ce nom est indispensable. Ce sera sûrement l'un des points forts de ces journées. En pointe dans ce domaine, la France peut-elle continuer à agir seule ou doit-elle intégrer son industrie navale militaire dans des alliances capitalistiques avec les chantiers civils nationaux ou avec ses concurrents européens sur fond de raréfaction de la ressource budgétaire et de croissance des coûts? Ministre de la Défense et excellent connaisseur de ce sujet sur lequel il a des idées, Jean-Yves Le Drian s'exprimera sans doute sur le sujet.

Jean Guisnel

À Brest, chacun est convaincu de l'importance pour un pays comme la France de disposer d'une Marine puissante.

Patricia Adam. «Des enjeux maritimes importants»

Le Télégramme, 10 septembre 2012 -

La Brestoise Patricia Adam, première femme à présider la commission de la Défense à l'Assemblée, sera un peu l'hôtesse de l'Université d'été. Selon elle, «les enjeux maritimes de notre pays n'ont pas été assez pris en compte».

«Le budget de la Défense n'est pas un budget comme les autres!», martèle la députée socialiste Patricia Adam. Photo Eugène Le Droff



Que peut-on attendre de cette Université d'été de la Défense?

Voulue par les parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale, elle réunit, cette année, 460 participants. C'est un beau succès. Treize pays européens sont représentés. Or, c'est important que les parlementaires européens soient là parce que l'enjeu est européen, comme l'a dit le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Leur présence est donc un signe positif. Après un renouvellement du Parlement, un changement de majorité, l'Université est très attendue par l'ensemble des acteurs de la Défense. Alors que viennent de commencer les travaux sur le Livre blanc, c'est un rendez-vous

important. Ces débats de l'ensemble des acteurs du secteur, que ce soient les industriels, les personnels et, bien sûr, les parlementaires, seront un apport à cette commission du Livre blanc. À Brest, le maritime sera au cœur des débats. Dans le précédent Livre blanc, les enjeux maritimes du pays n'ont pas été suffisamment pris en compte!

Quels sont les enjeux de cette «maritimisation»?

Ce sont les enjeux liés à la sécurité de notre pays, et également à la sécurité européenne. Enjeux aussi en matière de transport de marchandises. Enjeux encore pour faire face aux problèmes du terrorisme, pour être en appui en interarmées sur des interventions, comme on l'a vu en Libye.

Le budget 2013 de la Défense soulève des inquiétudes. Quelle est votre réaction sur ce point?

Il n'est pas, comme cela a été craint, la variable d'ajustement. Jean-Yves Le Drian a su préserver le budget, qui a été touché ces dernières années. Réduire encore ce budget présente un certain nombre de risques par rapport aux capacités, qu'elles soient humaines ou d'équipements pour les décennies qui viennent. Le budget de la Défense n'est pas un budget comme les autres! C'est un budget avant tout d'avenir. On travaille sur des lois de programmation qui ont pour objectif d'atteindre les moyens logistiques, capacitaires pour les dix à trente années qui viennent. Les décisions que nous prenons permettront au chef de l'État, quel qu'il soit dans les dix à trente ans qui viennent, d'avoir les moyens d'intervenir en matière de défense, si cela est nécessaire. C'est un exercice plus complexe en termes budgétaires pour les parlementaires.

La Marine a-t-elle les moyens de mener ses missions?

Nous avons une Marine exemplaire mais qui a atteint très certainement sa juste suffisance, c'est-à-dire qu'elle est en capacité de répondre aux missions qui lui sont confiées. Mais il ne faudrait pas qu'elle descende en dessous, sinon, c'est clair, on ne pourra pas lui demander les mêmes missions.

Propos recueillis par Catherine Magueur

"Préserver les réversibilités": l'amiral Guillaud change de portage rhétorique

Ligne de Défense, 12.09.2012

La rhétorique du chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud, qui juge les "demandes de Bercy (...) littéralement insupportables", change. Il y a encore quelques semaines, le CEMA appelait à préserver l'outil militaire français (c'est d'ailleurs les termes qu'a employés, mardi, à Brest, Jean-Marie Guéhenno, le président de la commission du Livre blanc).

Le CEMA, conscient de "l'état réel dans lequel nous sommes" et des diktats budgétaires qu'il va devoir subir, juge désormais qu'il faut "préserver des réversibilités". En gros, c'est

Dunkerque: on remarque ce que l'on peut et on reprendra la lutte dès que la situation sera stabilisée.

"Réversible"? Ce qui peut se reproduire en sens inverse: par exemple, on coupe puis on rafistole, on ferme et (si on n'a pas perdu la clé), on rouvre.

Est aussi réversible ce qui peut retourner au propriétaire qui en a disposé (cf. Le Robert): par exemple, des parts de budget rognées qui seraient réattribuées (quand?) à la Défense.

Et pour finir, est "réversible" ce qui peut se mettre à l'endroit comme à l'envers: par exemple un tissu, genre "veste que l'on retourne"...

Le directeur général de la gendarmerie à la 10e université d'été de la Défense

Mise à jour : 12/09/2012 16:38 - Auteur : Sirpa gendarmerie

Mardi 11 septembre 2012 à BREST (Finistère - 29), le directeur général de la gendarmerie nationale assistait à la séance plénière consacrée au Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, qui marquait la clôture de la 10e université d'été de la Défense.

Depuis une décennie, ces journées marquent le grand rendez-vous des membres des commissions de défense, du Sénat et de l'Assemblée nationale, des élus, des grands décideurs militaires et civils de la Défense, des industriels et des journalistes.

La présence du directeur général marque l'ancrage de la gendarmerie dans les problématiques de la Défense.

L'Inspecteur général des armées-gendarmerie (IGAG) était présent aux deux journées et le major général a participé à un atelier, traitant de la cyberdéfense puis assisté à la restitution d'un rapport parlementaire consacré aux sociétés militaires privées.

Retrouvez en téléchargement le programme des deux jours.

Droits : Minsitère de la Défense

Quand Molière se mêle à la rhétorique des militaires et industriels

Ligne de Défense, 10.09.2012



Quand les décideurs français parlent d'externalisation, il est difficile de ne pas penser à Molière et à son *bourgeois gentilhomme*. Relire l'acte 1, scène 4 et la réplique de Monsieur Jourdain: "Par ma foi ! il y a plus de quarante ans que je dis de la prose sans que j'en susse rien, et je vous suis le plus obligé du monde de m'avoir appris cela." Et oui, en France on externalise depuis 10 ans, sans que les décideurs "en sussent rien".

Il est difficile de ne pas penser de nouveau à Molière quand on écoute les interventions et opinions émises depuis ce lundi matin aux

Université de la Défense. Cette fois, ce n'est pas le bourgeois gentilhomme qui parle mais *l'avare*! On croirait entendre Harpagon: "Hélas ! mon pauvre argent, mon pauvre argent, mon cher ami ! On m'a privé de toi ; et puisque tu m'es enlevé, j'ai perdu mon support, ma consolation, ma joie ; tout est fini pour moi, et je n'ai plus que faire au monde ! Sans toi, il m'est impossible de vivre."

Je m'explique: les opinions du genre "Faire des choix, mais partout ailleurs que dans le maritime!" ou "Des moyens, mais il faudra les prendre ailleurs que dans le maritime!" se multiplient. En coulisses, terriens et aériens répliquent que l'argent et les économies ne se feront pas sur leur dos ou au détriment de leur portefeuille. Que des belles empoignades souriantes ponctuées de "jamais" ou autre "ni...ni" (exemple: ni saupoudrage ni favoritisme"). Vivement la LPM! (et pourquoi pas le livre blanc? "Ca ne sert à rien" m'a confié un parlementaire, VP de commission de surcroît).

L'adieu à la dissuasion nucléaire ?

| La Tribune, 10/09/2012, 07:07 - **Michel Cabirol**



C'est la rentrée pour le monde de la défense avec la dixième université d'été de la défense, qui se tient lundi et mardi à Brest. Dans une période de fortes contraintes budgétaires, la dissuasion nucléaire devrait à nouveau faire débat.

La dissuasion nucléaire est une nouvelle fois au cœur du débat. Au début de l'été, deux grands responsables socialistes, l'ancien Premier ministre, Michel Rocard, et un ancien ministre de la Défense, Paul Quilès, ont préconisé un abandon de la dissuasion nucléaire. L'un pour faire des économies - 16 milliards d'euros avait-il expliqué -, l'autre parce qu'elle s'apparente à "une assurance-mort". Le président François Hollande ainsi que son ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, ont très clairement verrouillé le débat : la dissuasion ne sera pas remise en cause.

La dissuasion, assurance-vie de la France

Mais qu'est-ce qu'en pensent les chefs d'état-major des armées ? Pour l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées, la dissuasion nucléaire c'est plutôt "l'assurance-vie de la Nation", avait-il expliqué lors de son audition en juillet à l'Assemblée nationale devant la Commission de la défense. Elle "nous protège d'un conflit majeur, une grande invasion en Europe", avait-il précisé. S'agissant du coût de la dissuasion nucléaire, l'amiral Guillaud a estimé que c'était "presque bon marché". Et de rappeler que la France "dépense tous les ans pour sa dissuasion nucléaire en moyenne environ 3,4 milliards d'euros et cela couvre tout : depuis les laboratoires de recherche jusqu'à la fabrication, la mise en oeuvre et le démantèlement. Cette somme couvre tout le financement de la recherche fondamentale, de la recherche et technologie".

Un sous-marin lanceur d'engins en permanence à la mer

Presque bon marché ? Il donne un exemple pour la marine. "La Force océanique stratégique (FOST) est mise en oeuvre par 3.200 marins, effectif équivalent à celui des agents municipaux

d'une ville comme Montpellier". La France dispose actuellement de quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE). Parmi les opérations permanentes fixées par le livre blanc pour la marine, figure au premier rang la dissuasion. "Notre mission est d'avoir au moins un sous-marin déployé en permanence, a assuré le chef d'état-major de la marine, l'amiral Bernard Rogel. Ce qui suppose la mobilisation de frégates et d'avions de patrouille maritime pour assurer la sûreté des approches pour le départ des sous-marins, ainsi que des moyens sur l'ensemble de nos zones d'intérêt, pour leur donner des renseignements dont ils ont besoin".

"Audacieux de penser réaliser des économies substantielles"

Aujourd'hui, la modernisation de la dissuasion nucléaire est quasi terminée pour la composante aéroportée. En contrepartie, elle a été réduite "d'un tiers dans le cadre du principe de juste suffisance", a rappelé le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean-Paul Paloméros. Seul point noir, l'âge des avions ravitailleurs qui approche maintenant la cinquantaine d'années. D'une façon générale, le général Paloméros estime qu'en dépit des contraintes budgétaires, "il serait audacieux de penser que l'on pourra réaliser des économies substantielles sur le financement de la composante aéroportée, qui repose sur deux escadrons polyvalents - concentrés sur cette mission mais non dédiés à celle-ci". Et de rappeler que "si la France est le seul pays européen à mettre en oeuvre cette composante aéroportée, notre force de dissuasion protège non seulement nos intérêts nationaux mais aussi nos alliés".

3,4 milliards par an sur les 20 prochaines années

La modernisation de la composante aéroportée "va s'achever pour le M51 avec ses nouvelles têtes", a précisé l'amiral Guillaud. Aussi, a rappelé le chef d'état-major des armées, la France continue "à investir pour assurer les renouvellements nécessaires et il faudra donc sans doute ponctuellement un peu plus de 3,4 milliards d'euros annuels, mais, sur les vingt prochaines années, c'est une somme qui restera à peu près inchangée en euros courants"

Coupes homéopathiques: 5 millions d'euros transférés de la Défense à l'action gouvernementale

Ligne de défense, 13.09.2012

La somme n'est pas conséquente mais elle mérite d'être signalée: le décret 2012-1011 du 30 août dernier annule des crédits de la Défense d'un montant de 5 millions d'euros (Environnement et prospective de la politique de défense) et les reverse à la direction de l'action gouvernementale (Coordination du travail gouvernemental). Cliquer **ici** pour lire le décret.

Personne, pour l'instant, n'a pu m'expliquer la finalité de ce transfert dont le montant a même fait sourire certains de mes interlocuteurs. Mais bon, 5 millions par çà, 5 millions par là...

Le programme "environnement et prospective de la politique de défense" (programme 144) regroupe les crédits consacrés à la recherche de défense, aux services en charge du renseignement de sécurité, à l'analyse stratégique, à la diplomatie de défense et au soutien à l'exportation, comme le précise un document du Sénat de 2010. Placé sous la responsabilité du directeur chargé des affaires stratégiques (DAS), le programme "environnement et prospective de la politique de défense" regroupe principalement les crédits d'études et de recherche technologique et ceux destinés à deux des trois services de renseignement du ministère de la défense, la DGSE et la DPSD. Il inclut également une partie de l'action internationale du

ministère, que ce soit au titre du soutien aux exportations ou du réseau diplomatique de défense.

Le programme 129 "Coordination du travail gouvernemental" relève de la mission "Direction de l'action du gouvernement" du Premier ministre. Placé sous la responsabilité du secrétaire général du Gouvernement, ce programme rassemble des entités rattachées au Premier ministre dans un ensemble budgétaire commun.

Otan: vifs échanges entre Le Drian et Rasmussen



La rencontre, lundi 3 septembre à Bruxelles, entre le ministre français de la défense Jean-Yves Le Drian et le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen (*photo*) a été l'occasion d'un échange "très houleux" entre les deux hommes, apprend-on de bonne source. Rasmussen entendait revenir sur les conclusions du sommet de l'Otan, à Chicago, en mai dernier, sur la question du financement de capacités mises à la disposition de l'Alliance. En clair, selon lui, la France devrait verser plus au pot

commun.

Pour l'Otan, l'idée est celle du "*pooling and sharing*" : l'Otan deviendrait une sorte d'Agence, à laquelle les Etats membres cotisent et qui fournit les moyens nécessaires, en l'occurrence des Awacs ou des systèmes aéroportés de surveillance terrestre AGS. C'est, pour une part, la traduction de l'idée américaine de *Smart Defense*.

Paris - qui s'active pour une relance de la défense européenne - ne partage pas cette approche très intégratrice: "*Nous sommes membres à part entière de l'Otan et nous allons le rester, mais la France fera respecter ses droits de nation souveraine*" explique-t-on dans l'entourage du ministre. Le danois Rasmussen, qui ne passe pour incarner l'esprit diplomatique, a fait les frais de cette mise au point... bienvenue.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 7 Septembre 2012 à 17:28

Le général Paloméros tourne une très belle page

Mise à jour : 10/09/2012 10:20

Jeudi 6 septembre 2012 aux Invalides à Paris, le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), s'est exprimé sur son prochain départ, devant un parterre d'autorités civiles et militaires.

Après trois ans à la tête de l'armée de l'air, le général Paloméros a insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un « adieu » mais d'un « au revoir ». « Au revoir » parce que le général tourne « une très belle page » pour s'envoler à Norfolk, prendre le poste de commandant suprême allié Transformation (SAC-T – *Supreme Allied Commander Transformation*). « *Un autre chapitre* »

s'ouvre, mais avant de tourner cette très belle page, pour quelques jours encore, j'oserai dire au temps: suspend ton vol!» a confié le général Paloméros.



Et, en l'espace de quelques instants, alors que le général s'exprimait, oui, le temps s'est arrêté dans le magnifique parc des Invalides. À travers son discours riche en émotions, le CEMAA a eu, en priorité, une pensée pour tous les aviateurs. *«Ces hommes et ces femmes qui ont toujours été présents»*, comme il aime en parler. L'heure n'était pas à un discours didactique mais à un discours ponctué de sentiments sur ses trois années en tant que CEMAA, sur ses collaborations, sur les opérations aériennes et militaires, sur les évolutions et les changements... sur sa *«fierté d'être et de faire partie d'une communauté militaire exemplaire.»*

Le général Paloméros aime particulièrement l'auteur Antoine de Saint-Exupéry qui disait: *«Aimez ceux que vous commandez mais sans jamais leur dire»*. Et pourtant, le CEMAA n'a pas hésité à s'adresser aux hommes et aux femmes de l'armée de l'air en ces mots: *«aujourd'hui, il est temps que je leur dise que, oui,*

définitivement je les aime».

Sources : © Armée de l'air

Le général Paloméros rencontre son homologue russe

Mise à jour : 13/09/2012 11:15

Le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), a accueilli le lieutenant général Victor Nikolaevitch Bondarev, chef d'état-major des forces aériennes russes, sur la cité de l'air et base aérienne 117 de Paris, mercredi 12 septembre 2012.



Les honneurs militaires lui ont été rendus par une section en armes de la base parisienne, tandis que les hymnes nationaux des deux pays étaient interprétés par une formation de la Musique de l'air. Le lieutenant général Bondarev s'est ensuite entretenu avec le général Paloméros, puis a assisté à une série de présentations relatives au fonctionnement de l'armée de l'air et de ses grands commandements.

La visite officielle du CEMAA russe en France doit se poursuivre jusqu'au vendredi 14 septembre 2012 et lui permettre notamment de visiter les installations opérationnelles des bases aériennes 120 de Cazaux et 118 de Mont-de-Marsan. Le 14 septembre, le lieutenant général Bondarev assistera, depuis la base montoise, à la célébration des 70 ans du régiment de chasse 2/30 «Normandie-Niemen», unité des forces aériennes françaises libres qui a combattu sur le front de l'est lors de la seconde guerre mondiale aux côtés des forces soviétiques.

Ce déplacement s'inscrit également dans la continuité d'une riche coopération bilatérale qui s'est illustrée récemment par la présence d'une délégation française à Moscou, les 11 et 12 août 2012, lors de la [célébration du centenaire des forces aériennes russes](#). En réponse à l'invitation officielle des autorités du pays, un Rafale du «Normandie-Niemen» s'y était rendu pour réaliser une présentation aérienne.

Droits : © Armée de l'air

Prise de fonctions du général Thierry Caspar-Fille-Lambie

Mise à jour : 12/09/2012 13:42

Mercredi 12 septembre 2012 à 9h00, les honneurs ont été rendus lors de l'arrivée sur la base aérienne du général de corps aérien Thierry Caspar-Fille-Lambie.



aérien Thierry Caspar-Fille-Lambie.

Sources : © CDAOA

Un nouveau directeur du développement international à la DGA

Zone Militaire, 12 septembre 2012 – 17:54



L'ingénieur général de l'armement Stéphane Reb a été nommé directeur du développement international (DDI) de la Direction générale de l'armement au cours du Conseil des ministres de ce 12 septembre. Ce poste est très important, dans la mesure où il consiste à superviser les ventes d'armes françaises à l'étranger.

Diplômé de l'École nationale de l'aéronautique et de l'espace (Sup'Aero) et polytechnicien, Stéphane Reb, 45 ans, a commencé sa carrière au sein de la DGA en 1991, en tant que

responsable des études amont pour les missiles tactiques.

Après s'être occupé des programmes Mirage 2000N et D, Stéphane Reb rejoint, en 2001, l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) en qualité de directeur du programme Tigre.

Six ans plus tard, il retrouve la DGA en tant que directeur du programme Rafale. En février 2009, il prend les commandes de l'unité de management Rafale, laquelle, précise le ministère de la Défense, "l'ensemble des avions de combat (...) ainsi que les démonstrateurs de drones de combat."

Sa connaissance approfondie du programme Rafale sera sans l'ombre d'un doute précieuse alors que la vente de l'avion développé par Dassault Aviation est en cours de finalisation en Inde et que plusieurs clients potentiels restent encore à convaincre (Emirats arabes unis par exemple).

Le nouveau DDI remplace Yves Blanc, qui a quitté ses fonctions en juillet dernier, un peu plus d'un an après y avoir été nommé par Gérard Longuet, le précédent ministre de la Défense, sans que l'on sache vraiment si on l'y avait contraint ou non. Ce départ avait été à l'époque vécu comme une surprise. "C'est surprenant et très maladroit. Cela ne donne pas une très bonne image" avait commenté un dirigeant de l'industrie de défense.

Prises de commandement de bases aériennes et détachements « Air »

Mise à jour : 13/09/2012 16:18

Tout au long de l'été 2012, certaines bases aériennes et des détachements « Air » ont connu des changements de commandant. Récapitulatif chronologique de ces prises de commandement.



Le 4 juillet, le colonel Fabien Mandon a pris les fonctions de commandant de la base aérienne 702 « Capitaine Georges Madon » d'Avord. Il a succédé ainsi au colonel Laurent Rataud.

Le 11 juillet, le colonel Jean-Luc Moritz a pris le commandement de la base aérienne 125 « Charles Monier » d'Istres et vient remplacer le colonel Marc Vinchon.

Le 19 juillet, le commandement de la base aérienne 115 « Capitaine de Seynes » d'Orange a été confié au colonel Stéphane Virem, en remplacement du colonel Éric Charpentier.

Le 29 août, le colonel Gilles Bertrand a officiellement pris ses fonctions de commandant de la base aérienne 116 « Lieutenant-colonel Papin » de Luxeuil, succédant au colonel Frantz Brengarth.

Le 30 août, le colonel Philippe Dedobbeleer a succédé au colonel Patrick Merian dans les fonctions de commandant du détachement « Air » 277 de Varennes-sur-Allier. À la même date, le colonel Stéphane Mille a pris le commandement de la base aérienne 110 « Lieutenant-colonel Guy de la Horie », de la base de Défense de Creil, et la fonction de délégué militaire départemental de l'Oise. Il a succédé ainsi au général Patrice Sauvé. Le

commandement de la base aérienne 709 « Commandant Ménard » de Cognac a, quant à lui, été confié au colonel Antoine Guillou, en remplacement du colonel Laurent Camus.

Le 5 septembre 2012, le colonel Sylvain Canard a été remplacé par le colonel Alain Boulet dans les fonctions de commandant du détachement « Air » 273 de Romorantin. Le même jour, le colonel Jean-Xavier Chabane a pris le commandement de l'école des pupilles de l'air de Grenoble. Il a succédé au colonel Odile Bouny.

Le 7 septembre 2012, le colonel Louis Pena a pris les fonctions de commandant de la base aérienne 133 « Commandant Henry Jeandet » de Nancy-Ochey. Il a remplacé ainsi le colonel Denys Colomb.

Droits : © Armée de l'air

Prises de commandement multiples à Lyon et à Orléans

Mise à jour : 10/09/2012 17:50 - Auteur : Sgt Jordan L'Hostis-le Hir

Les 6 et 7 septembre 2012, des prises de commandement d'unités se sont déroulées respectivement sur les bases aériennes 942 de Lyon-Mont-Verdun et 123 d'Orléans.



À Lyon, le colonel Jérôme Rabier, commandant de la base aérienne, a remis le commandement de l'escadron des systèmes d'information et de communication aéronautique (ESICAéro) au lieutenant-colonel Christophe Jauffret et le commandement du centre de renseignement air (CRA) au lieutenant-colonel Laurent Levitte.

La cérémonie officielle a été présidée par le général Dominique de Longvilliers, commandant en second la défense aérienne et les opérations aériennes, accompagné du général Jean-

Christophe Zimmermann, commandant la brigade aérienne d'appui à la manœuvre aérienne du commandement du soutien des forces aériennes.

À Orléans, le général Thierry Caspar-Fille-Lambie, commandant en second la défense aérienne et les opérations aériennes et le colonel Philippe Hirtzig commandant la base aérienne 123, ont présidé la cérémonie qui a acté la prise de commandement de l'escadron de soutien technique aéronautique 2E061 par le lieutenant-colonel Marc-Olivier Crossonneau, de l'escadron électronique sol 21.054 par le lieutenant-colonel Laurence Venat et de l'escadron de protection 1G.123 par le capitaine Jacques-Éric Mboudou.

Lors de cette cérémonie de nombreuses décorations ont par ailleurs été remises. Ainsi, les lieutenants-colonels Daniel Kolb (escadron électronique sol) et Yann P. (escadron de transport 3/61 "Poitou") ont été élevés au rang de chevalier de la Légion d'honneur.

Le commandant Olivier D., les caporaux-chefs Jérémie V. et Axel J., du commando parachutiste de l'air n°10, le sergent-chef Régis C., les sergents Nicolas B. et Jonathan B. de l'escadron de transport 3/61 "Poitou", et le sergent David De Melo du groupe de télécommunications 10.800, ont été décorés de la Croix de la valeur militaire.

Enfin, le sergent-chef François U. de l'escadron de transport 3/61 "Poitou" s'est vu remettre la médaille commémorative "Libye".

Cyberdéfense : renforcement des effectifs en France

Nouvelles technologies , Le lundi 10 Septembre 2012 à 09:23 par [Jérôme G.](#)

Le ministre de la Défense a annoncé la création de 200 emplois dans le domaine de la cyberdéfense pour la Direction générale de l'armement.

Lors d'un déplacement d'un déplacement à Bruz près de Rennes sur le site de la Direction générale de l'armement (DGA) Maîtrise de l'information, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a annoncé la création de 200 emplois ([AFP](#)).

Ce nouveau personnel civil et militaire rejoindra d'ici 2015 le site de la DGA-MI dans le cadre d'un recrutement principalement axé dans le domaine de la **cyberdéfense**. La DGA a déjà indiqué que le site de Bruz a développé ses activités liées à la cyberdéfense via le recrutement d'une trentaine d'experts dans l'analyse et la prévention des attaques informatiques.

Cette décision a été prise pour notamment faire face à l'augmentation depuis le début de l'année des tentatives d'intrusion sur les réseaux informatiques du ministère de la défense et des industriels de l'armement. L'objectif affiché : " *détecter les nouveaux virus et accélérer la réaction face à ces armes informatiques* ".

La cyberdéfense sera l'un des thèmes abordé au cours de la 10e édition des Universités d'été de la Défense qui se déroulent aujourd'hui et demain à Brest.



Au mois de juillet, le sénateur Jean-Marie Bockel a remis son rapport d'information sur la cyberdéfense. Il formule une cinquantaine de propositions et une dizaine de priorités. L'une de ces priorités vise à interdire l'utilisation de routeurs de cœur de réseaux présentant un risque pour la sécurité nationale. Sont visés les équipements d'origine chinoise (voir [notre actualité](#)).

Le rapport évoque également l'obligation pour les entreprises et les opérateurs d'importance vitale de déclarer à l'Anssi (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) tout incident en cas d'attaque importante contre les systèmes d'information.

Par ailleurs, il oriente le débat vers le développement de capacités informatiques offensives avec un "*cadre juridique et une doctrine d'emploi bien définis*". Plus seulement des mesures pour la protection d'un système attaqué, mais l'identification d'un adversaire et l'éventualité de lui appliquer des "*mesures de rétorsion*".

Redéfinir l'outil de défense

Entre juillet et décembre 2009, 353 valeurs militaires avec citation ont été remises à titre individuel aux Marsouins. Le régiment a perdu cinq de ses hommes en Afghanistan. Après avoir passé les troupes en revue, [Jean-Yves Le Drian](#) s'est exprimé sur la politique de la Défense et sur son budget : " La France ne sacrifiera pas sa Défense. Le budget 2013 vient d'être validé et sera

quasiment le même qu'en 2012... Mais on est face à une nouvelle donne géostratégique dans le monde, marquée par la crise économique, les crises budgétaires des Etats, la mutation de la stratégie des Etats-Unis, et l'émergence des grandes mutations du monde arabe. Cela amène à réfléchir en terme de concept à notre outil de Défense. Le président de la République a souhaité la mise en place d'un [Livre blanc](#). Je souhaite que tous les militaires qui le souhaitent puissent contribuer et s'exprimer via un site internet dans ce moment important de redéfinition de l'outil de Défense car avons à faire face à de nouvelles menaces...".

Une réserve citoyenne pour la cyberdéfense

Zone Militaire, 13 septembre 2012 – 17:06

Après l'annonce, faite par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, la semaine passée, de la création, d'ici 2015, sur le site de la Direction générale de l'armement à Bruz, de 200 postes liés à principalement à la cyberdéfense, une nouvelle initiative en la matière vient d'être prise.

En effet, à l'occasion des dernières Universités d'été de la Défense, l'amiral Arnaud Coustillière, officier général Cyber au sein de l'Etat-major des armées (EMA), a annoncé la création a d'un réseau de spécialistes de la sécurité informatique dans le cadre de la réserve citoyenne.

Selon le Code de la Défense, et plus précisément les articles L-4241-1 et R-4241-2, "la réserve citoyenne a pour objet d'entretenir l'esprit de défense et de renforcer le lien entre la nation et ses forces armées. Elle est "composée de volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience ou de leur intérêt pour les questions relevant de la défense nationale".

Aussi, ces d'experts issus de la réserve citoyenne – donc bénévoles – n'auront pas vocation à intervenir en cas d'attaques contre les réseaux informatiques (ça, c'est du ressort de l'ANSSI). Leur mission sera, d'après le ministère de la Défense, de faire " la promotion d'un esprit de cyberdéfense et de contribuer à la réflexion nationale" dans ce domaine.

En clair, il s'agira pour eux de faire prendre conscience aux différents acteurs de la société (entreprises, particuliers, administrations) de la "dimension stratégique" de la cyberdéfense, de préciser le rôle des forces armées en la matière et de "donner des clés de compréhension des différents enjeux."

5– Opex & Zones de conflits

Afghanistan : transfert d'autorité du camp français sur la base de Kandahar Airfield

Mise à jour : 13/09/2012 11:55

Le 6 septembre 2012, la responsabilité de la zone du *Kandahar Airfield* occupée par le détachement français a été transmise au détachement belge OGF 12-05 (*Operation Guarding Falcon*).



Cette cérémonie de transfert d'autorité a été coprésidée par le lieutenant-colonel Stanghellini, commandant le détachement air de Kandahar, et par le major Claisse, chef du détachement belge. Au cours de la cérémonie, le drapeau français a été descendu afin de laisser place au drapeau belge. Toutefois, jusqu'à la fermeture effective du détachement air français de Kandahar, les deux détachements - l'un français, l'autre belge - vont se côtoyer sur la base de Kandahar.

Mis en place dans le sud de l'Afghanistan en septembre 2007, le détachement air français de Kandahar avait pour mission d'assurer le soutien d'un détachement d'avions de chasse menant des patrouilles mixtes de présence aérienne, d'appui, de reconnaissance, de surveillance et de soutien aux troupes au sol au profit de la FIAS (Force internationale d'assistante à la sécurité). La zone du détachement air français était très

enviée pour la qualité de ses infrastructures.

Dans le cadre du désengagement annoncé par le Président de la République, [les Mirage 2000 ont quitté le territoire afghan début juillet](#). Près de cinquante militaires français arment encore la base de Kandahar, où ils finalisent le désengagement logistique du détachement et organisent le départ des militaires français de la zone.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

Afghanistan: une nation toujours sans Etat

Mediapart, 06 septembre 2012 Par Habib Haider

La situation politique et sociale se dégrade un peu plus chaque jour en Afghanistan. L'État protecteur, l'État régulateur des marchés, l'État bon gestionnaire de l'aide internationale, l'État collecteur de l'impôt et garant du bien public, tant souhaité par la population, attendu et espéré depuis 2001, est toujours absent.

Les militaires et stratèges internationaux impatients de quitter le borbier afghan en 2014, pour se donner bonne conscience, font des communications et des projets, signent traités de coopération et pactes d'amitié avec le gouvernement afghan ! Cependant, sur le terrain, on constate que l'armée et la police sont infiltrées par les talibans, qu'il y a des accrochages violents entre nomades pashtounes et paysans hazâras dans les provinces du centre du pays et que l'État est pratiquement absent où la population a besoin de lui. Alors que la date-butoir du retrait des Occidentaux approche à vitesse grand V et que le transfert de la sécurité de l'ensemble du pays au gouvernement afghan se fait à marche forcée, cette faiblesse de l'État et son incapacité à protéger la population et le bien public sont des signaux inquiétants qui montrent que la reconstruction de l'Afghanistan reste inachevée et que le retrait des alliés en 2014, année des élections présidentielles, se présente sous de mauvais augures. Peut-on sortir de l'Afghanistan la tête haute en résumant toute la reconstruction du pays à la création d'une armée et d'une police noyautées par les talibans ?

Comment peut-on faire confiance aux déclarations optimistes des officiers et politiques internationaux alors que sur le terrain l'ambiance est celle d'une fin de règne ?

L'économie tourne au ralenti, les commerçants et entrepreneurs cherchent à sauver leurs affaires, les capitaux s'évadent. Un peu partout dans le pays, la population cherche à défendre elle-même sa sécurité en prenant les armes et, en prévision des mauvais jours, cherche à stocker des produits alimentaires. Les prix sur les marchés grimpent, l'État afghan et ses institutions gangrenées par des fonctionnaires corrompus ne savent où donner de la tête.

Les talibans rôdent partout, les biens publics sont dilapidés aussi bien par les opposants que par les gouvernementaux eux-mêmes sans que quiconque semble s'en inquiéter... L'histoire de l'État afghan et de sa gestion des biens publics, à savoir la liberté, les sécurités, l'éducation, la santé, l'environnement, est très complexe. Schématiquement, de 1880 à 1945, les biens publics restent le privilège de l'État féodal. Ce n'est que depuis les années 1945 que, sous l'effet conjugué de l'augmentation de la population grâce à l'arrivée de l'aide internationale et de l'exode rural, l'État féodal de l'époque devient conscient de la nécessité d'une bonne gestion du bien public (pour la sécurité alimentaire, notamment) d'où son intervention pour stabiliser les prix des produits alimentaires et ses demandes d'aide internationale pour la construction de routes, de barrages, d'écoles ou d'hôpitaux. Plus l'Afghanistan fait des pas vers le développement, plus il fait appel à l'aide internationale et plus ses besoins pour des réformes et une bonne gestion des biens publics deviennent pressants. Mais le régime politique étant féodal et tribal, l'État reste insensible à ces besoins et la défaillance de l'État atteint son paroxysme lors de la sécheresse de 1971 où les fonctionnaires corrompus et les chefs tribaux locaux détournent les produits de l'aide alimentaire pour les vendre sur les marchés sous les yeux des observateurs internationaux.

C'est cette défaillance de l'État qui, en 1972, a coûté au roi son trône. La République afghane instaurée alors par Daoud fait des promesses de changement et de réformes mais en vain. Comme par le passé, l'État reste féodal et corrompu. Le coup d'État communiste de 1978 met fin à l'État féodal mais, dans la pratique, les exécutions des opposants et l'exode des fonctionnaires vers l'étranger privent le pays de ses meilleurs serviteurs. La suite, nous la connaissons. Entre 1979 et 1989, l'État afghan se morcelle, les communistes administrent les villes et les différentes factions de la résistance gouvernent dans les campagnes. Les deux régimes fonctionnent grâce à l'arrivée massive de l'aide internationale.

L'ancien État féodal se transforme durant cette période en État des partis à Kaboul et dans les grandes villes tandis que, dans les zones de résistance, l'État féodal se transforme en une mosaïque de pouvoirs des différents chefs de guerre dépendants de l'aide internationale et des ONG. Pendant cette période, dans le pays tout entier les anciens contrats sociaux cessent de fonctionner aussi chaque chef de guerre local instaure-t-il dans sa localité sa règle pour gouverner et gérer le bien public à son profit. La fin du régime communiste et l'arrivée des résistants n'arrange en rien les affaires de l'État à Kaboul, la guerre pour le pouvoir des différentes factions de la résistance détruit la plupart des bâtiments administratifs et saccage les archives de l'État (ces affrontements ont fait 60 000 morts dans la capitale). Sous les talibans, avec le soutien du Pakistan, l'administration réduite à sa plus simple expression devient pashtoune : les mollahs deviennent ministres et les *hudjras* (une pièce avec quelques matelas) constituent leurs bureaux pour administrer le pays. Les talibans pratiquent alors une politique de terre brûlée à l'encontre des autres ethnies : vignes arrachées, villages détruits, populations contraintes à l'exil.

Après les talibans, le gouvernement de transition installé dans le pays fin 2001 par la communauté internationale, bien que disposant d'énormes aides et appuis de la Banque mondiale, de l'Europe et des autres institutions, se contente de réhabiliter des bâtiments et bureaux mais ne parvient pas à changer la mentalité des fonctionnaires en ne mettant pas correctement en place la réforme administrative prévue dans le programme de stratégie de la reconstruction (ANDS). Le partage des différents ministères entre les différentes forces politiques a conduit, dès le lendemain de la conférence de Bonn, la reconstruction politique du pays et la réforme du nouvel État sur le chemin

du tribalisme : un ministre hazâra ne recrutera que des Hazâras, un ministre pashtoune ne recrutera que des Pashtounes, sans souci des compétences et au détriment de la cohésion nationale.

La communauté internationale souhaitait désarmer les milices et créer une armée et une police nationales. Mais, dès que la nouvelle armée et la nouvelle police ont vu le jour elles sont devenues un lieu d'embauche pour donner du travail aux anciens miliciens avec l'arrière-pensée, dans chaque faction, d'avoir à terme accès à des armes et des militaires de leur propre famille politique formés.

Depuis, tous les efforts et actions pour la reconstruction, de même que la réforme de l'État, ont été sabotés par différents chefs pour protéger leurs intérêts. En réalité, c'est cette défaillance de l'État pour la reconstruction politique du pays et sa gestion dans l'utilisation de l'aide internationale qui est la cause principale de la déception de la population et du retour des talibans. Depuis 2002, les responsables politiques afghans et leurs alliés occidentaux ont perdu beaucoup de temps et gaspillé des millions de dollars pour laisser derrière eux un champ de ruines plein de dangers. Maintenant que les Occidentaux quittent l'Afghanistan, le gouvernement, pour rassurer la communauté internationale et qu'elle ne ferme pas les robinets de l'aide, nous annonce dans la presse le fichage biométrique de la population d'ici le 30 décembre 2012.

Comment le gouvernement afghan va-t-il distribuer des cartes d'identité biométriques alors qu'il n'a pas de représentant dans plus des trois quarts du pays et qu'il n'existe pas d'état civil dans les villages, sans oublier qu'aucun recensement n'a jamais eu lieu... Donner une carte d'identité dans un pays où, dans ces 35 000 villages, les représentants de l'État n'existent pas et où administrer la population et les ressources économiques et fiscales est laissé au bon vouloir des chefs locaux et féodaux est impossible à réaliser dans l'espace de quelques mois. La citoyenneté afghane ne se résume pas uniquement par le fait de disposer d'une carte (*tazkera* en dari) dans sa poche.

Une carte d'identité biométrique sans état civil, sans modification des anciens rapports sociaux des chefs locaux avec les sujets (par ex. le fait de lever des troupes militaires et de collecter des impôts en nature) ? On est là plus dans un effet d'annonce que dans un projet réaliste...

Le retour des talibans dès le retrait définitif des armées occidentales en 2014 n'est un secret pour personne, encore une fois dans ce malheureux pays l'histoire se répète alors que la reconstruction n'est même pas commencée. Cet échec n'est pas uniquement un échec militaire mais c'est aussi celui des experts et stratèges internationaux qui ont imaginé la reconstruction de l'Afghanistan sans connaître les profondeurs de l'histoire de la société afghane. Si les réformes indispensables pour la reconstruction attendues par la population depuis 2002 avaient été entreprises, l'Afghanistan serait un pays en voie de reconstruction et les alliés se retireraient de l'Afghanistan la tête haute. Malheureusement ce n'est pas le cas et une nouvelle guerre civile semble inévitable à l'horizon 2014.

Un chef insurgé, responsable présumé de l'embuscade d'Uzbeen, a été tué lors d'une frappe de l'Otan

Zone Militaire, 11 septembre 2012 – 10:35

Selon un communiqué de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), déployée en Afghanistan sous l'autorité de l'Otan, le mollah Hazrat, soupçonné d'avoir organisé l'embuscade de la vallée d'Uzbeen (district de Surobi), au cours de laquelle, en août 2008, [10 militaires français](#) avaient perdu la vie, a été tué lors d'une frappe aérienne, le 9 septembre.

“Nous pensons que le mollah Hazrat a préparé et dirigé l’attaque du 18 août d’Uzbin (2008), à 60 km à l’est de Kaboul, qui avait abouti à une bataille de deux jours entre l’ISAF, les forces de sécurité afghanes et plus d’une centaine de talibans” a indiqué la coalition internationale.

Le bombardement de l’Otan a eu lieu dans le district d’Alisheng, situé dans la province de Laghman, voisine de celle de Kapisa, et où l’on savait que les rebelles ayant pris part à l’embuscade d’Uzbeen s’étaient repliés. Le raid a été décidé après l’identification du groupe dirigé par le mollah Hazrat par les forces de la coalition.

Depuis 2008 et l’embuscade d’Uzbeen, le mollah Hazrat avait été promu au sein du mouvement taleb et pris la direction des opérations rebelles dans le district d’Alisheng, où au cours des derniers mois, il a préparé de nombreuses attaques contre l’ISAF et les forces afghanes, ainsi que des attentats suicide à Kaboul. Il était également soupçonné de coordonner les mouvements des jihadistes étrangers venus du Pakistan.

Cela étant, l’embuscade d’Uzbeen avait également été revendiquée par le seigneur de guerre Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti islamiste Hezb-e-Islami, allié d’al-Qaïda.

Afghanistan : la Task Force La Fayette conseille la police locale en Kapisa

Mise à jour : 10/09/2012 15:02

Le 27 août 2012, la *Task Force La Fayette* (TFLF) a organisé une *shura* (assemblée traditionnelle) plénière au profit des chefs de la police locale afghane (*Afghan Local Police*, ALP) des districts de Nijrab et Tagab, sur la base opérationnelle avancée (FOB) de Nijrab.

Elle a été présidée par le général Hautecloque-Raysz, commandant la TFLF, et coprésidée par le général Samiullah, chef de l’*Afghan National Police* (ANP).



Les *shura* rassemblant la TFLF et les forces de sécurité afghanes (*Afghan National Security Forces*, ANSF) sont organisées depuis plusieurs mandats, sur un rythme bimestriel, en présence des autorités civiles locales. Elles permettent de coordonner les opérations entre les ANSF et la TFLF, et d’assurer la coopération au sein des ANSF. Elles portent une attention particulière au soutien de la police locale afghane (ALP).

Composée de civils volontaires pour assurer la sécurité de leur village, la police locale, premier niveau sécuritaire afghan, tient un rôle essentiel dans les vallées, avec un maillage géographique dense. Travaillant de concert avec les forces de sécurité afghanes et la coalition, ces unités locales d’autodéfense, en contact quotidien avec les villages et leurs habitants, permettent d’obtenir des résultats probants en gênant considérablement l’insurrection.

La *Task Force La Fayette* travaille depuis plus de trois ans au côté des ALP afin qu’ils soient en mesure de reprendre à leur compte la sécurité de la population afghane, en menant de nombreuses actions à leur profit : formation, soutien au recrutement, appui, fourniture d’équipement militaire, fourniture de trousse de premiers secours, réalisation de travaux dans les villages (puits, murs anti-crues ...) et dans les postes de contrôle.

Cette *shura* aura été l’occasion d’assurer de nouveau les chefs de la police locale du soutien des forces françaises jusqu’à la fin de l’engagement de la TFLF. Au cours des mandats français, la

coordination entre les ALP, les ANP et l'armée nationale afghane (ANA) s'est renforcée ; militaires et policiers afghans mènent leurs actions en parfaite complémentarité.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

Afghanistan : le Battle Group Acier soutient le « pôle stabilité » en Kapisa

Mise à jour : 13/09/2012 11:55

Le 3 septembre 2012, le *Battle Group* (BG) *Acier* a sécurisé le déplacement d'une équipe du « pôle stabilité » de la *Task Force La Fayette* (TFLF) au DCP (*District Center Police*) de Tagab, au cours de l'opération *Condor 76*.



L'opération *Condor 76* consistait à permettre à M. Poissonnier, représentant du « pôle stabilité » de la TFLF, de rencontrer le procureur du tribunal de district et le chef de greffe local. La section environnement opérationnel (SEO) et la section d'aide à l'engagement débarqué (SAED) du BG *Acier* ont permis le déplacement en toute sécurité de M. Poissonnier et ont assuré la sécurisation des environs du DCP. Cette réunion visait à favoriser l'accès de la population locale aux services de l'Etat.

Le « pôle stabilité », composé de spécialistes français, a été mis en place auprès de la TFLF afin de soutenir la montée en puissance de la gouvernance des autorités locales afghanes et des projets de développement socio-économiques.

Parmi les programmes mis en place, le DDP (*District Delivery Program*) contribue à l'amélioration des administrations de Tagab. En 2011, le ministère des Affaires étrangères français a alloué un budget de 700 000 euros consacré à la santé, la culture, l'éducation et la justice en Kapisa.

Cette réunion a permis de vérifier le bon usage de ce financement et de planifier de futures actions avec les fonctionnaires locaux. Grâce à cette opération, la TFLF a ainsi pu apprécier l'utilisation des fonds qui ont servi à équiper les services afghans en matériels (ordinateurs, chauffages, mobiliers) et à améliorer les infrastructures. La mise en place de ces moyens et leur suivi permettra de faciliter l'accès de la population locale aux services de l'administration.

En favorisant cette rencontre entre le pôle stabilité et l'administration de Tagab, le BG *Acier* poursuit ses missions d'appui à l'aide au développement. Après le départ des militaires français de la Kapisa, le « Pôle stabilité » continuera, depuis Kaboul, son action dans cette province.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

En Afghanistan, l'OTAN fait face à l'«ennemi de l'intérieur»

Sur MARIANNE, Jeudi 6 Septembre 2012 à 05:00 , Régis Soubrouillard - Marianne

Depuis plusieurs mois, notamment l'annonce du retrait progressif des forces de l'OTAN et la formation accélérée de forces de sécurité afghanes, la coalition occidentale se trouve confrontée à un problème de taille : les attaques internes. Face à la multiplication des attaques, révélatrices de nombreuses tensions locales ou culturelles, l'OTAN a décidé de réagir et Kaboul a radié plusieurs centaines de membres de la police afghane.



NICOLAS JOSE/SIPA

L'ennemi de l'intérieur. C'est l'une des principales préoccupations des forces engagées en Afghanistan depuis plusieurs semaines et notamment l'annonce du retrait progressif des troupes de l'OTAN. D'où l'obligation de prendre le sujet à bras le corps. Interdiction de parler d'« ennemi de l'intérieur », il sera désormais question d'attaques internes, « insiders attacks », ou encore « green on blue attacks » c'est à dire commises par un homme portant

l'uniforme des forces de sécurité afghanes contre les troupes de l'Otan.

Présentées par les militaires comme une « menace systémique et croissante », les « attaques internes » sont un sujet délicat à aborder pour les politiques américains, déjà bien en peine d'expliquer ce que font encore les Boy's en Afghanistan. Alors se faire tirer dessus par un soi-disant allié...

Le 20 août, [le journal Military Times](#) écrivait : « Ces 10 derniers jours, les forces afghanes ont attaqué leurs partenaires de la coalition à sept reprises, tuant neuf Américains. Cette année, il y a déjà eu 32 incidents de ce genre, tuant 40 personnes. Comparativement, en 2011, on recensait 21 attaques internes provoquant la mort de 35 soldats ».

Selon le général Allen, le commandant de l'ISAF, environ 25% des attaques « Green on Blue » sont le fait d'insurgés infiltrés, alors que ce nombre avait été précédemment évalué à 10%. La majorité des attaques seraient dues à des différends culturels ou disputes personnelles entre Afghans et Occidentaux : des plus graves, les civils afghans ne supporteraient pas les attaques surprises de nuit sur les habitations, [aux plus « futiles »](#). Ainsi l'utilisation systématique de l'expression « FUCK ! » par les américains devant les femmes afghanes serait prise au premier degré par les membres des troupes afghanes...

Un symptôme de la guérilla moderne

Quoi qu'il en soit, le rythme des attaques ne faiblit pas. [Depuis le début de l'année, 13% des pertes](#) de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), déployée en Afghanistan sous l'autorité de l'Otan, ont été causées par des attaques dites « Green on Blue ».

Le 31 août, trois soldats australiens étaient tués dans le raid meurtrier d'un sergent de l'armée afghane dans la province de l'Oruzgan.

Lors d'un incident récent, un policier afghan qui venait de prêter serment a immédiatement commencé à tirer, tuant deux formateurs américains sitôt qu'on lui remettait sa Kalachnikov entre les mains...

Dans la région de la Kapisa, des soldats français sont également tombés sous les balles de policiers afghans qu'ils formaient.

Un symptôme révélateur de l'évolution de la guérilla moderne selon l'historien militaire Martin Windrow, expert des guerres coloniales qui estime que le niveau de violence des forces locales

contre leurs alliés occidentaux n'a aucun précédent : « *Dans ces conflits, les guérilleros cherchent généralement à infiltrer les forces de sécurité locales pour obtenir des renseignements sur les intentions de l'ennemi ou de subvertir les opérations ennemies plutôt que de monter des attaques contre des soldats occidentaux* ».

Les questions de l'après 2014

Bien que le secrétaire général de l'OTAN ait assuré que le calendrier de retrait restait le même, l'organisation a décidé de réagir.

Les mesures de prévention des attaques internes pourraient inclure des procédures de contrôle renforcées, de contre-espionnage améliorée, ainsi que des séances de sensibilisation culturelle. Déjà le 22 août, le commandement des forces spéciales américaines en Afghanistan avait suspendu l'entraînement des futurs policiers pour un mois ou deux et les soldats américains ont reçu ordre de garder leurs armes chargées, même dans leurs bases.

[Selon le Washington Post](#), l'Afghanistan a également décidé de mettre un coup de rangers dans la fourmilière.

Plusieurs centaines de soldats auraient été expulsés récemment de l'APL (Police locale afghane). « *Cela implique des centaines de soldats* », a déclaré le général Abdul Manan Farahi, le chef du renseignement au ministère afghan de la Défense, sans donner plus de précisions. Les soldats viendraient de diverses régions du pays notamment du sud et de l'est du pays, principaux bastions des insurgés talibans qui n'hésitent d'ailleurs pas à revendiquer leurs attaques contre les forces occidentales. Difficile de juger de l'efficacité de telles mesures tant que le rythme des « *insiders attacks* » ne faiblira pas. Sans compter que l'OTAN doit mettre en place une force de sécurité (militaires et policiers) d'environ 350.000 hommes. [Un rythme qui interdit toute analyse approfondie](#) des profils des candidats.

Les attaques internes constituent un défi quotidien pour les pays de l'OTAN engagés dans une stratégie de retrait progressif d'Afghanistan, qui implique la mise en place d'une force de sécurité afghane fiable et capable de participer à des opérations de maintien de la paix dans le pays en 2014. Mais surtout un véritable point d'interrogation pour l'après...

De quelle autorité disposeront ces forces de sécurité formés par des forces souvent qualifiées d'occupation et quel camp choisiront les afghans une fois les derniers soldats de l'OTAN partis sachant le peu de crédibilité dont dispose le gouvernement de Kaboul.

Mon commentaire: Tiens, on ne les appelle par "rebelles", ceux là? C'est parce qu'ils sont réellement afghans, eux, ni djihadistes, ni qataris, etc? ... et qu'ils en ont marre du corrompu dévoué à l'OTAN qui l'a placé à la tête du pays parce qu'il est obéissant?

Afghanistan: Les talibans menacent d'enlever et de tuer le prince Harry

20', Créé le 10/09/2012 à 15h16 -- Mis à jour le 10/09/2012 à 15h39

CONFLIT - Il a été affecté dans une région où les rebelles islamistes sont très actifs...

Les talibans ont menacé ce lundi d'enlever et de tuer le prince Harry, troisième dans l'ordre de succession au trône britannique, envoyé la semaine en [Afghanistan](#) comme pilote d'hélicoptère.



Le petit-fils de la reine Elizabeth, plus connu pour ses frasques dont se délecte périodiquement Fleet Street que pour ses performances militaires, a été affecté pour une période de quatre mois à Camp Bastion, dans l'Helmand, une province du sud de l'Afghanistan où les rebelles islamistes sont très actifs.

«Nous faisons tout notre possible pour se débarrasser de lui, en le tuant ou en l'enlevant», a déclaré à Reuters par téléphone

le porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahid. «Nous avons demandé à nos commandants opérant dans l'Helmand de faire le maximum pour l'éliminer». Il n'a pas donné d'autres précisions.

«Capitaine Wales»

A Londres, le ministère de la Défense (MoD) a refusé de commenter les propos du porte-parole des talibans. Les autorités britanniques sont restées avares de précisions sur la nature de la mission confiée au prince Harry, qui est âgé de 27 ans et que ses compagnons d'armes appellent «capitaine Wales».

Il s'agit de sa deuxième affectation en [Afghanistan](#) sous l'uniforme du contingent britannique de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf, placée sous le commandement de l'Otan). Le prince avait dû abrégé son premier séjour dans ce pays, en 2008, où il avait été affecté comme contrôleur aérien.

Retour d'Afghanistan pour quelque 270 militaires belges

7 / 7 , 7/09/12 - 15h49 Source: belga.be



Les quelque 270 militaires belges commis à la protection de l'aéroport international de Kaboul rentreront en Belgique le mois prochain, mettant fin à une mission assurée par la Belgique depuis début 2003, a-t-on appris vendredi auprès du ministère de la Défense.

Des vols de retour d'Afghanistan sont prévus le 3 octobre (une centaine de personnes), le 6 (environ 150 militaires) et vers le 19 octobre

(les 22 derniers en principe), a annoncé un porte-parole du ministère au cours de son point de presse hebdomadaire consacré aux opérations.

La mission du détachement belgo-luxembourgeois chargé de la protection de la partie militaire de l'aéroport de Kaboul (Kaia, en jargon militaire) et baptisé Belusisaf-29 - car c'est le 29ème depuis 2003 -, prendra fin le 30 septembre, en vertu d'une décision prise en juillet 2011 par le gouvernement.

Le personnel, principalement fourni par le bataillon Carabiniers Prince Baudouin-Grenadiers avec le renfort du 18ème bataillon logistique et du 10ème groupe des systèmes de communication d'information (CIS), trois unités stationnées à Bourg-Léopold (Limbourg), rentrera dans les jours suivants. Le matériel devrait être rapatrié à partir de début octobre par une combinaison de voies aérienne et maritime.

Après le retrait de cette compagnie, la présence belge en Afghanistan - actuellement près de 600 militaires - devrait se réduire de moitié environ. De quarante à cinquante personnes devraient rester en poste à Kaboul, au sein d'états-majors de la force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) ainsi que dans des écoles de l'armée nationale afghane (ANA).

Des Belges resteront également - en principe jusque 2014, année du départ des forces étrangères - à Kunduz (nord) et Kandahar (sud), respectivement pour la formation de l'ANA et pour mener des opérations aériennes avec six chasseurs-bombardiers F-16.

Le réseau Haqqani classé comme groupe terroriste par Washington

Zone de Défense, 9 septembre 2012 – 9:59

A l'origine de plusieurs attentats en Afghanistan, dont celui commis en décembre 2009 contre des agents de la CIA (7 tués) à Khost, "protecteur" et allié d'al-Qaïda et du mouvement taleb pakistanais et élément actif de l'insurrection dans l'est de afghan, le réseau Haqqani n'était jusqu'à présent pas considéré comme étant un groupe terroriste par Washington. Ce n'est désormais plus le cas.

En effet, après plusieurs semaines de débats, l'administration Obama a estimé que le réseau Haqqani, dont la base arrière est située dans le Nord-Waziristan, une zone tribale pakistanaise, "remplit" tous les critères d'une "organisation terroriste étrangère".

Fondé dans les années 1980 par Jalaluddin Haqqani, qui a été le premier chef afghan à reprendre une ville aux communistes, en l'occurrence de Khost, le réseau a bénéficié par le passé du soutien américain pour sa lutte contre l'Armée Rouge, mais aussi d'aides fournies par l'Arabie Saoudite et le Pakistan.

Décrit comme étant la "bonté incarnée" par l' élu démocrate du Texas Charlie Wilson, Jalaluddin Haqqani, converti très tôt aux thèses islamistes, a été le ministre des Frontières et des Affaires tribales du mouvement taleb, alors au pouvoir à Kaboul en 1996.

Cette décision aura donc pour effet "l'interdiction de tout soutien matériel ou financier au réseau Haqqani et le gel de tous les biens et intérêts de cette organisation aux Etats-Unis".

La semaine passée, le New York Times expliquait que cette mesure permettrait "d'assécher ses sources de financement dans des pays comme l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis, de presser le Pakistan à mener contre lui les opérations militaires promises depuis longtemps."

Pour autant, certains membres de l'administration américaine s'était opposés à cette décision, en faisant valoir qu'elle risquait de tendre les relations avec le Pakistan, où le réseau Haqqani bénéficie d'appuis, notamment au sein de l'Inter-Services Intelligence (ISI), les services de renseignement pakistanais, et de rendre plus compliquées les négociations avec le mouvement taleb afghan.

De leur côté, les insurgés afghans ont réagi à la décision américaine prise le 7 septembre. “Il n’y a aucune entité séparée ou réseau du nom d’Haqqani en Afghanistan” a fait savoir, par voie de communiqué, le mouvement taleb, qui a qualifié “l’honorable Mawlawi Jalaluddin Haqqani de membre du conseil dirigeant des talibans et d’associé loyal et fidèle du Mollah Omar.”

“Les Etats-Unis, en ayant recours à ce complot satanique, cette action inhumaine et criminelle, cherchent à créer et à mettre sur une liste noire une entité séparée dans les rangs organisés et unifiés des rebelles, mais s’exposent à la colère des musulmans, ont mis en garde les talibans” a-t-il ajouté, assurant que cette mesure “sera sans effet.”

Seulement, cette décision “sans effet” a motivé l’attentat qui, commis le 8 septembre dans la “Zone Verte” de Kaboul (ndlr, le quartier des ambassades, pourtant hautement protégé) par un kamikaze de 16 ans, a fait au moins 6 tués.

Du moins, c’est ce qu’ont prétendu les insurgés qui ont assuré avoir visé “la CIA” en représailles du placement du réseau Haqqani sur la liste des mouvements terroristes. Mais en fait, il semblerait plutôt que l’objectif était une assemblée d’une centaine de dignitaires, rassemblés pour écouter un discours du premier vice-président Mohammad Qasim Fahim à l’occasion de l’anniversaire de la mort du commandant Ahmed Shah Massoud.

Le chef d'al-Qaida au Sahara est mort

Le Point.fr - Publié le 11/09/2012 à 19:38 - Modifié le 12/09/2012 à 00:14

Nabil Abou Alqama a été tué dans un banal accident de la route entre Tombouctou et Gao, dans le nord du Mali.



Photo d'illustration. © - / AFP

C'est une grosse pointure d'al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) qui a disparu dimanche dernier. Non pas mort au combat, mais dans un banal accident de la route entre Tombouctou et Gao, dans le nord du Mali, région aujourd'hui sous la coupe des

mouvements djihadistes. Sa disparition va probablement relancer les rivalités entre les groupes armés du septentrion malien.

C'est à la fin 2009 que Nabil Makhoulfi, de son nom de guerre Nabil Abou Alqama, a été envoyé au Sahara par l'émir d'Aqmi, l'Algérien Abdelmalek Droukdel. L'objectif : mettre de l'ordre dans la 9e région (les territoires sahariens du sud de l'Algérie et du nord du Mali) où les différentes katibas (groupes combattants) se disputent le terrain et la prééminence. Les rivalités entre les chefs islamistes, dont les deux principaux Abou Zeid et Mokhtar Belmokhtar, ont souvent pour origine le partage des énormes rançons obtenues en échange de la libération des otages occidentaux (33 millions d'euros pour les sept dernières libérations d'Occidentaux).

Otages

Ancien militaire algérien, Nabil Makhoulfi, la quarantaine, a rejoint les maquis islamistes dans les années 90. Il fut un membre des GIA (Groupes islamiques armés). Arrêté, il s'évade après plusieurs années de sa prison algérienne, puis rejoint le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat, devenu Aqmi après avoir fait allégeance à al-Qaida). Makhoulfi serait devenu, dans le maquis algérien, le bras droit de Droukdel, le grand patron de l'ex-GSPC/Aqmi. Au nord du Mali, il a réussi à obtenir ces derniers mois que les deux grands groupes armés, l'Ansar Dine, dirigé par le Touareg Iyad ag Ghali, et le Mujao (majoritairement constitué de

Mauritaniens et de Maliens), se regroupent plus ou moins sous la houlette d'Aqmi. Il aurait aussi été le responsable du stock d'armements des groupes au nord du Mali et le principal interlocuteur lors des négociations autour de la libération des otages détenus par les différentes katibas. Nul ne sait si sa disparition peut retarder - ou non - les pourparlers en cours pour obtenir que les six Français détenus au nord du Niger recouvrent la liberté.

Danger(s) sur l'Irak

Zone Militaire, 12 septembre 2012 – 12:56

L'Irak n'a jamais vendu autant de pétrole depuis 30 ans. En août dernier, les exportations irakiennes d'or noir ont atteint 2,565 millions de barils par jour (mbj), ce qui a rapporté plus de 8,4 milliards de dollars dans les caisses du pays, qui dispose de réserves d'hydrocarbures parmi les plus élevées du monde. Peut-on dire que tout va donc pour le mieux? Pas vraiment...

1- Affilié à al-Qaïda, l'Etat islamique d'Irak (ISI) reste plus actif que jamais

Depuis le départ des troupes américaines, en décembre 2011, l'Etat islamique d'Irak a intensifié ses actions en menant plusieurs attaques simultanées particulièrement meurtrières.

Pendant le dernier ramadan (21 juillet-18 août), l'organisation a revendiqué pas moins de 131 attaques ayant visé les forces de sécurité irakiennes et les milices anti-al-Qaïda des Sahwa (Le réveil). Au moins 400 personnes y ont laissé la vie. Pour l'ISI, ces attentats ont été perpétrés dans le cadre de son opération "Abattre les murs".

"La priorité est de libérer les prisonniers musulmans où qu'ils se trouvent, puis de traquer et éliminer les juges, les procureurs et ceux qui les protègent" a ainsi expliqué son chef, dans un message relayé par un site jihadiste en juillet, lequel a été le plus meurtrier que le pays a connu en deux ans.

L'ISI a également revendiqué la vague d'attentats qui ensanglanté l'Irak, le 9 septembre, en faisant 115 tués et 500 blessés. L'une des attaques a d'ailleurs visé le consulat de France à Nassiriya. Dans son message, l'organisation a fait valoir qu'il s'agissait d'une "réponse à la campagne de liquidation et de torture des prisonniers sunnites incarcérés dans les prisons (chiïtes)."

2- Un climat politique détestable

Coïncidence ou pas, toujours est-il que cette dernière série d'attentats a pratiquement eu lieu au même moment où la justice irakienne condamnait à mort l'ancien vice-président (2005-2011) Tarek al-Hachémi pour avoir commandité les meurtres d'une avocate et du général Talib Belassim.

La France a tort de soutenir le Conseil National Syrien

Dreuz. Info, 6 septembre 2012 | Classé dans: Géopolitique, Posté par: Michel Garroté

-



- **Michel Garroté** – Le dictateur syrien est l’allié de la théocratie – criminelle et intégriste – iranienne. L’opposition syrienne est – en partie – l’alliée des Frères Musulmans, une confrérie intégriste djihadiste. Vu sous cet angle, et, vu les succès des islamistes en Tunisie, en Egypte et en Libye, la France a tort de soutenir le Conseil National Syrien. La France ferait mieux de laisser tous ces chiïtes et sunnites régler leurs comptes entre eux. Cela n’a aucun sens – pas même au plan humanitaire – de soutenir l’un ou l’autre camp. Des extrémistes musulmans combattent d’autres extrémistes

musulmans. En quoi cela regarde-t-il la République laïque française ? Des voix commencent à se faire entendre, pour dénoncer les clans, que la France semble vouloir reconnaître et soutenir.

Ainsi, le Conseil National Syrien (CNS : organe de l’opposition) a enregistré un nouveau revers avec la démission de sa responsable des relations extérieures, Bassma Kodmani (cf. lien vers source en bas de page). “Le CNS n’était pas capable de faire face aux défis grandissants sur le terrain et n’était pas, dans ses actions, à la hauteur de ce que j’attendais”, a déclaré Bassma Kodmani. Elle a accusé certains membres de l’organisation de privilégier leurs propres intérêts personnels et partisans à ceux du CNS dans son ensemble.

Des critiques qui n’ont rien d’inédit : plusieurs autres membres du CNS, dont Haitham al-Maleh et Kamal al-Labwani, démissionnaires en février, avaient porté des accusations semblables. Le Conseil national syrien est aussi montré du doigt pour sa proximité avec les Frères musulmans et pour son manque de liens avec les manifestants anti-Assad et les rebelles présents sur le terrain en Syrie.

Certains observateurs, tel J. Landis, professeur à l’université de l’Oklahoma, voient dans cette démission une preuve supplémentaire de l’inutilité du CNS. « Plus personne ne fait attention au CNS : si le président français, François Hollande, a déclaré que Paris reconnaîtrait officiellement un gouvernement provisoire syrien, qui inclurait probablement le CNS, aucun autre chef d’Etat ne lui a emboîté le pas », déclare-t-il. Pour J. Landis, le problème principal est à lire “entre les lignes” dans les propos tenus par Bassma Kodmani : “Personne ne pense que le CNS bénéficie d’un quelconque soutien sur le terrain”.

Une enquête menée auprès de Syriens réfugiés au Liban durant le conflit semble confirmer les propos de J. Landis. Dans la liste des groupes d’opposition les plus connus des personnes interrogées, le CNS n’arrive qu’en sixième place. La majorité des sondés, interrogés entre mai et juin 2012, venait du gouvernorat de Homs, dans le nord-ouest de la Syrie. Le militant syrien Maher Esber, installé au Liban, se montre plus dur encore à l’égard du CNS. Réagissant à la démission de Bassma Kodmani, il déclare : “Evidemment, c’est un revers, mais cela fait quelque temps déjà que le CNS n’est plus rien. Il a déjà tout perdu”. Pour Maher Esber, Bassma Kodmani a démissionné parce qu’elle se sentait mise à l’écart au sein du CNS.

C’est sous la direction de Burhan Ghalioun (premier président du CNS) qu’elle avait été nommée porte-parole du Conseil et membre du Comité exécutif. Mais depuis l’arrivée à la tête du CNS d’Abdelbaset Sayda, qui a succédé à Ghalioun en juin, Bassma Kodmani a vu son rôle considérablement réduit, assure Maher Esber : “Elle a été la cible de nombreuses attaques ces derniers temps, d’où sa démission”.

Bassma Kodmani affirme que le CNS a fait son temps. Pour elle, un nouvel organe politique doit voir le jour, intégrant d’autres groupes d’opposition ainsi que l’Armée syrienne libre (ASL), appellation vague désignant l’ensemble des unités militaires rebelles. “Je suis convaincue que l’ASL est prête à passer sous l’autorité d’un organe politique et je pense que nous n’en avons pas assez fait en ce sens”, a expliqué Bassma Kodmani (cf. ci-dessous lien vers source).

Michel Garroté - Rédacteur en chef

Syrie: l'émissaire de l'Onu au Caire dans le cadre d'une tournée

LE CAIRE, 10 septembre - RIA Novosti. 16:19 10/09/2012



Syrie: l'émissaire de l'Onu au Caire dans le cadre d'une tournée

© AFP/ KHALED DESOUKI

Le nouvel émissaire spécial de l'Onu de la Ligue arabe pour la Syrie a entamé sa tournée au Proche-Orient par une étape en Egypte, rapporte un correspondant de RIA Novosti au Caire.

Dans le cadre de son déplacement, l'envoyé de l'Onu a rencontré au Caire le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil Al-Arabi pour passer en

revue "les nouvelles tâches et la nouvelle vision de la crise syrienne", définies lors de récentes consultations de M.Brahimi avec les pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu.

Plus tard dans la journée, l'émissaire s'entretiendra avec le chef de l'Etat égyptien Mohamed Morsi.

Après une étape en Egypte, Lakhdar Brahimi se rendra dans plusieurs autres pays proche-orientaux, notamment en Syrie et en Iran.

Le 17 août, l'ancien chef de la diplomatie algérienne Lakhdar Brahimi, a été nommé au poste de médiateur de l'Onu et de la Ligue arabe pour remplacer Kofi Annan, dont le mandat a expiré le 31 août. Le 1er septembre, M.Brahimi a officiellement pris ses fonctions.

Diplomate chevronné, M.Brahimi a par le passé pris part à la résolution de plusieurs conflits internationaux complexes, dont la guerre civile au Liban. Malgré sa riche expérience en matière de diplomatie internationale, il a qualifié sa mission en Syrie de "presque impossible".

Syrie : "J'ai soigné de nombreux djihadistes à Alep"

Le Point.fr - Publié le 11/09/2012 à 16:24 - Modifié le 11/09/2012 à 23:43

Le chirurgien français Jacques Bérès affirme avoir rencontré en Syrie des islamistes français menant la "guerre sainte".



Chirurgien de guerre, le Français Jacques Bérès a passé 15 jours à Alep, où se joue la mère des batailles. © Achilleas Zavallis / AFP

Après être clandestinement entré dans Homs en février dernier, puis à Idlib en mai, le chirurgien français Jacques Bérès, 71 ans, cofondateur de Médecins sans frontières, a

passé deux semaines à Alep, où se livre depuis près de deux mois la "mère des batailles" entre insurgés et armée syrienne. Installé à quelques centaines de mètres du front, il témoigne pour Le Point.fr de la nature et des motivations des insurgés qu'il a soignés.

Le Point.fr : Comment êtes-vous entré dans Alep ?

Jacques Bérès : Ce sont les médecins syriens de l'Association d'aide aux victimes en Syrie (AAVS) qui m'ont permis de pénétrer à l'intérieur d'Alep. J'ai passé quinze jours là-bas, en plein centre-ville.

La situation était-elle différente de celle de Homs ?

À Homs, on m'avait installé tout près du quartier bombardé de Baba Amr. Des tirs incessants et terrifiants à longueur de journée. Je n'ai pas ressenti cela à Alep, où je me trouvais à quelques centaines de mètres des combats. Les rues étaient désertes, les civils planqués chez eux, les rideaux de fer tirés. Il n'y avait aucune circulation. Les seuls véhicules que l'on pouvait apercevoir étaient en mission militaire ou humanitaire. Ils passaient en trombe pour échapper aux snipers. Toutefois, on n'entendait pas d'explosions dans toute la ville. Alep est encore plus grand que Paris. Je suis sûr qu'il y a des quartiers où la vie doit paraître à peu près normale.

Dans quelles conditions opérez-vous ?

À la différence de Homs, où j'exerçais dans un hôpital de fortune, à Alep, j'opérais dans un vrai établissement, contrôlé par l'Armée syrienne libre. Il s'agissait de l'un des deux grands hôpitaux de la zone libérée. Je n'y manquais de rien. Il y avait même un amplificateur de brillance en salle d'opération.

Qui receviez-vous ?

Il faut savoir que, hormis lors des bombardements aériens, les civils n'étaient pas trop touchés. Dans l'hôpital, qui était situé à quelques centaines de mètres de la ligne de front, 60 % des blessés que l'on m'envoyait étaient des combattants.

Tous soldats de l'Armée syrienne libre ?

Il y avait des Syriens, mais aussi beaucoup d'étrangers. Ils affirmaient eux-mêmes qu'ils étaient venus pour le djihad (la guerre sainte). Mais je ne veux pas faire de généralité. C'était simplement le cas de ma zone. Gare à l'effet de loupe.

Parlaient-ils de Bachar el-Assad ?

Oui, ils combattaient ardemment et se faisaient même tuer pour la chute du président syrien. Mais lorsqu'on parlait un peu plus longuement avec eux, ils expliquaient clairement qu'ils étaient là pour l'après-el-Assad. À ce moment-là, leurs yeux s'illuminaient et ils évoquaient ouvertement leur volonté d'établir par la suite la loi coranique, ainsi que le califat.

D'où viennent ces djihadistes ?

J'ai vu de jeunes combattants d'origine libyenne, somalienne, malienne, mais aussi française.

Des Français ?

J'en ai rencontré deux. Ils étaient de nationalité française et venaient du Maroc. Ils citaient Mohamed Merah comme exemple à suivre. Ils n'avaient aucune envie de parler. Ils étaient méfiants, mais ultradéterminés, robotisés même : des sortes de "machines à djihader".

À qui obéissaient-ils ?

Je ne saurais pas vous dire, mais j'ai également rencontré des personnes plus âgées. L'une d'entre elles était appelée "cheikh" (terme arabe désignant une personne âgée respectée pour sa connaissance du Coran, NDLR). D'origine syrienne, il vivait depuis longtemps à Malmö, en Suède. Il était rentré au pays, tant pour la révolution contre Bachar el-Assad, que pour le djihad. La Syrie est devenue pour eux un bon terrain de jeu, c'est indéniable.

Comment ces djihadistes étaient-ils perçus par les autres déserteurs ?

J'ai eu l'impression d'une grande ambiguïté. L'Armée syrienne libre (ASL) se méfiait d'eux, mais ne pouvait se permettre de refuser leur aide. Il faut dire que l'ASL enregistre un taux de perte épouvantable. C'est un véritable carnage. Je recevais en moyenne cinq morts et trente blessés par jour. En deux semaines, cela fait 75 morts et 450 blessés. C'est énorme, pour seulement les quelques milliers de soldats qui combattent à Alep. Le nombre de victimes, donné quotidiennement par l'Observatoire syrien des droits de l'homme, est complètement sous-évalué. La preuve, dans l'hôpital où j'exerçais, le nom des victimes était écrit en arabe, à la main, par un infirmier, dans un petit cahier cartonné à couverture noire. Puis il le refermait, et personne ne venait relever les noms. Je suis persuadé que tous ces morts sont restés dans ce cahier.

Mais l'Observatoire affirme ne vouloir donner que les décès confirmés...

Du coup, ils le font trop bien et s'autocensurent. Il existe un bon nombre de victimes dont l'identité n'a pas été révélée par les muezzins dans les mosquées. À Homs, le décompte était d'autant plus facile que tous les combattants étaient des locaux. Ici, les insurgés sont inconnus, car ils viennent d'autres provinces syriennes, ou de l'étranger.

Il y aurait donc, selon vous, plus de 27 000 morts en Syrie ?

On est au moins à 50 000 morts, sans compter les disparus. Mais pour les révolutionnaires, le vrai problème n'est pas tant le nombre de morts que le manque d'armes. Ils se disent : "Si on a des armes, on aura toujours un combattant à placer derrière."

En reçoivent-ils en quantité suffisante des pays arabes ?

Non, beaucoup moins que tout ce qui se dit. Je n'ai, par exemple, vu aucune arme neuve. J'ai simplement commencé à apercevoir ces derniers jours des mitrailleuses lourdes, montées artisanalement sur des plates-formes de pick-up. J'en ai compté cinq en tout, mais elles étaient toutes "home made" (fabriquées sur place, NDLR). Par contre, j'ai aperçu des douilles d'obus iraniens.

Israël / Iran : Pas facile à lire, le dessous des cartes !

Article rédigé par *François Martin*, le 07 septembre 2012

Attaquera, attaquera pas ? Depuis plusieurs mois, toile, journaux, experts, chancelleries et hommes politiques bruissent de rumeurs sur ce conflit. Militaire ? Pas certain. Médiatique ? Sûrement. Qu'y a-t-il de vrai dans cette affaire, où les stratégies d'influence, d'intimidation et d'intoxication sont une part importante de la réalité du conflit ? Tentons d'y voir un peu clair.



Comme le remarque [Pascal Riché pour Rue89](#), les tensions, insultes et menaces entre les deux pays ne sont pas nouvelles, même s'il faut parfois se demander si ces déclarations ont toujours une valeur géostratégique, ou bien plutôt une valeur politique interne [1], et aussi si elles sont toujours correctement traduites [2], ou encore si ceux qui les prononcent sont suffisamment crédibles [3].

Pour autant, on ne peut pas réduire bien entendu le conflit médiatique entre ces pays à des opérations à caractère purement interne. En cas d'obtention de la bombe par l'Iran, la menace contre Israël, seul détenteur actuellement du pouvoir atomique dans la région, serait réelle. Cela ne veut pas dire, remarquons-le tout de suite, qu'il serait *impossible* à Israël de vivre avec une telle contrainte : d'abord, parce que la notion de menace dans le monde est permanente, et que l'élimination de toute menace n'est pas possible, même pour Israël. Ensuite, parce que c'est le propre de la dissuasion que de faire en sorte que les menaces nucléaires, absolues, s'équilibrent de part et d'autre, en partant du principe qu'aucun des belligérants ne tient à disparaître. Ce qui est certain par contre, c'est que dans ce cas, la nature de la politique étrangère d'Israël devrait radicalement changer en fonction de cette donnée nouvelle. Elle ouvrirait à d'autres dangers, tout aussi sérieux, parce qu'il serait inenvisageable, dans ces conditions, que l'Arabie Saoudite ne cherche pas à avoir la sienne. Tout ceci, les militaires israéliens le savent. Ils y ont réfléchi depuis longtemps, certains ayant même affirmé que les dirigeants iraniens étaient « rationnels » [4], pas moins, dans leur esprit certainement, que ceux de l'URSS de la guerre froide. Même pour les meilleurs experts israéliens, la question n'est donc pas « blanc ou noir ».

Dans quels buts ?

Pour aujourd'hui malgré tout, cette perspective n'étant pas certaine, il est logique qu'Israël fasse tout ce qu'il peut pour en enrayer le processus. Dans ce but, le [Premier Ministre Benjamin Netanyahu](#) et son [ministre de la Défense Ehud Barak](#) se sont lancés dans une vaste opération (communication, distribution de masques à gaz, etc...), [visant à préparer les opinions à une attaque israélienne préventive contre l'Iran imminente](#), mais dont on ne peut clairement en qualifier la nature : pré-militaire ? politique interne ? politique internationale ? Les trois objectifs, pouvant d'ailleurs être poursuivis simultanément.

Sur le plan interne, en effet, « Bibi » Netanyahu a de sérieuses difficultés : sur le plan économique, le pays fait face à une grave crise, et la situation est tendue, [voire critique](#). La population israélienne est [massivement descendue dans la rue](#), pour demander plus de justice sociale. Avec les palestiniens [5], les choses ne vont guère mieux. En effet, se targuant du dialogue bloqué et de la permanence de la politique de colonisation, le Président palestinien poursuit ses offensives diplomatiques, avec un certain succès [6]. Pour le premier ministre israélien, une opération contre l'Iran, même seulement médiatique, permet de faire oublier un peu le reste. Il faut aussi souligner que même dans l'opinion publique israélienne et dans son propre camp, cette option ne fait pas l'unanimité, loin de là. L'opinion israélienne est en effet très réticente à l'idée d'un tel conflit, et certains des plus hauts gradés de l'armée l'ont critiquée dans les termes les plus violents, accusant même le Premier Ministre d'avoir « [pété les plombs](#) ».

Sur le plan militaire non plus, l'idée de l'attaque préventive et unilatérale ne tient pas vraiment la route. Certains éléments le montrent clairement. D'abord, la distance. Entre Jérusalem et

Téhéran, elle est d'environ 1500 km. Le rayon d'action des F 15 israéliens étant d'environ 1900 km, et l'attaque en ligne droite n'étant pas possible (survol nécessaire de la Syrie et de l'Iraq), autant dire qu'il est impossible à Israël de lancer cette opération sans l'aide des avions ravitailleurs américains, ou bien de celle d'une république du Caucase, comme l'Azerbaïdjan par exemple, [avec qui Israël a des relations militaires](#). Autre difficulté : la dimension de l'objectif. [L'Iran est en effet un immense pays de 1,6 Millions de km²](#), avec des dizaines, sinon des centaines de sites, toujours près des zones peuplées, et souvent profondément enfouis, parfois même sous une montagne, [comme celui de Fordo](#). Selon certains experts, il faudrait une attaque simultanée d'une centaine d'avion pour mener une telle opération de façon à peu près efficace. Comment Israël pourrait-il se lancer seul dans cette aventure, même en supposant possible de prépositionner tout son dispositif en Azerbaïdjan ? Enfin, l'opinion des militaires et des populations. Pour Israël, il est impératif que ces deux populations soient unies derrière le gouvernement pour une opération aussi risquée. Or, si c'est toujours le cas pour une « guerre de survie », défensive et à très court terme, c'est moins vrai pour une « guerre d'opportunité », offensive, stratégique et préventive, comme celle-ci. Dans le cas présent, si la population est réticente, l'armée est même, en majorité, farouchement contre.

Alors, quel intérêt à médiatiser à ce point, si cette guerre est impossible pour Israël seul, et que tous les experts le savent [\[7\]](#) ? Parce ce qu'Israël a une autre carte à jouer, sur le plan international.

Washington en ligne de mire

En effet, la campagne américaine démarre en trombe, en ce moment-même. Il n'est un secret pour personne que les relations entre Netanyahu et Obama sont [plus que fraîches](#), Obama accusant Israël de n'avoir rien fait pour limiter la colonisation, ni pour faire progresser les pourparlers de paix, et de lui avoir constamment forcé la main. Le problème, c'est qu'Obama est maintenant en campagne, et qu'il a besoin, comme tout candidat, de l'électorat juif. La surenchère médiatique orchestrée par Netanyahu a donc un immense intérêt, [celui de mettre la pression sur Obama](#). Si celui-ci refuse de s'engager plus avant ([ce qui est le cas pour l'instant](#)), il peut être perçu comme faible ou indécis, et donner du grain à moudre à son adversaire Romney, qui ne s'est pas privé pour adopter une posture plus « va-t-en-guerre », dans la tradition néoconservatrice. Avec cette « opération Iran », sous couvert de neutralité, « Bibi » intervient donc directement dans la campagne, et prend, sans le dire, parti pour le candidat républicain. Ce faisant, il prend un risque calculé : si Obama craque, et prend des engagements d'intervention, immédiats ou tardifs, « Bibi » aura réussi son pari, celui d'engager l'Amérique dans un conflit où, visiblement, elle n'a aucune envie d'aller. Si Obama ne craque pas, mais apparaît comme faible, et que l'électorat juif le lâche, jusqu'à faire passer son adversaire, « Bibi » aura aussi gagné, car il aura récolté pour l'avenir un interlocuteur républicain bien plus amical. Si Obama repasse, le pari que fait « Bibi », sans doute, est que même si les relations deviennent exécrables, les USA ne peuvent pas lâcher leur allié dont ils ont trop besoin. Mais, sans parler de lâchage, jusqu'où pourrait aller, dans ce cas, la « punition » américaine ? Nul ne peut le savoir.

Pour le moment, dans cette affaire, nous ne voyons que des menaces, des mots. Une variante de cette stratégie, pour Israël, serait d'attaquer seul, avant le mois de Novembre, date de l'élection américaine, en faisant le pari que l'Amérique sera alors obligée de suivre. [En a-t-il vraiment l'intention](#) ? Outre le fait que l'opinion en Israël n'y est pas prête, et que cela comporterait bien d'autres risques, personne ne peut prédire où cela finirait. Heureusement, nous n'en sommes pas encore là.

La politique étrangère est un art parfois dangereux. Dans le cas présent, nous ne sommes pas loin de la roulette russe, ou de la corde raide, sans beaucoup de filets... Dans ce genre de configurations, il faut se garder des conclusions hâtives, et conserver la tête très froide.

[1] Si l'on regarde la carte, on s'aperçoit que le véritable ennemi stratégique de l'Iran chiite est plutôt l'Arabie Saoudite, grand et riche pays sunnite, qui lui dispute le leadership spirituel, la suprématie régionale et pétrolière, la mainmise politique sur l'île largement perso-chiite de Bahrein, et la maîtrise du golfe persique, et non pas Israël. Israël en effet, de par sa position sur les arrières de la péninsule arabique, serait plutôt un allié stratégique de l'Iran plutôt qu'un ennemi. Il existe en Iran une importante communauté juive qui n'est guère inquiétée, alors qu'il n'y en a pas en Arabie Saoudite. Il faut bien faire la différence entre ennemi médiatique et ennemi stratégique. Certes, la question du nucléaire iranien change évidemment la donne. Malgré cela, il convient de se demander si de tels propos récurrents de part et d'autre n'ont pas un intérêt politique interne, pour ces deux pays très nationalistes. Ils en ont, bien sûr : un « meilleur ennemi », c'est toujours utile. Après tout, Castro a fait toute sa carrière politique là-dessus.

[2] Ahmadinejad, semble-t-il, n'a jamais dit qu'Israël devait être « rayé de la carte ». La traduction, d'après les experts, est impropre. Cela ne veut pas dire qu'il n'a jamais rien dit... Cf http://www.lepoint.fr/monde/iran-ahmadinejad-n-a-jamais-appelle-a-rayer-israel-de-la-carte-26-04-2012-1455392_24.php et http://fr.wikipedia.org/wiki/Mahmoud_Ahmadinejad

[3] Ahmadinejad n'a pas tout les pouvoirs en Iran. Il n'est que le Président de la République, et non pas le « Guide de la Révolution ». La politique étrangère, en particulier, n'est pas de son ressort, mais de celle du Guide, Ali Khamenei, institué par l'assemblée des mollahs ou « Assemblée des Experts ». En outre, Ahmadinejad est sorti affaibli des dernières élections législatives, et il ne peut plus se représenter après son 2^{ème} mandat, qui expire l'an prochain. Cf http://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_l'Iran et http://www.lemondedesreligions.fr/actualite/ahmadinejad-affaibli-par-les-legislatives-au-profit-du-guide-supreme-05-03-2012-2339_118.php

[4] Comme par exemple l'ancien patron du Mossad Meir Dagan. Cf <http://www.france24.com/fr/20120312-superman-israelien-meir-dagan-contre-attaque-iran-enrichissement-nucleaire-mossad-renseignements-israel>

[5] Pour autant qu'on puisse considérer la question palestinienne comme une question "interne" à Israël

[6] Mahmoud Abbas a déjà obtenu en Octobre 2011 le statut d'Etat-membre de l'Unesco, et poursuit son effort pour adhérer à l'ONU. Cf <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/18/97001-20120418FILWWW00426-la-palestine-veut-etre-a-l-onu.php>

[7] C'est même un des principaux reproches que les militaires font au gouvernement : celui de décrédibiliser sa parole, en proférant des menaces qu'il ne peut pas mettre à exécution.

Iran et 3ème guerre mondiale

Minuit - 09/09/2012 –

Israël menace l'Iran d'utiliser la bombe électromagnétique

Israël réfléchirait à lancer une impulsion électromagnétique (IEM) sur l'Iran pour paralyser

l'ensemble de ses réseaux de transports et de communications, et arrêter ainsi le développement de son programme nucléaire, a affirmé dimanche le Sunday Times.



Le journal cite le spécialiste américain des questions de défense Bill Gertz qui, le 29 août, dans sa chronique vidéo sur le site conservateur The Washington Free Beacon, a fait part "d'inquiétudes croissantes" rapportées par les services secrets américains "sur le déclenchement par Israël d'une frappe sur l'Iran grâce à une explosion nucléaire en haute altitude destinée à perturber tous les appareils électroniques du pays".

Récemment encore, un auteur américain, Joe Tuzara, a écrit dans le journal de droite israélien Israel National News que l'accélération du développement d'armes nucléaires par l'Iran pourrait déclencher une attaque préventive d'Israël à l'IEM. "L'explosion ne créerait ni souffle ni radiation au sol, mais l'approvisionnement en nourriture se tarirait et les communications deviendraient pratiquement impossibles, ce qui aboutirait à un effondrement économique", écrit-il.

De son côté, Uzi Rubin, qui avait collaboré au développement du bouclier antimissiles d'Israël, observe dans le Sunday Times "qu'il est hors de question d'utiliser un engin nucléaire, même pour un usage non létal comme une IEM". "Il y a des méthodes pour créer une IEM depuis le sol", ajoute-t-il cependant.

Le potentiel destructeur des IEM, une onde de choc puissante créée par l'interaction entre l'explosion et le champ magnétique terrestre, a été constaté dans les années 1950 et 1960 comme effet secondaire d'explosions nucléaires à haute altitude. Il est également possible d'en produire une à partir d'un générateur de micro-ondes, au sol.

Le Mali veut un appui militaire de la Cédéao mais pas de troupes combattantes étrangères

Zone Militaire, 7 septembre 2012 – 14:58

C'est une demande d'aide a minima que le président malien Dioucounda Traoré a transmis à son homologue ivoirien, Alassane Ouattara, actuellement à la tête de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) pour reprendre le contrôle du Nord-Mali, passé aux mains de groupes islamistes il y a maintenant plus de 5 mois.

Ainsi, le président Traoré a indiqué dans sa requête que "le déploiement d'une force militaire et de police est sans objet pour sécuriser les institutions de la transition à Bamako" mais qu'il reste toutefois nécessaire afin d'apporter "une assistance (...) pour la remise à niveau rapide des unités de l'armée" malienne.

Alors que la Mission de la Cédéao au Mali (Micema) peine à être mise sur pied, Bamako demande donc l'envoi de 5 bataillons "à engager graduellement dans le contrôle des villes reconquises" du Nord-Mali et qui ne participeront pas aux éventuels combats, ainsi qu'un soutien logistique et aérien, que les pays de l'ouest africain auront bien du mal à fournir, étant donné leurs capacités réduites, voire inexistantes, en la matière. Seul le Nigeria serait en mesure de répondre à cet appel.

Cependant, même en ménageant la susceptibilité des militaires maliens qui estiment être capables de reprendre seuls les territoires du Nord-Mali, le président Traoré semble se retrouver isolé sur la scène politique de son pays. Ainsi, le capitaine Sanogo, qui a dirigé la junte qui renversa l'ex-chef de l'Etat malien, Amadou Toumani Touré, le 22 mars dernier, avant de rentrer dans le rang, refuse toute intervention de la Cédéao.

Pas plus que ne sont acceptées les initiatives de milices, qui se forment avec l'intention d'aller chasser les islamistes dans le Nord. La semaine passée, l'une d'entre-elles a été démantelées par les autorités maliennes, au motif que "la sécurité des personnes et des biens ainsi que la défense de l'intégrité du territoire national sont une mission régalienne de l'État. Par conséquent, aucune autre initiative parallèle de substitution ne saurait être tolérée"

En attendant, les groupes jihadistes qui ont pris le contrôle des régions administratives de Tombouctou, Gao et Kidala après en avoir évincé les rebelles touareg avec lesquels ils s'étaient alliés lors de la conquête du Nord-Mali, consolident leurs positions, quand ils ne les étendent pas.

Le 1er septembre dernier, les combattants du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), groupe dissident d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), s'est emparé de la ville de Douentza, située à la limite entre le Nord du Mali et le sud.

Le lendemain, cette formation a annoncé avoir tué le vice-consul Tahar Touati, l'un des 7 ressortissants algériens qu'elle avait enlevés il y a quelques mois, après le refus d'Alger de libérer Necib Tayeb, dit Abderrahmane Abou Ishak Essoufi, un responsable d'AQMI.

Aussi, le temps presse. Les trois groupes jihadistes (Ansar Dine, AQMI et le Mujao) se seraient renforcés et compteraient environ 6.000 combattants, le recrutement étant facilité par les ressources financières que ces mouvements disposent grâce aux rançons payées pour la libération d'otages occidentaux, à la générosité de bailleurs de fonds moyen-orientaux et aux trafics.

Pour le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, qui a accordé un entretien au quotidien Le Télégramme, "la situation est extrêmement préoccupante". "Les groupes d'insurgés, en grande partie sous l'influence des jihadistes, sont en train d'acquérir des positions importantes. Pendant ce temps, on a un Mali qui éclate, avec un risque majeur, à terme, de transformation du Sahel en un sanctuaire terroriste difficilement expugnable" a-t-il expliqué.

Quant à l'aide demandée à la Cédéao par le président Traoré, le locataire de l'Hôtel de Brienne a indiqué que la France "apportera son soutien à cette démarche, y compris logistique, de préférence dans le cadre européen". Mais, a-t-il précisé, "l'initiative ne peut être qu'africaine."

La bombe électromagnétique contre l'Iran ?

Publiée le 9 sept. 2012 par [infolivety](http://www.infolivety.com)



<http://www.youtube.com/watch?v=mr1eusywqQA&feature=youtu.be>

Pendant qu'Israël et l'Iran se font des menaces, le journal anglais le « Sunday times » révèle l'un des secrets que l'armée israélienne garde en cas de guerre contre l'Iran. Ce secret serait qu'Israël attaquerait avec la bombe électromagnétique.

Le « Sunday times » a parlé avec des spécialistes américains en sécurité, qu'ils pensent que la crainte s'agrandit, qu'Israël envoie la bombe électromagnétique.

C'est une bombe qui se met en marche dans les airs pour désactiver tout appareils électriques et électroniques, ainsi que brouiller les télécommunications au sol, ce qui ramènerai l'Iran à l'âge de pierre.

Ce n'est pas la première fois que l'on révèle les programmes israéliens ou américains sur une éventuelle attaque contre l'Iran. Et maintenant voici les révélations sur la bombe électromagnétique.

Cette publication du « Sunday times », peut augmenter la dissuasion israélienne, et peut aussi avertir, qu'une attaque contre l'Iran s'approche

Au Liban, contrairement au droit international, Israël a utilisé massivement cette arme

Cap 2012, 9 septembre 2012



Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires humanitaires, Jan Egeland, a accusé Israël d'avoir fait un usage « complètement immoral » des bombes à fragmentation lors de la guerre au Liban. C'est ce qu'a rapporté la BBC dans son édition en ligne, mercredi.

Selon M. Egeland, le Centre de coordination de l'action contre les mines de l'ONU au Liban a trouvé jusqu'ici près de 100 000 bombes n'ayant pas explosé dans 359 sites différents. De ce nombre, 90 % ont été larguées au cours des 72 dernières heures du conflit, soit à partir du moment où l'adoption d'une résolution à l'ONU sur un cessez-le-feu était imminente.

M. Egeland a qualifié ces nouveaux chiffres d'« information choquante », de précédentes estimations fournies par les experts en déminage de l'ONU ayant fait état de quelque 170 sites bombardés avec ce type

de munitions.

Il a en outre indiqué que ces bombes à fragmentation ont affecté d'importants secteurs, dont un bon nombre de maisons et de champs.

« Chaque jour, des gens sont mutilés, blessés et tués par ces armes. Cela n'aurait pas dû arrivé », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il faudrait des mois, voire des années, avant de débarrasser le pays de ces engins explosifs.



La semaine dernière, Tekimiti Gilbert, chef des opérations du Centre de coordination de l'action contre les mines de l'ONU au Liban, avait parlé d'une violation du droit international, car de telles armes ne doivent pas être utilisées dans les zones habitées par les civils, mais uniquement sur les champs de bataille et contre des soldats.

Certaines des bombes à fragmentation sont destinées à percer les chars, et d'autres pour blesser ou tuer sur un grand périmètre. Celles qui n'ont pas éclaté au point d'impact constituent une menace mortelle pour les civils.

L'État hébreu dit pour sa part avoir utilisé des armes conformes au droit international.

De retour dans les villages du Sud Liban, la population libanaise est menacée par les bombes à sous-munitions

Beyrouth, le 21 août 2006. Bruno, notre chef de mission au Liban, revient d'une mission d'évaluation de cinq jours dans le sud du pays. Dans cette région dévastée par les combats, un danger pressant guette la population : l'omniprésence des bombes à sous-munitions. Le principal danger à éviter dans le sud du Liban, était celui des sous-munitions non explosées présentes sur certaines routes, mais pour cette mission d'évaluation des besoins, nous empruntons des routes qui avaient déjà été ouvertes, et qui étaient donc assez sûres. Nous avons pu nous déplacer assez librement, même si nous nous renseignions régulièrement auprès de la population pour nous assurer qu'il n'y avait plus de combattants là où nous nous rendions.

Certaines scènes de destructions que j'ai pu y voir m'ont rappelé des zones du Cachemire pakistanais, où des villes entières ont été littéralement aplaties par le séisme de l'automne dernier. La situation n'est pas la même partout, mais les besoins sont énormes.

On observe un flux continu de personnes qui réinvestissent la zone après l'avoir fuie, de voitures surchargées avec des matelas sur le toit. Chacun trouve refuge là où il le peut : les gens réoccupent des maisons à moitié détruites, certains sont hébergés chez des parents ou des amis. La population est en mouvement, difficile à localiser, et donc à aider.

Mais la solidarité communautaire est très forte ; il n'est pas rare de voir deux trois familles cohabiter dans la même maison. En tout cas, les Libanais du Sud paraissent pressés de rentrer chez eux, de retrouver leurs maisons, même détruites, de réoccuper leur terre. Il s'agit d'une région pauvre, où sévissait avant le conflit un chômage important, les gens sont assez démunis. Les récoltes de tabac n'ont pas été faites à temps et sont donc perdues. Ce retour en masse marque aussi l'heure des funérailles.

Nous avons pu voir dans plusieurs villages des enterrements collectifs ou des cérémonies à la mémoire des " martyrs ". Le sentiment parmi la population est un mélange de tristesse, de colère, mais aussi d'esprit de revanche : s'ils n'ont pas gagné cette guerre, en tout cas ils ne pensent l'avoir perdu, au point que les " V " de victoire faits des deux doigts sont omniprésents. Les gens paraissent aussi avoir conscience que les hostilités peuvent reprendre à tout moment, la situation est précaire. Le problème numéro un, c'est l'eau, car en l'absence d'électricité et avec le manque d'essence, les pompes ne marchent pas.

Le Sud Liban noyé sous les sous-munitions



Notre stratégie repose sur un soutien aux acteurs libanais. Nous avons la chance de travailler avec des associations partenaires libanaises efficaces et très motivées, dans différents domaines. Nous allons ainsi procéder à l'acheminement de stocks de nourritures du Programme alimentaire mondial sur trois sites (Tibinin, Aït ech Chaab et Srif), avec les associations Alpha et Samidoun, à partir de l'évaluation des besoins de cette dernière, qui sera également chargée de la distribution finale et du suivi de la situation.

De la même manière, nous avons identifié une plate-forme de 17 ONG libanaises expérimentées dans le domaine de la prévention des accidents par mines et engins non explosés, que nous allons soutenir.

Le danger que représentent les résidus explosifs des bombardements est très réel, le Sud Liban a été littéralement noyé sous les sous-munitions. Nous avons vu des maisons dont les jardins étaient infestés de sous-munitions.

L'urgence aujourd'hui consiste à dépolluer les maisons et les véhicules, avant d'aller plus loin. On nous a même rapporté des cas de personnes qui avaient commencé à déminer elles-mêmes, parfois au prix de leur vie, ou encore des histoires de mères passant leurs journées à monter la garde à côté d'engins qu'elles pensaient explosifs, à tort ou à raison, pour protéger leurs enfants. Mais le Liban est malheureusement un pays habitué à la guerre, et la conscience du danger que

représentent ces armes est assez répandue.

La bataille de l'image

Nous sommes souvent frustrés que les choses n'aillent pas plus vite, par exemple quand il s'agit de protéger la population du danger des sous-munitions, mais les choses vont dans le bon sens, et il est très réconfortant de voir la motivation et la qualité de la société civile libanaise, qui fait preuve d'une belle unité, de solidarité et de beaucoup d'initiative.

Notre mission doit vraiment être d'appuyer les réelles compétences présentes dans le pays. La plus grande difficulté à laquelle sont confrontés les acteurs internationaux, en revanche, est d'éviter de rentrer dans des enjeux politiques et religieux locaux très complexes.

En effet, au-delà du conflit militaire, on ne peut pas ignorer que se livre aussi une bataille de l'image, et déjà, une bataille de la reconstruction.

Certains groupes politiques ou religieux ont sur le terrain des structures d'aide sociale ou des représentants locaux qui sont incontournables et qui font un travail très important en faveur de la population. De ce point de vue-là, la marge de manœuvre est étroite et il faut rester vigilant pour éviter toute instrumentalisation.

© Handicap International

Bombe à fragmentation

Obus d'artillerie à fragmentation

Une bombe à fragmentation est une bombe qui explose avant d'atteindre sa cible ou à l'impact en libérant des milliers d'éclats qui se propagent à haute vitesse dans des directions aléatoires ou précises en fonction des effets désirés.

La charge explosive est limitée et ne constitue en général qu'un quart voire moins de la masse totale de la bombe. Le reste de l'engin, en particulier l'enveloppe, se divise en une multitude de projectiles meurtriers et incandescents. De construction simple et peu coûteuse, les bombes à fragmentation sont couramment employées depuis le début de l'aviation de bombardement.



Ses origines remontent à 1803, année durant laquelle Henry Shrapnel conçoit un nouveau type de projectile pour l'artillerie. Les armées utilisaient jusqu'à ce moment-là des canons qui projetaient une grande quantité de billes. L'idée de Shrapnel consista à remplir une sphère de plusieurs billes et de faire exploser le tout au dessus de l'ennemi, à la manière d'une grenade.

Destinées à attaquer les troupes au sol, les bâtiments conventionnels et les véhicules peu ou pas blindés sur une large surface, les éclats issus de la fragmentation provoquent des dégâts en déchiquetant les objets et les personnes à une portée excédant largement le souffle de l'explosion. Même à plusieurs centaines de mètres, les projectiles peuvent être meurtriers.

Les bombes à fragmentation sont souvent confondues avec les bombes à sous-munitions qui répandent des bombes de plus petites tailles de types divers (incendiaires, freinées par des parachutes, etc.) qui sont critiquées pour les mêmes raisons que les mines antipersonnel, interdites par le traité d'Ottawa.

Liban : exercice de tir conjoint « Steel Storm »

Mise à jour : 12/09/2012 12:00

Le 4 septembre 2012, la *Force Commander Reserve* (FCR) a participé à un exercice de tir conjoint avec les forces armées libanaises (FAL), à Naqoura.

Organisé conjointement par la FINUL et les FAL, l'exercice de tir « *Steel Storm* » avait pour but de renforcer la coopération et la coordination opérationnelle entre la FCR et les FAL, comme

préconisé par la Revue stratégique de la FINUL de mars 2012. L'exercice était dirigé par le poste de commandement tactique de la FCR. La *Maritime Task Force* de la FINUL garantissait la sécurité en mer.



Les blindés français - véhicules blindés légers (VBL), véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI), véhicules de l'avant-blindé (VAB) - et libanais (M113) se sont succédés sur le pas de tir, face à la mer, pour tirer plus de 10 000 cartouches et obus au cours de la journée. Les cibles avaient été disposées la veille de l'exercice par la marine libanaise, et la sécurité du pas de tir a été assurée alternativement par les soldats libanais et français.

L'exercice s'est déroulé en présence du général Delort-Laval, chef d'état-major de la FINUL et *Senior National Representative* des éléments français au Liban, du général libanais Chraïm, commandant le secteur Sud de la zone d'opération de la FINUL, et du colonel François, chef de corps de la FCR. Ils ont pu observer, outre un niveau élevé de coordination, des tirs d'une grande précision.

La France contribue ainsi à la montée en puissance des forces armées libanaises (FAL), au cours d'exercices, de patrouilles et d'entraînements effectués conjointement. Amenée à se déployer en moins de 3h, au profit de tout contingent de la FINUL pour faire face à toute situation d'urgence, la FCR est armée par près de 800 militaires français.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

Derrière l'assassinat de l'ambassadeur américain à Benghazi.

Mercredi 12 septembre 2012, par Bernard Lugan



Acteur plus qu'actif du renversement de Mouammar Kadhafi, Christopher Stevens, en déplacement à Benghazi, a été pris au piège dans les locaux du consulat de son pays. Au-delà de ce meurtre et de son prétexte pseudo religieux, quelle analyse pouvons-nous faire de la situation en Libye?

Jusqu'à aujourd'hui, et à en croire les médias, la Libye était sur la voie de la normalisation : l'économie redémarrait avec la reprise des exportations de pétrole et de gaz et des institutions démocratiques se mettaient en place à la suite des élections législatives du 7 juillet 2012. Aveugles et sourds, les observateurs bêlèrent de bonheur quand ces dernières virent la défaite des fondamentalistes et la victoire de l' *Alliance des forces nationales* (AFN) vite baptisée « libérale ».

Or, comme il fallait s'y attendre, ce calendrier démocratique très « européo-centré » n'a évidemment pas permis de remettre le pays sur ses pieds et cela pour une simple raison qui est que la Libye n'existe plus.

Le colonel Kadhafi avait réussi, au prix d'une dictature sévère, à imposer la stabilité intérieure dans un pays aujourd'hui menacé d'une fragmentation régionale (Tripolitaine-Cyrénaïque-Fezzan) doublée de fractures interrégionales et religieuses.

En Tripolitaine deux grandes coalitions régionales s'opposent :

1) A l'Ouest, l'AFN de Mahmoud Jibril a pour cœur la fraction tripolitaine des Warfalla, sa tribu qui, à elle seule, totalise 30% de la population. Ses alliés et partenaires se recrutent à Zenten [1] et parmi les tribus de l'ouest, dont les Berbères du jebel Néfusa et de Gahryan.

2) A l'Est, la coalition islamo-Misrata est quant à elle puissamment soutenue par le Qatar. Le port de Misrata est aujourd'hui aux mains de ces milices gangsgtéro-fundamentalistes qui lynchèrent le colonel Kadhafi, tranchèrent les mains de son fils cadet avant de lui crever les yeux et de l'égorger. Ce furent ces « combattants de la liberté », ces « démocrates » chers à BHL, que le président Sarkozy ordonna aux commandos français de sauver quand les forces du colonel Kadhafi étaient sur le point de prendre la ville... Joli coup !

En Cyrénaïque, où le 6 mars 2012, Ahmed Zubaïr al-Senoussi a été élu émir par les chefs des tribus, deux grandes forces s'opposent, les fédéralistes et les islamistes.

L'irrédentisme de la Cyrénaïque est une donnée historique. Dans les années 1945-1950, quand l'ONU força la Grande-Bretagne, l'Italie et la France à accélérer le processus d'indépendance de la Libye, les tribus de Cyrénaïque, réticentes à l'idée de la création d'un Etat libyen, n'acceptèrent l'union qu'à deux conditions :

- 1) Que le chef de la confrérie sénoussiste, Idriss en devienne le chef. Il régna sous le nom d'Idriss I^{er} de 1951 à 1969.
- 2) Qu'une large autonomie soit reconnue à la Cyrénaïque.

En 1969, dès sa prise de pouvoir, Mouammar Kadhafi abolit la monarchie et imposa la domination de la Tripolitaine, ce que la Cyrénaïque n'accepta jamais. C'est pourquoi la guerre civile qui allait le renverser y commença.

Les islamistes qui ont soutenu la rébellion de la Cyrénaïque veulent maintenant « coiffer » les fédéralistes, mais ils ont en face d'eux d'autres musulmans. Un féroce combat oppose en effet les fondamentalistes qui n'ont pas de tradition locale aux membres des confréries soufies dont le poids régional est important. Le fief des islamistes radicaux est Derna où ils ont constitué un Emirat. Depuis plusieurs semaines, ils tentent de prendre le contrôle de Benghazi. L'attaque contre le consulat américain fait partie de leur stratégie.

Qui va l'emporter ? Il est impossible de le dire. Actuellement les fondamentalistes de Cyrénaïque cherchent à s'appuyer sur les milices de Misrata lesquelles recherchent leur soutien contre celles de l'Ouest. Furieux de la défaite de ses protégés à Tripoli, le Qatar semble particulièrement actif dans cette opération.

La question qui se pose désormais est de savoir si la Libye peut survivre comme Etat. Peu à peu y apparaît en effet une situation de guerres régionales, tribales, claniques, religieuses ; comme en Somalie. Elles pourraient être suivies d'un éclatement territorial, le pays étant alors découpé en « touches de piano » avec un port dans le prolongement des gisements d'hydrocarbures de l'intérieur.

Désormais, l'alternative est simple : soit les nouvelles autorités mettent un terme au chaos - mais comment ? - et reconstruisent l'Etat sous une forme ou sous une autre, soit la Libye demeure ingouvernable. Dans ce cas, les islamistes pourraient alors jouer une carte maîtresse, celle du modèle religieux transcendant les divisions afin de les coaguler dans un tout commun, l'Oumma.

Ceux qui ont permis ce désastre avec ses prolongements dans toute la bande sahéenne (voir les numéros de l'*Afrique Réelle* consacrés à cette question), sont ceux qui ont décidé de s'immiscer

dans la guerre civile libyenne, au premier rang desquels l'ancien président de la République française. Quant au malheureux ambassadeur américain, le moins que l'on puisse dire est que ses anciens protégés se sont montrés bien ingrats envers lui...

6– Défense de par le Monde

Grogne dans les rangs de la Bundeswehr

Zone Militaire, 10 septembre 2012 – 15:13

En 2010, l'Allemagne a décidé de réorganiser ses forces armées en abandonnant la conscription afin notamment de les rendre plus facilement déployables sur un théâtre d'opérations extérieur. Cette réforme, qui a été précisée en octobre 2011, prévoit une réduction des effectifs à 185.000 hommes, le recours à des contrats de courte durée et une refonte de la carte militaire. Le tout sur fond de restrictions budgétaires.

Seulement, tout ne se passe pas comme prévu. En premier lieu, les coûts générés par la fermeture d'une trentaine d'emprises militaires s'avèrent plus élevés, notamment pour la remise aux normes des sites concernés. Là, ce sont les Länder (l'équivalent des régions en France) qui trouvent la note trop salée.

Cela ne serait dans le fond pas si grave s'il n'y avait que ce problème. Seulement, la réforme se heurte aussi à d'autres difficultés susceptibles de la mettre en péril. Comme par l'exemple l'objectif non atteint de recruter 15.000 volontaires. Seulement 5.000 jeunes allemands ayant signé pour un engagement de courte durée devraient finir l'année sous l'uniforme.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cet échec. A commencer par un nombre important (plus de 20%) de recrues qui démissionnent après quelques semaines de service, une démographie allemande peu élevée et surtout le faible taux de chômage des jeunes outre-Rhin (8%), qui rend plus compliquée le recrutement.

Une autre difficulté est aussi bien connue en France : pendant que les restructurations se réalisent, les opérations continuent. Or, l'armée allemande est engagée sur (11) 9 (*) théâtres extérieurs différents, ce qui met les effectifs sous tension. Et elle aura également à gérer le retrait de son contingent d'Afghanistan (4.800 soldats), ce qui ne sera pas non plus une mince affaire.

Du coup, et quand l'on ajoute le sentiment d'avoir à faire plus avec moins de moyens, les militaires allemands n'ont pas le moral. D'ailleurs, une enquête vient d'être menée à ce sujet par l'Université technique de Chemnitz à la demande de la [Deutscher Bundeswehrverband](#) (l'Association des Forces armées) auprès des 1.768 cadres de la Bundeswehr.

Et les résultats sont plutôt préoccupants : 46% ont une opinion négative du processus en cours, jugé par 27,3% d'entre eux comme mauvais, voire même très mauvais. Par ailleurs, 88,1% estiment que ces restructurations ne pourront pas continuer sans correction. Enfin, 76,2% affirment qu'il est difficile de prendre une part active dans cette réforme et que leurs idées ne sont pas prises en compte et 73% trouvent que l'ambiance au sein des troupes n'est pas bonne.

Du côté du ministère allemand de la Défense, cette étude n'a pas surpris. "L'enquête correspond à notre propre image de la situation actuelle" a commenté un porte-parole. "Avec cette réforme, les soldats, les personnels civils et leurs familles éprouvent un sentiment d'insécurité" a-t-il admis.

Le réarmement de la Russie vise à faire passer un message à l'Occident

Minuit - 02/09/2012 –

Lorsque Vladimir Poutine parle de moderniser l'armée comme au temps de Joseph Staline, doit-il être pris au pied de la lettre ? Oui, répond Hélène Blanc, spécialiste de la Russie, qui appelle à ne pas sous-estimer les capacités militaires de Moscou.

Voilà de quoi alimenter la rhétorique du candidat républicain à la présidentielle américaine, Mitt Romney, qui a déclaré, au début de sa campagne électorale, que la Russie est l'ennemie géopolitique numéro un des États-Unis.

Vladimir Poutine a en effet annoncé, vendredi, son intention de réarmer la Russie en investissant 23 000 milliards de roubles (environ 563 milliards d'euros) dans la modernisation du secteur de la défense ces huit prochaines années. Un "bon en avant puissant et tous azimuts", comparable à celui effectué dans les années 1930, est nécessaire, a insisté le président russe devant son Conseil de sécurité. Les mots "Joseph Staline" et "Armée rouge" n'ont pas été prononcés, mais la référence à l'avant Seconde Guerre mondiale suffit à rappeler le souvenir d'une armée puissante capable de contrer les Allemands à Stalingrad (1942-43).

Certains observateurs voient dans le discours de Poutine un effet d'annonce qui ne sert qu'à impressionner ses interlocuteurs étrangers et à contenter son état-major militaire. Selon eux, il sera suivi de peu d'effets, compte tenu de l'état de népotisme, d'obsolescence et de déliquescence de l'armée (lire les reportages ici et là). D'autres en revanche, comme Hélène Blanc, politologue et criminologue spécialiste de la Russie et auteur de "Russia Blues" (avec Renata Lesnik, chez Ginkgo éditeur), estiment que les ambitions militaires de Moscou ne doivent pas être sous-estimées.

FRANCE 24 : Vladimir Poutine répète depuis le début de l'année (lire son discours de février 2012) qu'il va renforcer les moyens de l'armée. À qui s'adresse-t-il en priorité lorsqu'il martèle cela : à ses électeurs, à l'état-major de l'armée ou aux puissances étrangères ?

Hélène Blanc : Effectivement, Poutine répète cette ambition depuis qu'il est redevenu président [en mai 2012, NDLR]. Malgré les accords russo-américains sur les arsenaux nucléaires, les Russes réarment sans cesse. Dès son arrivée au pouvoir, Poutine a commencé à remilitariser la société en rétablissant l'éducation militaire dans les écoles, en rappelant les réservistes, en doublant le budget de la défense - le budget militaire russe est en hausse de 58 % en 2012 par rapport à 2011, alors que celui-ci avait déjà connu une hausse substantielle par rapport à 2010 -, en restructurant le ministère de l'Intérieur et le FSB (ex-KGB), qui a des pouvoirs sans cesse accrus et qui est le chouchou du régime depuis 1999-2000.

Mais surtout, il a fait adopter au Conseil de sécurité russe une nouvelle doctrine militaire qui vise à

"protéger les droits des Russes à l'étranger par des moyens politiques, économiques et autres".
Sous-entendu : des moyens y compris militaires. C'est très important : cela signifie que la Russie peut intervenir en dehors de ses frontières si elle juge que certains de ses citoyens sont menacés. Par exemple dans les pays Baltes, où il y a des problèmes entre russophones et non-russophones.

Autre rappel : le 17 novembre 2004, dans un discours réaffirmant le statut de grande puissance du pays, Poutine a promis qu'il allait doter la Russie de systèmes d'armement "qui n'existent pas et n'existeront pas avant des années chez les autres puissances nucléaires". On pensait, à l'époque, que ces propos étaient surtout dirigés contre le terrorisme et concernait la guerre en Tchétchénie, qui a longtemps servi d'alibi au régime. On sait depuis qu'il s'agit des nouveaux missiles Topol-M [premier missile sol-sol développé par la Russie depuis la chute de l'URSS, NDLR], qui ont 10 000 km de portée et sont capables de demeurer opérationnels pendant une décennie.

Si la Russie se réarme, qui vise-t-elle ?

H. B. : À présent, Moscou ne cherche plus à intervenir militairement en Tchétchénie ou dans le Caucase, même si cette région reste une poudrière qui peut s'embraser à tout moment. Depuis, il y a eu la guerre en Géorgie - d'ailleurs, les Géorgiens sont très inquiets de ce réarmement sans précédent et craignent une nouvelle attaque militaire -, il y a eu les tensions avec l'Ukraine autour du gaz, ainsi que le projet de bouclier antimissile américain en Europe qui fait ressurgir de vieux antagonismes. Les discussions traînent depuis des années. À tel point qu'il y a quelques mois, un haut gradé militaire russe a menacé : "Si les discussions s'enlisent encore, la Russie n'exclut pas des frappes préventives".

Ce discours est prononcé sur fond de "paix froide" - si la Guerre froide est derrière nous, nous ne sommes pas pour autant en période de paix - et, à la première occasion, les vieux antagonismes reviennent très vite. Au moment de la guerre en Géorgie, les mots prononcés par Poutine et Medvedev étaient ceux utilisés durant la Guerre froide.

Je ne sais pas bien si les chancelleries occidentales mesurent le danger que représente Vladimir Poutine. En entretenant des relations étroites avec l'Iran et la Syrie, en étant encore très influent en Chine, Moscou reconstitue une zone d'influence et d'intérêts, comme au temps de la Guerre froide. Le réarmement sans précédent de la Russie vise à faire comprendre à l'Occident qu'il faut compter avec elle. Vladimir Poutine boit du petit lait en voyant les puissances européennes et américaine venir le voir au sujet de la Syrie pour tenter d'infléchir sa position.

Poutine fait explicitement référence aux années 1930. A-t-il la nostalgie de l'Armée rouge ?

H. B. : Le discours supranationaliste de Poutine est d'abord destiné à faire plaisir à la direction du FSB, son enfant chéri, et aux militaires de haut rang - c'est pour eux qu'a été déclenchée la seconde guerre de Tchétchénie.

La Russie a effectivement été "re-soviétisée" par Poutine : retour en force du culte de la personnalité, reprise de l'ancien hymne soviétique avec de nouvelles paroles, création d'un

mouvement "Nachi", une jeunesse poutinienne formatée et endoctrinée qui ressemble furieusement aux jeunes communistes soviétiques. Poutine a ramené l'opposition à sa plus simple expression, à tel point que les opposants actuels peuvent être considérés comme des "néo-dissidents", comme au temps soviétique.

La modernisation de l'armée n'est pas un effet d'annonce : il y a un réarmement effectif. Réactualiser les nouvelles technologies coûte énormément d'argent. Or, la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. Cela me rappelle furieusement l'époque soviétique pendant laquelle les habitants se serraient la ceinture au profit de la conquête spatiale et de la course aux armements.

France 24

Une centaine de drones US détruits en 5 ans

Ligne de Défense, 09.09.2012



Selon le site [Drone Wars UK](#), les militaires américains ont perdu au moins 100 drones depuis 2007 (dont 15 en 2012). Le dernier en date est un *Predator* que ses pilotes de la Garde nationale de l'Ohio (162e escadron de reconnaissance) ont dû faire s'écraser contre une montagne afghane (cliquer [ici](#) pour lire le communiqué officiel).

La base de données de *Drone Wars UK* est accessible [ici](#).

Les forces aériennes suisses vont avoir un nouveau chef d'état-major

Zone Militaire, 7 septembre 2012 – 11:13

Le chef d'état-major d'une force aérienne doit-il être obligatoirement choisi parmi les pilotes (de chasse notamment)? Pas forcément. Du moins en Suisse.

En effet, le chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), Ueli Maurer, a désigné le divisionnaire (l'équivalent français du général de division) Aldo C. Schellenberg pour occuper les fonctions de chef d'état-major des forces aériennes suisses à compter du 1er janvier prochain, date à laquelle il sera promu au grade de commandant de corps.

Il succèdera ainsi au commandant Markus Gygax, sous l'autorité duquel a été faite l'évaluation des trois avions de combat (Gripen, Rafale et Eurofighter) dans le cadre de l'appel d'offres visant à trouver l'appareil appelé à remplacer les F-5 Tiger des forces aériennes suisses.

Mais la particularité du divisionnaire Schellenberg est qu'il n'a jamais été aux commandes d'un avion. Mieux même : officier de milice, hormis un temps de commandement au sein du groupe

d'engins guidés de DCA légère 12, son expérience en matière de défense aérienne est plus que limitée puisqu'il a poursuivi son parcours militaire dans l'infanterie de montagne.

Quoi qu'il en soit, le divisionnaire Schellenger, 54 ans, a obtenu un doctorat en économie publique à l'Université de Zurich, qu'il a complété de 2007 à 2009 par un diplôme postgrade en droit économique à celle de Berne. Et ce sont visiblement ses compétences en la matière qui l'ont amené à être choisi pour remplacer le commandant Gyax.

Ainsi, Ueli Maurer a fait valoir qu'il "y a suffisamment de pilotes et de techniciens" et que "Schellenberg doit savoir comment financer une flotte aérienne", ce qui sera nécessaire "pour les difficiles années qui viennent."

7 – Nos Armées

a) – Terre

Une école de moins à Saint-Cyr Coëtquidan: l'EAM aura vécu 2 ans

Ligne de défense, 13.09.2012



L'École d'administration militaire sera dissoute en juillet prochain. Mais ses missions perdurent. Explications du commissaire colonel Philippe Damblanc, commandant de l'École d'administration militaire, à mon collègue Olivier Cléro.

À quoi sert l'École d'administration militaire (EAM) ?

Elle forme des officiers du corps technique et administratif et des commissaires de l'armée de terre, de recrutement interne ou externe. Elle assure également la formation continue des officiers de l'administration et du soutien commun (AGSC). Une cinquantaine d'officiers sortent chaque année de cette formation de deux ans. Près de mille stagiaires militaires et civils de la défense passent chaque année à l'EAM au titre du recyclage des professions de l'AGSC.

Créée en 2010, pourquoi est-elle déjà dissoute ?

À sa création en 2010, nous étions déjà dans une démarche de rationalisation et concentration des moyens et des personnels dans le cadre de la RGPP, la révision générale des politiques publiques. On a fermé l'EMCTA de Coetquidan qui assurait la formation initiale et l'EMSAM de Montpellier qui assurait la formation de spécialité pour tout regrouper à Saint-Cyr Coëtquidan. En 2013, les missions de l'École d'administration militaire seront redéployées sur différents sites, notamment sur celui de l'École de l'Air de Salon-de-Provence. Une partie de celles-ci perdurera aux écoles de Saint-Cyr Coëtquidan.

Quelles seront les conséquences en matière d'effectifs ?

Il y en aura peu. Il y aura 26 postes en moins, 22 militaires et 4 civils, qui seront redéployés sur différents sites. Quant aux élèves, il y en aura un peu moins car les armées recrutent moins. Ils seront un peu moins nombreux en formation, mais ce ne seront que quelques dizaines d'officiers sur l'année et quelques centaines de stagiaires en moins sur les 2 500 qui se succèdent annuellement sur le site des écoles.

Premiers stages « référents instruction » à l'école nationale des sous-officiers d'active

Mise à jour : 13/09/2012 10:56

Avec la mise en place de la préparation opérationnelle décentralisée, l'école nationale des sous-officiers d'active (ENSOA) s'est vu confier la formation des futurs « référents instruction » des régiments de l'armée de Terre. Le premier stage s'est déroulé du 3 au 10 septembre 2012.



La Maison Mère des sous-officiers a en effet été choisie pour inculquer certaines bases indispensables à ceux qui deviendront responsables de l'instruction collective de leur unité.

La cellule « Formation au Comportement » de l'ENSOA leur avait concocté un emploi du temps spécial : rappels pédagogiques, outils de formation, animation de groupe, conception d'un projet de formation et ses techniques, etc... Programme chargé pour les stagiaires, qui ont

souligné l'utilité de cette formation en rejoignant leur unité.

« Ce type de stage permet à l'école de rester en contact permanent avec les forces et rappelle la place de l'école dans la préparation à l'engagement opérationnel des régiments », commentait le capitaine Jean-Michel Coste, chef de la « Formation au Comportement » à l'ENSOA.

Avec deux sessions réalisées depuis le mois de juillet dernier, on compte désormais soixante référents formés par l'ENSOA.

Sources : ENSOA , Droits : Armée de Terre 2012

Un nouveau commandant pour le Régiment du Service Militaire Adapté de Martinique

ise à jour : 12/09/2012 17:45

Le 19 juillet 2012, s'est déroulée, au quartier Brière de l'Isle à Gondeau (Lamentin), la cérémonie de passation de commandement du Régiment du Service Militaire Adapté de la Martinique (RSMA-M) entre le colonel Pierre Heinzmeier, quittant le commandement et le lieutenant-colonel (TA) Philippe Haristoy, prenant le commandement.



Le Régiment du Service Militaire Adapté de Martinique a célébré l'année dernière ses 50 ans d'existence. Il dispense aux jeunes marsouins volontaires une instruction professionnelle, civique et morale dans un cadre militaire. Depuis sa création, le régiment a formé près de 20.000 jeunes martiniquais, contribuant ainsi à leur insertion dans la société civile. Ces jeunes volontaires garçons et filles, mettent en pratique leur savoir-faire dans le cadre de

chantiers d'application au profit des collectivités locales et peuvent participer dans les situations de crise à l'assistance aux populations touchées par des catastrophes naturelles. Chaque année, en moyenne 500 volontaires sont formés. A compter de 2013 leur nombre sera porté à 700 puis 900 en 2014.

Depuis cinquante ans, le Service militaire adapté (SMA) est un organisme militaire qui vient en aide aux jeunes ultramarins désireux de donner un sens à leur vie. Il dispose de sept unités implantées Outre-mer ainsi qu'un détachement à Périgueux. Partenaire des organismes civils d'insertion professionnelle, le SMA apporte sa contribution à l'effort national en faveur de l'insertion des jeunes. Basé sur le volontariat, les jeunes accueillis reçoivent une formation humaine, comportementale, scolaire et professionnelle...

Une expérience unique pour **s'armer pour la vie** et apprendre à **réussir par l'effort et le travail**.

Le SMA représente également une capacité d'intervention, le plus souvent à la suite de séismes ou de cyclones, dans le département d'appartenance, mais aussi dans toute la région.

Le SMA relève du ministère des outre-mer et du ministère de la défense. Ce dernier met à disposition l'encadrement nécessaire pour son fonctionnement.

Droits : Armée de Terre 2012

Labos civils et recherche militaire. Partenariat breton

Le Télégramme, 8 septembre 2012 -

Labos civils et recherche militaire. Partenariat breton.

Hier, Jean-Yves Le Drian, outre son déplacement à Bruz, a également visité le 3e RIMa de Vannes. Ce déplacement s'inscrit dans un programme plus large de visites des troupes françaises par le ministre de la Défense. Le 3e RIMa est la première unité de l'armée de Terre visitée par le ministre. Photo François Destoc

Jean-Yves Le Drian et Pierrick Massiot, son successeur à la présidence bretonne, ont signé, hier, à Bruz (35), un partenariat de recherche et d'innovation entre la Direction générale de l'armement et le conseil régional. Le ministre de la Défense a ensuite rendu visite au 3eRIMa de Vannes.



l'électronique et de l'informatique.

À Bruz, près de Rennes, le centre DGA-Maîtrise de l'information fourbit les armes high-tech de la bataille des ondes. Ses spécialités: radars et têtes chercheuses. Ses missions: mettre au point les dispositifs les plus performants destinés à détecter sans être détecté, à brouiller sans être brouillé, à identifier la menace et à la traiter. Le [partenariat](#) Région-DGA MI a pour but de développer les liens de coopération entre l'établissement de la Défense et le dense tissu de [recherche](#), d'innovation et de production industrielle breton dans les domaines de

200 postes à la portée des Bretons

Jean-Yves Le Drian compte aussi que l'établissement de Bruz s'attache les talents bretons nécessaires pour poursuivre son développement. Ce centre de référence, unique en Europe, après avoir vu son effectif renforcé de 250 personnes pour atteindre 1.200 cette année, fera l'objet d'une dotation supplémentaire de 200 postes d'ici 2015, a annoncé le ministre. Des postes de très haut niveau technique, auxquels forment les labos des universités et grandes écoles de Bretagne. À ce propos, il a évoqué ses arbitrages pour le budget 2013 de son ministère. «Je n'ai pas touché à un euro de l'effort de [recherche](#) de la Défense», a-t-il affirmé. En revanche, il a confirmé qu'il y aura une diminution des effectifs et une réduction des avancements de l'ordre de 30%.

- Alain Le Bloas et Bertrand Le Bagousse

Dans le civil ou dans l'armée : nous sommes tous acteurs du renseignement.

Mise à jour : 13/09/2012 12:10

Le lieutenant-colonel Jean-Jacques Cambay est réserviste et consultant formateur en intelligence économique, l'équivalent civil du renseignement militaire. Recueillir, analyser, synthétiser, gérer, exploiter et diffuser l'information : voilà tout ce qui se cache derrière le renseignement. Et chacun d'entre nous y participe. Et vous, êtes-vous acteur du renseignement ?

> Comment définiriez-vous le renseignement militaire ?

C'est le management de l'information. Le renseignement c'est gérer de l'information, recueillir, analyser, synthétiser, exploiter, diffuser l'information, en vue de la prise de décision.

> Existe-t-il plusieurs types d'informations ?

On peut distinguer trois types d'informations :

- **l'information blanche** : elle est librement et légalement accessible. Il s'agit de tout ce qu'on peut trouver dans la presse, sur internet, sans forcément vouloir dire qu'elle est gratuite, elle représente à peu près 90% de l'information dans le civil ;
- **l'information grise** : c'est ce qui est dans la tête des experts. Elle est légalement accessible mais pas librement accessible. Pour l'obtenir, il faut discuter avec les personnes, et à visage ouvert. C'est à peu près 5% de l'information disponible, et elle a une valeur ajoutée beaucoup plus forte que l'information blanche ;
- **l'information noire** : elle n'est pas légalement accessible. C'est entre autres l'espionnage industriel ou économique. Elle ne représente que 5% de l'information et elle a un gros inconvénient, c'est qu'il est difficile de l'utiliser sans révéler qu'on l'a eue de manière illégale.

Les frontières entre chaque type d'information sont assez floues.

> Y a t il une différence entre le renseignement civil et militaire ?



On peut distinguer une différence fondamentale dans ce qui concerne les règles d'accès à l'information. Dans le civil, particulièrement dans le domaine de l'intelligence économique, il y a certaines choses qui sont interdites par la loi. Dans le domaine militaire, il n'y a pas les mêmes contraintes. Un état peut faire du recueil de renseignements. Alors qu'une entreprise elle ne

peut recueillir de l'information que de manière légale. Un état peut ainsi faire de la reconnaissance aérienne par exemple, a le droit de faire des écoutes téléphoniques, dans certains cas, alors que dans le civil c'est complètement interdit pour les entreprises. L'espionnage industriel rentre dans le cadre de ces interdits. Il existe d'autres différences entre le renseignement militaire et le renseignement civil. Le renseignement militaire on est surtout dans la recherche. Dans le civil, c'est beaucoup plus large, avec une partie veille, une partie sécurité de l'info, pour protéger le patrimoine informationnel, et aussi pour maintenir une part d'influence.

> **Quelle importance donnez-vous au renseignement dans notre société aujourd'hui ?**

C'est le nerf de la guerre. « Le renseignement c'est le début de la victoire », dit-on. Sans renseignement on ne peut pas gagner. Aussi bien dans le milieu militaire que dans le civil. Par exemple, quand deux entreprises sont en concurrence, c'est celle qui est bien renseignée qui a de fortes chances de gagner face à celle qui est mal renseignée.

> **Sommes-nous vraiment tous acteurs du renseignement ?**

Oui. Dans une entreprise, la plupart du temps, c'est le commercial qui donne le plus de renseignements. Parce qu'il bouge beaucoup, il va dans les salons, il va à la rencontre des clients, qui peuvent lui donner des informations sur les entreprises concurrentes. Dans l'armée c'est pareil : les hommes sur le terrain rapportent le plus d'informations.

> **Est-ce une démarche volontaire ?**

Le plus souvent, oui. On peut distinguer plusieurs types de motivations pour être acteur du renseignement : une prime, une mise à l'honneur, une récompense... Quand on dirige l'intelligence économique d'une entreprise, on apprend vite qu'il faut récompenser ceux qui rapportent des informations, ne serait-ce qu'en les remerciant. C'est le meilleur moyen d'entretenir la motivation à ramener de l'information.

> **Comment recueille-t-on de l'information ?**

On peut distinguer deux façons de recueillir de l'information : le recueil humain et le recueil technologique. Aujourd'hui il est difficile de savoir laquelle prime sur l'autre.

> **Quelle est l'utilité du renseignement ?**

Il y a déjà une utilité en amont, pour éviter de se faire surprendre, aussi bien dans le civil que dans le militaire. Après, il est aussi utile pour le bon déroulement d'une opération. Par exemple, le débarquement des alliés en 1944 a réussi parce que les alliés avaient la supériorité informationnelle, mais aussi parce qu'ils ont gêné les allemands dans leur système de transmission d'informations.

Droits : Armée de Terre 2012

Le renseignement dans l'armée de Terre

Mise à jour : 10/09/2012 17:41 - Auteur : CNE Severine Bollier

Nous sommes tous acteurs du renseignement. En écoutant, discutant, partageant, échangeant, interagissant, nous participons au grand cycle de l'information. Le renseignement est indispensable dans le monde militaire, mais occupe une place tout aussi importante dans le reste de la société. Retrouvez tous les acteurs du renseignement militaire, dont l'interview de Bob Maloubier, le plus vieil agent secret français.



terrain.

Défini comme un ensemble de connaissances de tous ordres sur un adversaire potentiel, utiles au commandement militaire, le renseignement est devenu incontournable. Les engagements actuels, où les forces évoluent dans un milieu complexe, le rendent prioritaire pour comprendre, agir et évaluer.

De l'engagement de masse où l'ennemi était identifié aux nouvelles formes d'engagements où l'ennemi est incertain, le renseignement se révèle indispensable pour les unités sur le

Hier comme aujourd'hui, *« l'ennemi est contingent, variable ; aucune étude, aucun raisonnement ne peuvent révéler avec certitude ce qu'il est, ce qu'il sera, ce qu'il fait et ce qu'il va faire »* écrivait le général de Gaulle.

Il n'y a pas d'opération sans renseignement et pas de renseignement sans opération. Que ce soit pour prévenir, alerter, détecter ou identifier les menaces, les intentions des adversaires, mais aussi la compréhension du milieu, le renseignement se décompose en quatre phases. Orientation, recherche, exploitation et diffusion structurent ainsi son organisation et son emploi. L'adage « pas un pas sans renseignement » n'a jamais été aussi vrai. Ce dossier propose de dresser une vision globale du renseignement au sein de notre institution, c'est-à-dire l'ensemble des unités et organismes composant le domaine, de l'initiation à la spécialisation.

Droits : Armée de Terre 2012

L'état-major du 1^{er} RHP se prépare pour le Liban

Mise à jour : 11/09/2012 09:30

Du 27 août au 2 septembre 2012, l'état-major du 1^{er} régiment de hussards parachutistes (1^{er} RHP) a suivi un exercice de préparation avant sa projection au Liban.



Du 27 août au 2 septembre 2012, l'état-major du 1^{er} régiment de hussards parachutistes (1^{er} RHP) a suivi un exercice de préparation avant sa projection au Liban.

Désigné pour armer Daman XVIII, les militaires de l'état-major du 1^{er} RHP ont participé à l'exercice de préparation à la projection au Liban (EPPL) à Mailly-le-camp, organisé par le centre d'entraînement des postes de commandement (CEPC).

Au cours de cette semaine chacun a pu consolider et actualiser ses connaissances du théâtre grâce aux différentes interventions et présentations dispensées par les experts du Liban. L'état-major en a profité pour forger sa cohésion, évaluer sa capacité à conduire et planifier les opérations spécifiques au mandat et vérifier l'aptitude de chacun à bien appréhender la complexité du théâtre libanais.

Les éléments français au Sénégal

Mise à jour : 10/09/2012 17:29 - Auteur : CNE Séverine Bollier

Les éléments français au Sénégal (EFS), pré-positionnés à l'étranger, permettent de participer, à travers des actions de coopération, à la montée en puissance de forces africaines autonomes, capables de s'engager dans des opérations de maintien de la paix dans un cadre régional, de l'ONU comme dans le cadre de l'Union africaine.



Ils remplissent également les engagements de la France vis-à-vis de l'état hôte, contribuent à la prévention des crises et assurent la protection et l'évacuation éventuelle des ressortissants français.

La création des EFS en 2011 résultait à la fois de la réorganisation du dispositif français des forces de présence, mais aussi de la réforme générale des politiques publiques et de la renégociation des accords de Défense liant la France et le Sénégal depuis 1974.

Ouverts sur un environnement sénégalais et ouest-africain, les EFS comprennent deux formations interarmées principales. Outre l'unité de commandement et de coopération opérationnelle (U2CO) qui regroupe le poste de commandement et le groupement de coopération opérationnelle (GCO), le groupement administratif de la base des EFS (GA BEFS), comprend quatre services : soutien vie, soutien commun, achats finances et administration du personnel. Des organismes de soutien spécialisé complètent le dispositif : la direction de l'infrastructure de Défense, la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et systèmes d'information de la Défense, le centre médical interarmées, la brigade prévôtale, le détachement du service des essences des armées et le poste de protection et de sécurité de la Défense.

Implantés sur cinq emprises dont deux majeures, le quartier colonel Geille et le quartier contre-amiral Protet, les EFS sont constitués de militaires permanents et tournants. à l'été 2012, les effectifs représentaient près de 360 militaires.

LES EFS EN CHIFFRES



Une action de coopération bilatérale et régionale (2011) c'est :

- 130 stages, de deux jours à six semaines, dans le catalogue des formations ;
- 56 formations effectuées ;
- 655 jours de formation cumulés ;
- 3 235 militaires formés

Lire davantage sur le numéro 237 de TIM

Le 1er Régiment de Spahis prépare un exercice dans les rues de Valence

Zone Militaire, 7 septembre 2012 – 17:07

Afin de préparer au mieux ses prochains déploiements à Djibouti (à compter d'octobre) et en Côte d'Ivoire (en 2013), le 1er Régiment de Spahis va mener pendant 3 jours un important exercice opérationnel en milieu urbain, à partir du 17 septembre prochain.

Particularité de ces manœuvres : elles se dérouleront dans les rues de Valence, ville où est stationné, depuis 1984, cette unité, héritière des traditions du régiment de marche de spahis marocains, créé en 1914 par le maréchal Lyautey.

Au total, ce sont 800 hommes et 120 véhicules qui seront mobilisés pour cette manœuvre qui, appelée "Spahi Vaillant". Le scénario prévoit le franchissement du Rhône, puis la prise des points clés de la ville, l'évacuation d'une centaine de ressortissants, dont le rôle sera joué par les familles des spahis, ainsi que, le dernier jour, un exercice de "neutralisation des belligérants", lequel fera appel à des réservistes.

Le 1er Spahis effectuera cette préparation opérationnelle en liaison avec le Groupement aéromobilité de la Section technique de l'armée de Terre (GAMSTAT), qui fournira pour l'occasion un hélicoptère NH-90 Caïman, le Centre médical des armées (CMA), le Groupement de soutien de la Base de défense (GSBdD) et l'Établissement logistique du commissariat des armées (ELCA).

A noter que le régiment organise ses "journées portes-ouvertes" les 22 et 23 septembre. Ce sera ainsi une occasion pour découvrir les matériels mis en œuvre par les Spahis, en particulier ses chars AMX-10 RCR qui équipent trois de ses cinq escadrons de combat.

Béarn : 800 parachutistes sautent sur Oloron

Sud-Ouest, Publié le 11/09/2012 à 15h23 Par **Nicolas Rebière**



(Colas Declercq)

Aujourd'hui, ce sont les grandes manœuvres pour l'armée, et en particulier la **11ème brigade** parachutiste, qui regroupe une grande majorité de régiments parachutistes du **Sud Ouest**, de Tarbes à Pamiers. Laquelle a lancé une vaste opération avec des parachutistes **allemands**, depuis lundi, sur le Béarn.

Les premiers largages ont eu lieu du côté du plateau de **Ger**. La seconde vague est arrivée mardi matin sur **Oloron**, en particulier l'aérodrome d'**Hérrère**, tout près de la ville.

Là doivent converger divers détachements, que les Béarnais ont pu croiser lors de combats simulés, ce matin du côté de **Bétharram**, mais aussi sur **Coarraze**.

Ce genre de manœuvre binationale est organisée tous les ans en alternance entre la France et l'Allemagne.

L'opération « **Colibri** » qui doit s'achever demain mobilise 1300 militaires, dont 800 parachutistes.

Jeu de table franco-britannique au LTO

Mise à jour : 10/09/2012 11:48

Le laboratoire technico opérationnel (LTO) a organisé, du 9 au 12 juillet 2012 à Arcueil, un jeu de table en coopération franco-britannique. Engageant des équipes conjointes, cet exercice a permis de valider et d'affiner les doctrines et procédures de fonctionnement de la force expéditionnaire franco-britannique (CJEF*) créée à l'occasion du traité de Lancaster House en novembre 2010. Au delà, cet exercice a en outre révélé qu'il existe une réelle proximité de pensée entre les deux partenaires.



Comprendre le fonctionnement de l'autre et appréhender ainsi la problématique du fonctionnement optimal de la force expéditionnaire franco-britannique (CJEF*). C'est pour atteindre cet objectif que le laboratoire technico opérationnel (LTO) d'Arcueil a proposé aux opérationnels une mise en situation grâce à un jeu de table.

Le jeu de table est l'un des nombreux outils du LTO. Il permet à un groupe de joueurs de partager une même situation dans un environnement opérationnel représentatif. Partant de cette situation scénarisée à l'avance, les joueurs effectuent des analyses collectives au fur et à mesure du déroulement du jeu en réagissant aux événements qui leurs sont proposés. Pour l'édition du CJEF, ces équipes étaient formées de groupes conjoints franco-britanniques des domaines du commandement et contrôle (C2) et de la logistique.

Planifier une opération dans le cadre de l'OTAN et planifier la projection d'un état-major de la force franco-britannique. Deux entités communes spécialisées dans chaque domaine ont œuvré en interaction pendant les quatre jours du jeu de table. Les différentes sessions ont été conduites en alternance par une gouvernance de chaque état. Les principaux postes du groupe chargé de la projection de l'état-major étaient quant à eux tenus en permanence par des binômes franco-britanniques.

Au total, 25 participants des forces françaises et anglaises ont collaboré pendant les quatre jours de l'exercice. Ce travail a permis un affinage des documents de doctrine et des procédures. Un nouveau rendez-vous est désormais programmé pour octobre prochain. Celui-ci interviendra à l'occasion de l'exercice « Corsican Lion » auquel participeront les marines des deux pays.

CJEF : combined joint expeditionary force*

La carrière ruinée d'un jeune soldat du 8ème RPIMa

Zone Militaire, 10 septembre 2012 – 17:11

L'on ne peut pas dire que les évènements qui se sont produits à Castres, au cours de la nuit du 7 au 8 septembre, et plus encore, le comportement de voyous qui s'en sont pris à des soldats du 8ème Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine (RPIMa) en les insultant de "sales français" et de "sales militaires", aient suscité des réactions nombreuses et indignées au sein de la classe politique.

Pourtant, la bagarre qui a opposé une trentaine de marsouins à autant de voyous aura été très violente, au point que les forces de police ont été contraintes de faire usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes pour rétablir l'ordre.

Selon le chef de corps du 8ème RPIMa, le colonel Eric Chasboeuf, les militaires impliqués dans cette violente rixe auraient eu le tort de vouloir défendre une jeune fille importunée dans un bar. Et les choses se sont ensuite envenimées.

Quoi qu'il en soit, un soldat de 21 ans été blessé par un tesson de bouteille au cours de la bagarre. Malgré une opération subie dans un hôpital toulousain, le jeune marsouin a perdu son oeil droit. "Il ne peut plus exercer son métier, il ne sera plus parachutiste, plus militaire" a expliqué le colonel Chasboeuf, selon l'AFP. "C'est d'autant plus navrant que ce jeune s'était distingué il y a quelques mois en portant secours à une dame qui faisait un malaise devant la caserne" a-t-il ajouté.

Engagé depuis 2010 au 8ème RPIMa, ce jeune marsouin a pris part à plusieurs opérations extérieures. Le voilà maintenant contraint et forcé à renoncer à la carrière qu'il avait choisie.

Ses agresseurs présumés ont cependant été, le 9 septembre au soir, mis en examen pour violences en réunion ayant entraîné une infirmité permanente, et écroués. Ils risquent une peine de 15 ans de prison.

D'après le procureur de Toulouse, Michel Valet, l'un des deux suspects est... un militaire de 24 ans, basé à Toulon, avec déjà deux condamnations à son casier judiciaire. Le second est âgé de 19 ans et il ne présente pas d'antécédents judiciaires. "Un juge d'instruction devra déterminer très exactement le rôle de chacun", a-t-il précisé.

Un policier a expliqué au quotidien La Dépêche que "les jeunes qui ont cherché querelle aux soldats constituent une 'frange' avec laquelle la population, et pas seulement le 8ème RPIMa, a des problèmes". Et d'ajouter : "Avec les parachutistes, ils trouvent à qui parler, d'autant que certains soldats ont eux-mêmes été des jeunes en difficulté".

Pour éviter qu'il y ait de nouveaux affrontements, le colonel Chasboeuf a limité les quartiers libres. Et le 8ème RPIMa vient d'entamer des manœuvres à Tarbes pendant plusieurs jours. A noter que le 29 septembre prochain, le régiment "investira la ville de Castres" avec l'objectif de renforcer le lien armée-nation. Pourvu que tout se passe bien...

Castres : paras contre voyous

**Valeurs
actuelles**

Frédéric Pons le jeudi, 13/09/2012 dans [Société](#)

Un peu d'alcool, beaucoup de testostérone, un vendredi soir un peu chaud. En apparence, les graves incidents du 7 septembre à Castres, paisible sous-préfecture du Tarn, pourraient se limiter à une violente querelle de territoire entre jeunes, aggravée par l'emploi de barres de fer et de tessons de bouteille. Dans le détail, les faits sont plus inquiétants. Ces violences ont opposé une bande issue des quartiers dits "sensibles" et des militaires du 8e régiment de parachutistes

d'infanterie de marine (RPIMa), le régiment de Castres, ville dont les paras du "8" portent fièrement l'écusson sur leur uniforme.



D'un côté, une dizaine de paras en goguette ; de l'autre, des "jeunes" qui prennent à partie une fille. Les propos sont dégradants, témoignant d'un profond mépris à l'égard des "meufs"... La fille tient tête. Les paras volent à son secours. Action-réaction, des coups partent. Sûrs de leur impunité, les voyous se croyaient en terrain conquis dans ce centre-ville où l'on ose rarement s'insurger contre leurs injures et leurs incivilités.

"Sales Français, sales militaires !"

Les paras sont disciplinés, mais ceux du "8" n'ont jamais aimé subir. Il y a surtout les insultes : « *Sales militaires !* », « *Sales Français !* » Comment tolérer cela ? À Castres, ville de Jean Jaurès et du 8e RPIMa ? Les portables chauffent, les renforts arrivent, de chaque côté : au plus fort de la bagarre, une soixantaine de jeunes s'affronteront en plein centre-ville. Bilan : un oeil crevé pour un para de 21 ans, deux belligérants mis en examen et écroués pour violences en réunion ayant entraîné une infirmité permanente. Il n'est pas question d'opposer les paras à qui que ce soit, ce que cherchent à faire ceux qui exaltent en ce moment la trajectoire de Mohamed Merah, le tueur islamiste de Toulouse et de Montauban. Mais tout est question de respect.

Des soldats fiers de servir

Certains de ces paras ont été engagés en Afghanistan où ils ont aidé les populations, sans distinction de race ou de religion. Parmi ces volontaires, des "Français de souche" ou "issus de l'immigration". Devenus frères de combat sous l'uniforme, ces jeunes hommes ont une certitude qui leur fait honneur : ne pas laisser insulter leur identité de soldats et leur fierté de servir la France.

Frédéric Pons

Photo © MaxPPP

Le 13ème Régiment de Dragons Parachutistes fait trop de bruit pour ses voisins

Zone Militaire, 8 septembre 2012 – 10:41

En 2008, dans le cadre de la réforme de la carte militaire, il avait décidé de transférer le 13ème Régiment de Dragons Parachutistes (RDP) de Dieuze, où il était implanté depuis 1963, à Martignas-sur-Jalle, en Gironde, afin d'y remplacer le 503ème Régiment du Train, lequel devait faire mouvement vers Nîmes.

Bien évidemment, à Dieuze, cette annonce avait été très mal vécue, dans la mesure où le départ du 13ème RDP allait mettre à mal l'économie locale, étant donné que les 1.800 militaires de cette unité représentaient la moitié de la population de la commune, située dans un arrondissement rural.

Mais la décision de transférer le 13ème RDP faisait sens puisqu'il s'agissait de regrouper les unités de la Brigade des Forces Spéciales Terre (BFST) dans une même zone géographique.

Quoi qu'il en soit, la cohabitation entre le 13ème RDP et son nouveau voisinage connaît quelques problèmes, nous apprend [Sud Ouest](#). En cause, les nuisances sonores lors des entraînements de

cette unité des forces spéciales, causées notamment par les hélicoptères lors d'exercices nocturnes. Compte tenu des missions du régiment, ces derniers sont incontournables, pour ne pas dire impératifs.

Par ailleurs, le 13ème RDP doit faire avec les disponibilités des appareils, fournis par le 4ème Régiment d'Hélicoptères des Forces Spéciales (RHFS) de Pau. "On a juste le potentiel aéro pour se former et d'entraîner. Du coup, lorsqu'on nous octroie un aéronef, cela ne se refuse pas" explique-t-on du côté du régiment.

Du coup, à l'initiative de la mairie de Martignas-sur-Jalle, une réunion a été organisée pour que soient mis sur la table les griefs des riverains. Un officier du 13ème RDP a promis à cette occasion de prendre des "mesures correctives", visant à rappeler les consignes aux pilotes et à contrôler, a posteriori, les voies qu'ils ont empruntées.

Mais, il sera difficile de contenter tout le monde. Des participants à cette réunion ont émis le souhait de voir déplacée la zone de ravitaillement, jugée trop proche des habitations. Or, "C'est le seul endroit qui permette de faire le plein en garantissant le respect des normes environnementales. Comme l'intégralité du camp de Souge doit passer en Natura 2000, cela devient de plus en plus impératif" a fait valoir l'officier du 13ème RDP. Et, de toute façon, il n'y a aucun budget pour éventuellement en aménager une autre.

b)– Mer

Cérémonie de remise de fourragère à l'état-major de la force de l'aéronautique navale

Mise à jour : 13/09/2012 09:05

Le 7 septembre 2012, s'est tenue une cérémonie de remise de fourragères par les anciens aux nouveaux embarqués de l'état-major de la force de l' [Aéronautique navale](#).



Le contre-amiral de Bonnaventure, commandant la force de l'Aéronautique navale, a illustré dans son allocution les faits d'arme des glorieux aînés qui ont mérité cette récompense aux avant-postes des combats. Dans les traces de l'Aviation maritime, l'Aéronautique navale aura en effet gagné ses lettres de noblesse par deux citations décernées au cours de la Seconde guerre mondiale, l'une attribuée à la 1^{ère} flottille d'aviation dans les journées du 10 et 11 mai 1940, la seconde, à la 1^{ère} flottille de chasse,

engagée en mai 1944, concourant à la reconquête du sol national. Dans ces heures difficiles, ces hommes ont su, par leur courage, leur ardeur et leur audace, se dépasser avec abnégation dans l'adversité. Aussi, «*Si cet attribut ne nous donne aucun droit, il nous rappelle que nous avons des devoirs, en particulier celui de suivre leur exemple*». C'est la raison pour laquelle a insisté l'Amiral, «*nous devons tous nous appuyer sur cet esprit et son histoire pour donner encore plus de sens à nos missions*». Héritier de la 1^{ère} flottille de chasse, puis du commandement de l'aviation

embarquée et du 1^{er} groupement de chasse embarquée, l'état-major de la force de l'Aéronautique navale porte aujourd'hui cette fourragère.

Par la remise solennelle de la fourragère aux couleurs de la Croix de Guerre 39-45, il s'agit en effet de transmettre l'esprit de corps et de renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté des marins du ciel. La fourragère, attribut vestimentaire jusqu'à la fin de la guerre de 1870 renaîtra après la bataille de Verdun pour favoriser la combativité des troupes.

Sources : © Marine nationale

L'idée de baser les sous-marins nucléaires d'attaque à Brest refait surface

Zone Militaire, 10 septembre 2012 – 11:14



En 2009, le ministre de la Défense de l'époque, Hervé Morin, avait tranché. Bien que l'idée de regrouper l'ensemble des submersibles de la Marine nationale en Bretagne pouvait permettre de réaliser quelques économies en rationalisant leur soutien, il avait été décidé de laisser les 6 sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) à Toulon.

Au moins deux raisons expliquent cette décision : la base varoise est celle du porte-avions Charles de Gaulle et, de plus, elle est la plus proche de l'arc de crise défini par le Livre blanc sur la Défense (LBDSN) publié en 2008.

L'escadrille de SNA, qui compte plus de 1.000 marins, représentait, il y a 3 ans, le tiers du plan de charge de DCNS et faisait vivre ainsi 1.200 salariés, sans compter ceux des sous-traitants. Et les retombées financières étaient alors évaluées à 120 millions d'euros.

Cependant, ce maintien des SNA à Toulon n'a pas été du goût des élus du Finistère, où est située la base de l'Île-Longue, laquelle accueille les 4 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), c'est à dire la composante océanique de la force de frappe française.

A l'époque, Patrica Adam, député PS du Finistère, département pourtant déjà bien pourvu en implantations de la Marine nationale, avait dénoncé une "décision purement politique". Désormais à la tête de la commission Défense de l'Assemblée nationale à la faveur du changement de majorité, l'élue bretonne est revenue à la charge au sujet des SNA.

"Brest a beaucoup souffert ces dix dernières années par rapport à Toulon. Le plus gros coup dur, cela a été les SNA. Mais c'était une annonce politique" a-t-elle déclaré dans un [entretien accordé à Ouest France](#) et publié le 8 septembre.

Le remplacement des actuels SNA de type Rubis par ceux de la classe Barracuda, qui devrait commencer en 2017, pourrait être l'occasion d'un changement d'affectation. "La décision ne sera prise qu'à la livraison" a affirmé Patrica Adam.

“C’est vrai que la Méditerranée est stratégique. Mais la dissuasion ici a aussi besoin des SNA. Une étude comparative des coûts et infrastructures a été demandée par le précédent gouvernement. La base opérationnelle et celle de l’entretien peuvent aussi être dissociées. L’an prochain, nous aurons un bon aperçu”, a-t-elle encore expliqué.

85% des mousses deviennent... marins



La quatrième rentrée de l'École des mousses, qui a été recréeée en 2009, a eu lieu dimanche soir au Centre d'instruction navale de Brest. 165 jeunes de 16/17 ans y suivront une année de scolarité qui les prépare à intégrer la marine nationale. Et cela marche plutôt bien, puisque à l'issue, 85 % des sortants signent un contrat d'engagement comme quartier-maitre et peuvent alors embarquer. Seul petit problème : à la sortie de l'École, certains mousses ne sont pas majeurs et leur présence à bord des bâtiments est soumise à des limitations réglementaires : ainsi, comme ils sont mineurs, ils ne peuvent partir en opérations. L'École des mousses attire : il y a environ quatre candidats pour

une place.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 12 Septembre 2012 à 08:21

Deux flottilles sous un même toit à Lann-Bihoué

Ouest-France, samedi 08 septembre 2012



Le commandant Alexis Hourlier, 38 ans, et tout le personnel de la 21 F viennent de quitter les modulaires pour le bâtiment de commandement inter-flottilles.

Ouest-France

« La 23 F ? C'est notre flottille sœur... Mais elles ne sont pas jumelles car chacune doit conserver son identité », insiste Alexis Hourlier, commandant de la 21 F, qui a atterri sur la base aéronavale de Lann-Bihoué en provenance de Nîmes-Garons à l'été 2011. Le rapprochement était dans l'air après être longtemps resté à l'état de « **serpent de mer** ».

Jusqu'au jour où l'État-major, économies obligent, a tranché : tous à Lann-Bihoué ! Le personnel de la 21 F a tout d'abord investi une superposition de modulaires. Et en cette rentrée, nouveau déménagement. Ainsi, dès qu'a sonné la fin des permissions, tous y compris les collègues de la 23 F ont pris leurs cartons sous le bras pour gagner le BCIF, traduisez le bâtiment de commandement inter-flottilles.

Sur 4 800 m², il vise à mutualiser les moyens en termes de « **services techniques, de roulage et d'entrepôt, de gestion du personnel...** Ainsi, la Marine optimise le site », d'autant que les missions des deux flottilles sont similaires : essentiellement le renseignement en mer et la lutte anti-sous-marine et anti-surface. Mais sur le plan opérationnel, « **c'est toujours mieux lorsqu'on réfléchit à deux** ».

« 50 % de Nîmois »

Cet emménagement met donc un point final à ce rapprochement qu'il a fallu, sur le plan humain, « **piloter finement, au cas par cas. Il ne s'agissait pas de transférer un village nîmois ici !** » Entre ceux qui ont aussitôt accepté leur mobilité et le nécessaire renouvellement du personnel, « **la 21 F est aujourd'hui composée de 50 % de Nîmois** ».

Bref, « **la page est tournée** » même s'il faut encore détruire le bâtiment de la 23 F, un ultime chantier programmé dès le mois prochain. Ces derniers jours, les 480 officiers, pilotes, techniciens et civils des deux flottilles ne pensaient plus qu'à investir leur beau bâtiment, d'autant plus vert qu'il est « **le premier à basse consommation construit par la Défense dans la région Bretagne** ».

Préalablement, le personnel de la 21 F a dû trier quelque 2 000 m³ de documents, transvaser un millier de cartons des modulaires au BCIF. Sans compter ceux qu'il a fallu défaire à titre personnel. « **Pour des questions de prix, indique le commandant Hourlier, nos personnels se sont disséminés alentour.** »

« **Sentant la stabilité arriver, certains ont acheté. Mais au vu des prix pratiqués, et alors que c'était déjà cher à Nîmes, beaucoup ont gagné le sud Finistère, comme Moëlan, Quimperlé...** » Les locataires en puissance n'ont pas été mieux lotis : « **Notre arrivée a été tellement annoncée que le Bureau des logements de la garnison, chargé de nous proposer des biens, a constaté que certains propriétaires avaient augmenté leur loyer d'une centaine d'euros...** »

Yvan DUVIVIER

Rafale de Landivisiau: les appontages simulés vont augmenter (temporairement)

Ligne de Défense, 08.09.2012



Info Marine nationale qui va faire grincer des dents chez les riverains. Les derniers entraînements à l'appontage simulé sur piste (ASSP) pour l'année 2012 se poursuivent sur la base d'aéronautique navale de Landivisiau avec une augmentation de l'activité à partir du 10 septembre, du fait du retour des *Rafale* délocalisés les deux dernières semaines à Istres. Ces entraînements, qui ont pour

objectif de ré-entraîner des pilotes à apponter sur le porte-avions *Charles de Gaulle* en vue de son prochain déploiement en Méditerranée, vont décroître à partir du 18 septembre et devraient être terminés avant la fin du mois.

"L'Adroit" est arrivé au Cap pour conquérir la marine sud-africaine

Ligne de Défense, 09.09.2012



L'OPV de DCNS est au Cap depuis le 5 (cliquer [ici](#) pour lire mon précédent post). Pour voir une série de photos prise dans le port du Cap, cliquer [ici](#). Pour lire un article sur le site *defenceweb*, cliquer [ici](#). Sur cette photo prise par Dean Wingrin lors de l'arrivée de l'OPV, on aperçoit *Signal Hill* dans la brume.

La visite du navire français suscite beaucoup d'intérêt sur place puisque l'Afrique du Sud projette un achat de patrouilleurs hauturiers.

c)– Aviation

Le ministre aux Anciens combattants fait du covoiturage en Alpha Jet

Ligne de Défense, 08.09.2012, Lu sur le fil AFP.



TOULOUSE, 8 sept 2012 (AFP) - Le ministre délégué aux Anciens combattants, Kader Arif, a réalisé cette semaine un rêve de gosse tout en faisant économiser de l'argent à l'Etat en voyageant d'un rendez-vous à un autre à bord d'un *Alpha Jet* de la Patrouille de France.

M. Arif visitait jeudi les Ecoles d'officiers de l'armée de l'air sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), où est stationnée la Patrouille de France.

Comme elle était appelée à se produire ce week-end à Tarbes (Hautes-Pyrénées), la prestigieuse unité aérienne de voltige avait proposé par avance au ministre d'en profiter pour le rapprocher de chez lui, en Midi-Pyrénées.

Avant de prendre place dans le cockpit, M. Arif s'était soumis à un examen médical d'une heure et demie et avait été déclaré bon pour le service. Après, "c'était absolument exceptionnel".

Gamin, "j'étais mauvais en maths, mais j'ai toujours rêvé d'être pilote de chasse, comme beaucoup de petits garçons (...) J'ai bouffé des +Chevaliers du ciel+ (la série télévisée des années 1960, ndlr). Tanguy et Laverdure (les héros de la série), ça me parle", a raconté M. Arif à l'AFP. Le tonneau effectué par le pilote à l'arrivée au-dessus de Tarbes l'a plus impressionné qu'effrayé, a-t-il confié. Les 6 g d'accélération l'ont laissé "un peu largué dans cet espace", alors que le pilote, "lui, sait exactement à tous les moments, alors qu'on est à une vitesse folle, là où il est", a ajouté M. Arif, qui garde de ce "moment magique" beaucoup d'admiration pour la Patrouille de France.

Le ministre a aussi plaisanté au sujet des économies qu'il a ainsi permises alors que le gouvernement est soucieux de son train de vie. "Je ne l'aurais pas fait si ça avait été organisé spécialement pour moi, ce serait apparu comme un privilège. Mais, à partir du moment où (...) ils partaient de Salon à Tarbes, je n'étais pas une personne à qui on faisait un cadeau avec une dépense publique supplémentaire", a-t-il souligné.

Cérémonie d'accueil de la SIMMAD à Bordeaux

Mise à jour : 13/09/2012 16:26

Une cérémonie marquant l'arrivée de la structure intégrée de maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la Défense (SIMMAD) sur la base aérienne 106 de

Bordeaux-Mérignac s'est déroulée le mercredi 12 septembre 2012, à 10h30, place Pey-Berland à Bordeaux.



Présidée par le général Jean-Marc Laurent, officier général de la zone de Défense et de sécurité sud-ouest et commandant le soutien des forces aériennes, aux côtés du général Michel Pinaud, directeur central de la SIMMAD, cette prise d'armes a accueilli de nombreuses autorités civiles et militaires.

La SIMMAD est un acteur central du maintien en condition opérationnelle (MCO) des aéronefs de la Défense et de services de l'État. À ce titre, elle travaille au profit des armées de terre et de l'air, de la marine et de la gendarmerie. Sa localisation dans la région Sud-Ouest a pour objectif de favoriser, par une plus grande proximité, la qualité du dialogue entre les acteurs étatiques et privés du MCO aéronautique de Défense présents en Aquitaine.

L'enjeu est de générer des économies et de consolider la disponibilité des aéronefs par une optimisation des circuits logistiques depuis l'industrie jusqu'aux acteurs opérationnels localisés à Bordeaux, et pour ce qui concerne l'armée de l'air, par le biais du commandement du soutien des forces aériennes (CSFA).

Ce regroupement répond aussi aux engagements de la charte de développement de la filière aéronautique dans le Sud-Ouest, signée en novembre 2011, par les plus hauts représentants de l'État, des collectivités territoriales et les responsables économiques et industriels du pays.

Lors de l'*ADS Show Europe* (salon européen du MCO aéronautique de Défense), qui se déroulera à Bordeaux les 26 et 27 septembre 2012, la SIMMAD et ses partenaires de la Défense [animeront un stand au sein de l'espace dédié](#).

Campagne de tir à Cazaux

Mise à jour : 13/09/2012 16:21

Du 3 au 14 septembre 2012, la base aérienne 120 de Cazaux a accueilli l'escadron de chasse 2/5 «Île de France» d'Orange pour une campagne de tir sur le champ de tir de Captieux. La deuxième semaine a été mutualisée avec les escadrons de Mirage 2000D de Nancy, également présents sur le site aquitain.

Durant cette campagne de tir, cinq Mirage 2000 RDI et 75 personnes de la base aérienne 115 d'Orange ont été mobilisés. Les appareils évoluaient le plus souvent en patrouille de deux aéronefs en configuration air-sol, prêts à délivrer des munitions d'exercice (de type OXL, F4, LGTR) et bonnes de guerre (MK82, GBU12).



L'objectif principal d'une campagne air-sol est de permettre aux jeunes pilotes, épaulés par les plus expérimentés, d'obtenir leurs qualifications de tireurs et de délivrer de l'armement réel. Le tir air-sol est une technique complexe, rythmée par plusieurs phases successives. Après avoir reconnu les cibles, les pilotes accomplissent leurs passes de tir pour délivrer leur armement, tout en respectant des paramètres très précis de désignation, de pente et de vitesse. L'objectif final est de faire «but» sur la cible assignée par l'officier de tir. Chaque tir est enregistré, puis de retour au sol,

les passes sont débriefées et analysées.

Coup d'envoi de l'exercice Volfa

Mise à jour : 11/09/2012 17:28 - Auteur : sgt Jordan L'Hostis-le Hir

Amorcé le 11 septembre 2012, l'exercice aérien interalliés *Volfa* se déroule jusqu'au 14 septembre au-dessus du sud-ouest et du centre de la France. Il vise à exercer les équipages des unités aériennes à un large panel de missions tactiques. Particularité pour cette année, *Volfa* se recoupe avec *Colibri*, entraînement de l'armée de terre débuté le 7 septembre au profit de troupes au sol belges, allemandes et françaises.



Plusieurs appareils de transport tactique de l'armée de l'air sont mobilisés. Un Casa CN-235, un C160 Transall et un C130 Hercules ont été déployés pour l'occasion à Toulouse. Trois Transall allemands s'ajoutent à ces avions de transport français. Quatre Mirage 2000-5 et deux Mirage 2000D participent aussi à ce nouvel exercice interalliés et interarmées, ainsi que deux Alphajet, un avion ravitailleur C135 FR, un avion radar E-3F et deux hélicoptères EC725 Caracal et SA330 Puma.

Les missions réalisées répondent à des scénarios divers de largage de parachutistes et de matériels, de poser d'assaut, de recherche et de sauvetage au combat (*Personnel Recovery*), notamment avec les commandos de l'air, ou encore de missions complexes appelées COMAO (*Composite Air Operations*), dirigées par un chef de mission (*Mission Commander*).



Droits : © Armée de l'air

Tchad : exercice de desserrement des Mirage F1 à Faya

Mise à jour : 10/09/2012 09:14

Du 30 août au 1er septembre 2012, 45 militaires du détachement air de la force *Epervier* ont conduit un exercice de « desserrement » des 4 *Mirage* F1 vers Faya, à environ un millier de kilomètres au nord de la base aérienne *Kosseï* de N'Djamena.

Un exercice de desserrement consiste à redéployer des moyens aériens vers un autre site. La manœuvre consistait donc à déplacer toute une plateforme de soutien dans un site isolé du désert du Bourkou et d'y réaliser des entraînements tactiques.



Cette mission, dans des conditions climatiques difficiles (fortes chaleurs et vents de sable), et avec un soutien arrière limité (une vingtaine de militaires sur place seulement), a nécessité la mobilisation de moyens matériels et humains importants. Un avion de transport tactique *Transall* a assuré le convoyage du personnel et du fret et le ravitaillement en vol des *Mirage*. Les exercices aériens ont engagé des pilotes de chasse et l'équipe de commandos parachutistes de l'air. La plateforme de soutien comprenait notamment des mécaniciens avions, chargés de la mise en œuvre et la maintenance des avions, et un contrôleur aérien, chargé de la circulation aérienne et de la surveillance des vols. Enfin, afin de garantir la protection de la zone de stationnement des aéronefs, une équipe de fusiliers commandos a participé à cette mission.

Les pilotes de chasse et les commandos parachutistes de l'air ont pu réaliser une série d'exercices ECAS (emergency close air support), à partir de différents scénarios : désignation fictive de cible par laser, description de cible par radio, poursuite de cible au sol, passe canon et simulation de tir, démonstration de force (*show force*) avec lancement de leurres, etc.

Le guidage sur cible a constitué la partie la plus difficile de l'entraînement. La description orale de l'objectif devait être d'autant plus précise que les militaires ne disposaient pas de cartographie détaillée de la zone et qu'il y avait peu de repères au sol.

Les *Mirage* F1 peuvent intervenir en appui des troupes au sol. Au sein de la force *Épervier*, ils réalisent notamment des missions de renseignement en appui des forces armées tchadiennes, conformément aux accords techniques de coopération signés entre la France et le Tchad. Le détachement chasse est armé, depuis août 2012 et pour une durée de deux mois, par l'escadron de reconnaissance 2/33 « *Savoie* » de Mont-de-Marsan.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

Vols de nuit à Nancy

Mise à jour : 10/09/2012 09:42

Mardi 4 septembre 2012, deux Mirage 2000D de l'escadron de chasse 2/3 « Champagne » de la base aérienne 133 de Nancy ont décollé à 21h30 pour suivre un entraînement de nuit.



Ce soir-là, les vols ont été réalisés au profit de deux jeunes. *Ils doivent obtenir la qualification de leader de deux avions sur une mission tactique, à l'image de celles effectuées en Libye* », explique un pilote expérimenté du 2/3 « Champagne ». Dès lors, chacune des étapes de leur entraînement va être contrôlée : « *la préparation de mission, le décollage, l'atterrissage, le respect des règles, jusqu'à la capacité à rester serein malgré les inputs (l'intégration de nouvelles données)* », détaille le capitaine.

Dans le ciel, les deux 2000D ont été rejoints par deux Mirage 2000RDI. Les quatre chasseurs ont été confrontés à deux Mirage 2000N et deux autres Mirage 2000RDI. En plus des exercices air-air et sol-air, les deux jeunes ont dû réaliser un ravitaillement en vol dans le centre de la France. L'interception du *tanker* dans la nuit rajoutant une difficulté supplémentaire à l'entraînement. « *Le vol de nuit est plus contraignant : l'organisation cabine est différente, les pilotes doivent s'équiper de jumelles à vision nocturne (JVN) ce qui alourdit l'équipement* », affirme le pilote du 2/3 « Champagne ». « *Pour un jeune, ces vols sont souvent plus éprouvants* ».

Quatre Mirage 2000D des escadrons de chasse 1/3 « Navarre », et 3/3 « Ardennes », ont également décollé au cours de la soirée. Les pilotes de chasse réalisent en moyenne deux vols de nuit par mois, indispensables dans le maintien ou dans l'obtention de leurs qualifications. Sur la BA 133 de Nancy, le personnel (mécaniciens, pompiers, contrôleurs) est donc mobilisé toutes les semaines jusqu'à tard dans la nuit pour garantir la sécurité et la réalisation de ces vols.



Droits : © Armée de l'air

20 ans en famille

Gagnants à l'applaudimètre, le Tigre et le X3 (photo Jean-Marc Tanguy).

Eurocopter a fêté ce dimanche ses vingt ans en famille, à Marignane, en présence de son PDG, **Lutz Berling**. La quasi-totalité de la gamme a été mise en vol. Les appareils présentés étaient



des appareils de la société, à l'exception d'un EC145 et un EC135 pilotés par les gendarmes. Les plus applaudis ont été le Tigre piloté par **Fabrice Bonne** et le X3 d'**Hervé Jammayrac**, de retour d'une tournée aux Etats-Unis. A l'issue de leur présentation, les équipages se sont mêlés au public familial. Tous portaient un brassard noir [en mémoire de l'équipage qui a perdu la vie à bord d'un Cougar export, lors d'un](#)

[vol d'essai.](#)

Entre 80 000 et 90 000 personnes étaient attendues ce dimanche.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/09/2012 10:37:00 PM](#)

La croix de Lorraine sur un Rafale



(photo Philippe Chaillet / compte Facebook du Normandie-Niémén)

Ce cliché livre les marquages du Rafale commémoratif, avec l'éclair blanc des Yak, qu'on discerne (photo RC 2/30 Normandie Niémén).

Le régiment de chasse 2/30 Normandie Niémén fêtera ses 70 ans à Mont-de-Marsan vendredi, [comme je l'expliquais jeudi.](#) Outre la présence exceptionnelle des deux Yak, un Rafale de l'escadron (118-IX) a été spécialement apprêté. Entre autres, des étoiles rouges couvrent les dessous des plans canards, et la dérive porte la croix de Lorraine, avec la mention 1942-2012.

Tout aussi identitaire, ce Tracma marqué de l'étoile rouge, utilisé par les pistards de Mont-de-Marsan (photo Jean-Marc Tanguy).

A suivre sur Facebook : le [compte de l'unité](#) livre une partie de l'appareil tous les jours.



PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/08/2012 10:19:00 AM](#)

Les classes de l'air font leur rentrée

Mise à jour : 07/09/2012 14:54

Depuis le 27 août 2012, les nouveaux élèves des classes préparatoires ont intégré l'École des pupilles de l'air (EPA) de Grenoble.



Après une semaine de remise en forme et d'initiation à la vie militaire, notamment en montagne, les futurs "poussins" (nom faisant référence à leur insigne) ont été rejoints par leurs aînés. Une nouvelle année scolaire qui s'annonce des plus studieuses !

Les classes de l'air de l'EPA, ou "Maths Sup - Maths Spé" ont pour vocation la préparation des concours d'entrée aux grandes écoles militaires, et en particulier à l'École de l'air de Salon-de-Provence. Cette année, sur 53 candidats, 38 ont été reçus dans une grande école militaire ou

civile, dont un, à l'École polytechnique.

Droits : © Armée de l'air

Les classes préparatoires du lycée militaire d'Autun en stage à Dijon

Mise à jour : 11/09/2012 17:29

Mercredi 29 août 2012, 104 élèves des classes préparatoires scientifiques du lycée militaire de l'armée de terre d'Autun ont été reçus sur la base aérienne 102 de Dijon pour y réaliser un stage d'aguerrissement.



Accueillis et encadrés par six instructeurs de l'escadron de formation des commandos de l'air (EFCA), en tenue de combat ou de sport, les élèves se sont entièrement prêtés aux activités proposées : rugby, techniques d'intervention opérationnelle rapprochée (TIOR), pratiques de combat, mais aussi, parcours aquatique et piste d'audace.

Ce fut l'occasion, pour ces futurs militaires, de sceller la cohésion au sein de la promotion et de goûter aux activités sportives et techniques avant la reprise des cours.

Droits : © Armée de l'air

d) - Gendarmerie

Avancements bloqués : la gendarmerie n'est pas concernée... bien au contraire

Le Pagne pourra être achevé dès cette année.



La Gendarmerie nationale n'est pas concernée par le blocage de 30% des avancements. Certes, ses personnels sont militaires mais ils relèvent désormais du ministère de l'Intérieur (Programme 152) et non de la Défense (programme 178). Si la situation est plus favorable chez les gendarmes, c'est d'abord parce que leur masse salariale est dans les clous, contrairement à la situation des armées, dénoncée par la Cour des comptes.

La gestion très prudente de l'Arme explique, pour une grande part, ce bon résultat : les effectifs sont maintenus en légère sous-réalisation, ce qui laisse du grain à moudre et une certaine marge de manoeuvre. Ainsi le Plan d'adaptation du grade aux responsabilités exercées (Pagne) sera achevé cette année, au terme de cinq ans. Contrairement aux inquiétudes exprimées, il n'y aura pas de glissement sur 2013 et 3000 sous-officiers seront promus d'ici à la fin de l'année.

Une donnée structurelle explique également la différence entre la Gendarmerie et les Armées : son taux d'encadrement. Il est de 15,9% dans les armées et de seulement 7,51% dans la gendarmerie. Certes, les métiers sont différents, mais le résultat est que la pyramide des grades chez les gendarmes est moins couteuse que celle des armées. Pour 95.000 hommes et femmes, la gendarmerie compte 63 généraux (armée de terre : 180) et 450 colonels (armée de terre : 1400).

Globalement, la gendarmerie tire bien son épingle du jeu avec le nouveau gouvernement. La sécurité intérieure faisant partie des priorités politiques, elle va pouvoir recruter un peu moins de 500 personnels supplémentaires au cours des trois prochaines années, alors qu'elle en avait perdu 6000 au cours des trois dernières.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 12 Septembre 2012 à 11:44

Les gendarmes bénéficieront de 3 000 avancements "au choix" en 2012

Le Point.fr - Publié le 12/09/2012 à 19:18

Militaires à part entière, les gendarmes sont entièrement à part pour l'avancement. Trois mille de plus que prévu seront promus en 2012.

La gendarmerie nationale ne conteste pas avoir mis en place [un tableau d'avancement "complémentaire" pour ses personnels en 2012, comme nous l'avons écrit hier](#), mais a tenu à nous faire savoir dans quelles conditions ce petit coup de pouce a pu être mis en place. Tout d'abord, rappelle une source autorisée à la Direction générale de la gendarmerie, le budget de cette institution n'a plus rien à voir avec celui des armées. Ses personnels militaires ne sont d'ailleurs pas concernés par le sabrage des avancements imposé pour les trois années à venir à

leurs camarades des armées, et leur tableau d'avancement au choix ne subira aucune restriction de 2013 à 2015. Explication : ils ne sont pas soumis aux règles du [ministère de la Défense](#), mais à celles concernant le [ministère de l'Intérieur](#). "Nous n'avons rien à voir avec les armées, rappelle cette source, sauf que nous sommes très attachés au statut militaire, indissociable de notre mission."

Les gendarmes n'ont donc plus rien à voir avec le ministère de la Défense, et c'est ce qui explique qu'ils ne soient pas du tout soumis aux mêmes règles budgétaires. Par exemple, en 2012, explique cette même source, "nous avons géré nos ressources de façon rigoureuse et nous terminerons l'année dans des conditions financières acceptables". Et de confirmer qu'effectivement c'est grâce à ces disponibilités financières non prévues que le directeur général de la gendarmerie a pu inscrire de son propre chef 3 000 sous-officiers au tableau d'avancement pour l'année 2012.

Tous les gendarmes sous-officiers

À la Direction de la gendarmerie, on précise en outre que le ratio d'encadrement est beaucoup plus faible que dans les armées. Toutes forces (terre, air, mer) confondues, le ratio d'encadrement serait de 16 %. À savoir que, pour 84 "hommes du rang", il y a 16 sous-officiers et officiers. Ce chiffre serait de 7,51 % dans la gendarmerie. Sauf que l'argumentation est biaisée par le fait que tous les gendarmes "de base" sont en réalité maréchaux des logis (grade équivalent à celui de sergent, et rémunéré comme tel avec les mêmes prérogatives). Si les critères retenus pour chiffrer le taux d'encadrement étaient les mêmes, l'encadrement de la gendarmerie serait de 100 % ! Mais curieusement, personne au gouvernement ne semble préoccupé par ce que la gendarmerie elle-même reconnaît être "une différence fondamentale : le gendarme est un exécutant, mais il est sous-officier".

Le directeur général rencontre les gendarmes de l'air prochainement déployés en Afghanistan

Mise à jour : 13/09/2012 10:36 - Auteur : Sirpa gendarmerie

Le 12 septembre 2012, au siège de la DGGN à ISSY-LES-MOULINEAUX, le directeur général de la gendarmerie nationale a tenu à rencontrer, avant leur départ, les gendarmes de l'air qui seront bientôt déployés en Afghanistan pour une mission de police militaire sur l'aéroport international de KABOUL.



Les armées françaises joueront un rôle prépondérant dans la sécurité de l'aéroport international de KABOUL à compter du 1^{er} octobre 2012 jusqu'à fin 2014.

L'armée de l'air, qui doit armer 47 postes sur les 72 tenus par la France, a décidé de confier la mission de police militaire à la gendarmerie de l'air à hauteur de 14 postes.

Dans cette perspective, un détachement de la gendarmerie de l'air, composé d'un officier, de

4 gradés et de 9 gendarmes a été créé et sera déployé, sur le théâtre, par voie aérienne militaire, le 18 septembre prochain.

Lors de cette rencontre, le directeur général a prodigué aux membres du détachement tous ses encouragements et a souligné leur réactivité à s'être portés volontaires dans des délais contraints pour cette mission sensible.

Le général MIGNAUX a également souligné la parfaite intégration de la gendarmerie de l'air au sein de son armée d'emploi, renforçant par là le lien entre la gendarmerie et les armées.

Droits : Crédits photos : LPC/GAV ALEXANDRE.

e) – Service de Santé

Formés au secourisme avant l'Afghanistan

Mise à jour : 10/09/2012 21:00

Des soldats du 35^e régiment d'infanterie (35^e RI) de Belfort sont formés au sauvetage au combat pour devenir les référents de leur section une fois projetés en Afghanistan.



« Vous êtes en patrouille dans un village quand vous entendez une explosion puis des cris. S'ensuivent des rafales, venant de toute part. Après quelques secondes et un rapide bilan, vous identifiez et localisez **des blessés dans vos rangs**, dont le soldat secouriste de niveau 2. Vous allez devoir **vous débrouiller seuls...** ».

Ce scénario ne se déroule pas dans la vallée de la Kapisa mais sur le parcours d'obstacles du 35^e RI. Douze soldats de la 2^e et la 3^e

compagnie ont suivi l'instruction « **sauvetage au combat niveau 1 (SC1) renforcé** » les 8 et 9 août 2012. Bien qu'informelle cette formation dispensée par le centre médical des armées de Belfort se base sur les techniques de SC2. Elle a pour but de familiariser ces combattants aux nouvelles méthodes employées en opération par le service de santé des armées (SSA). Ces soldats seront les **référents de leurs sections** en matière de sauvetage au combat lors de la prochaine projection en Afghanistan.

« Il faut savoir que les premières minutes qui suivent une blessure sont déterminantes quant à la survie du soldat touché, et le but de cette formation est donc de faire naître des automatismes dans la prise en charge des blessés immédiatement après la survenue de l'incident, quel qu'il soit, quels que soient le nombre et la gravité des blessés ou le cadre d'engagement », souligne le sergent-chef Souriau, instructeur.

Après cette instruction, chacun d'entre eux aura les connaissances pour **sauver la vie d'un camarade blessé**. Ces gestes de sauvetage ont fait la preuve de leur efficacité et qui font de notre chaîne survie opérationnelle l'une des plus efficaces du monde. Ils en sont le premier maillon, celui sans lequel il n'y a pas de survie.

Droits : Armée de Terre 2012

Centre de recherches du SSA à Brétigny: la pose de la première pierre contrariée?

Ligne de Défense, 10.09.2012

Le Service de santé des armées a prévu de poser la première pierre de son nouveau centre de Brétigny sur Orge le 12 septembre prochain (cliquer [ici](#) et [ici](#) pour lire les posts que j'ai consacrés à ce sujet). Mais la découverte de deux ou trois objets suspects pourrait contrarier le lancement du chantier.

Lors des travaux initiaux, trois formes ont été repérées dans le sol et deux ont été identifiées comme étant des bombes. Ce qui n'est en soi guère surprenant, l'ancienne base aérienne 217 ayant été occupée par les Allemands pendant la Deuxième guerre mondiale (cliquer [ici](#) pour lire un historique de la base; regarder de plus près l'année 1989...). Vieux stocks oubliés ou bombes alliées non explosées? Les démineurs, finalement prévenus, pourront préciser la nature des engins.

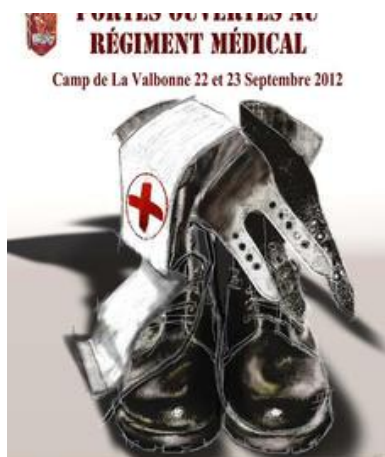
Par ailleurs, il se dit que le chantier du futur centre pourrait connaître d'autres retards, un des marchés (probablement celui des infrastructures. Cliquer [ici](#) pour lire l'appel d'offres) ayant été cassé pour vice de procédure.

Quoi qu'il en soit le centre de la Tronche est toujours supposé fermer ses portes le 1er juillet 2013. Le délicat démontage des équipements se prépare, avant leur tout aussi délicat transport (démontage et transport confiés à des entreprises spécialisées dont la société française Meridis-Labover, cliquer [ici](#) pour lire l'avis d'attribution du marché) vers le nouveau centre qui ne sera certainement pas achevé en septembre 2013. D'où un probable stockage...

Portes ouvertes au régiment médical

Mise à jour : 04/09/2012 15:33 - Auteur : BCISSA - Direction : DCSSA

Le régiment médical propose lors de ses portes ouvertes, plusieurs activités dont des démonstrations dynamiques de secours au combat, de corps à corps, ainsi qu'un concert de musique militaire.



²De plus, un certain nombre d'activités seront destinées aux enfants comme par exemple le parcours du combattant ou le parcours du brancardier-secouriste.

Pour consulter le programme complet cliquez [ici](#)

Les portes ouvertes auront lieu le **samedi 22 septembre 2012 de 10h00 à 20h00** et le **dimanche 23 septembre 2012 de 10h00 à 18h00**.

Camp de la Valbonne - BP 30016 - 01 120 Dagneux-Montluel.

Sources : © Régiment médical. , Droits : © Service de santé des armées

8 – France : Armements & Industries

L'A400M arrivera dans l'armée de l'air en mai 2013

Sauf nouveau retard - et ils ont déjà été nombreux - le premier A400M devrait être livré à l'armée de l'air à la mi-mai 2013, selon les prévisions du constructeur et des militaires. Il sera basé à Orléans, où les personnels (navigants et mécaniciens) le prendront en main. Le dernier retard est dû à un problème de vibrations dans le moteur, apparemment sans gravité. L'armée de l'air sera la première à recevoir ce nouvel appareil de transport... que personne pour l'heure n'appelle de son nom officiel Atlas.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 13 Septembre 2012 à 22:00

Missile antinavire léger : Les Britanniques s'impatientent

Zone Militaire, 12 septembre 2012 – 15:50



En juin 2010, le missilier MBDA s'était vu confier, pour environ 50 millions d'euros, la charge de réaliser les études d'évaluation portant sur le missile antinavire léger (ANL), dont le développement avait été décidé conjointement par Londres et Paris.

Connu, outre-Manche, sous le nom de Future Anti-Surface Guided Weapon, l'ANL doit en principe armer les hélicoptères NH-90 Caïman et Panther de la Marine nationale, ainsi que Lynx Wildcat de la Royal Navy.

Ce missile est destiné à mener des actions tant offensives que défensives contre des navires d'un tonnage inférieur à 500 tonnes. Doté d'un guidage infrarouge avec un renvoi d'images, il est prévu que cette nouvelle munition puisse être tirée selon le mode "tire et oublie" ou bien être contrôlée jusque vers sa cible par un opérateur.

La phase d'études arrive à son terme. Il reste maintenant à signer un nouveau contrat pour lancer le développement du missile. Or, c'est là que le bât blesse car l'on se fait attendre du côté français.

"Les Britanniques ont clairement fait savoir que ce programme était prioritaire et urgent pour leurs forces armées, et qu'ils se lanceraient tous seuls dans le développement si la France tardait trop à réagir" ont indiqué des sources en poste chez MBDA

Drones : "à court terme", l'armée de l'air veut acheter américain

Le Heron-TP franco-israélien et même le Télémos franco-britannique semblent passer par pertes et profits.



Photo (DR) : un drone Reaper (Predator B) de la RAF en Afghanistan.

Alors qu'il s'apprête à traverser l'Atlantique pour y prendre le poste de *Supreme Allied Commander -Transformation* (SAC-T) au sein de l'Otan, le général Jean-Paul Paloméros ne cesse de plaider pour l'achat de drone Male Predator B. Le chef d'état-major de l'armée de l'air, qui quittera son poste le 16 septembre, le fait à sa manière, discrète et posée, mais très déterminée. Il l'a expliqué cet été aux [députés de](#)

[la commission de la Défense](#) et de manière plus directe - mais moins publique - à la nouvelle équipe au pouvoir, au sein de laquelle il compte de nombreux soutiens.

Lors d'une rencontre avec des journalistes, il a de nouveau longuement évoqué le dossier... sans jamais prononcer le mot Predator ! Alors que le ministère de la défense devrait trancher rapidement, l'armée de l'air, comme l'état-major des armées, souhaite annuler la décision prise l'an dernier qui confiait à Dassault la francisation (200 spécifications exigées) du drone israélien Heron-TP. Les militaires sont partisans d'acheter le plus rapidement possible des drones américains Predator B Reaper.

"Nous avons besoin d'une solution de court terme et une vision de long terme" explique le général Paloméros. *A court terme, il faut garantir une capacité de drone Male, afin de ne pas perdre l'investissement humain consenti. Avec le harfang, nous avons acquis une crédibilité et nous ne devons pas laisser partir cette compétence".* Le drone Harfang, mis en oeuvre par l'escadron Belfort de l'armée de l'air, a servi pendant trois ans en Afghanistan et a participé aux dernières semaines de la campagne de Libye - par exemple lors de l'attaque contre le convoi de Kadhafi. L'armée de l'air ne possède que quatre drones, mais en réalité seuls trois peuvent voler. Le Harfang - qui est une plate-forme israélienne - est aujourd'hui obsolète : sa puissance électrique, ses capacités informatiques, ses capteurs optiques sont insuffisants. Seule sa liaison satellitaire en bande Ku donne entière satisfaction et passe pour la meilleure actuellement disponible. Ce système globalement obsolète pourra-t-il être prolongé au delà de 2013, sa "limite d'âge" initialement prévue ? Il le faudra bien, *"sauf problème technique"* parce que les atermoiements politiques font que, quelle que soit la solution retenue, aucune autre solution ne sera disponible avant "deux ou trois ans", c'est-à-dire 2015.

Pour l'armée de l'air, cette solution est *"l'achat sur étagères"* du drone Predator B. *"Nous n'avons pas les moyens d'entretenir deux projets de drones simultanément"* explique le général Paloméros, selon qui, au vu des contraintes budgétaires *"nous allons devoir faire presque aussi bien avec moins"*. En évoquant la vision à long terme, le général Paloméros ne pense pas au Télémos, le projet de drone franco-britannique à l'horizon 2020, qui associe BAe et Dassault. Les aviateurs français ne semblent pas vraiment y croire... Selon leur chef d'état-major, le vrai "projet porteur" est l'UCAV, le drone de combat, qui pourrait être développé à partir du démonstrateur européen nEUROn, dont Dassault est le maître d'oeuvre. Il s'agit d'acquérir la maîtrise de technologies, comme la furtivité ou le tir d'armement depuis une soute interne. Outre Dassault, ce programme associe Alenia (Italie), Saab (Suède), Eads-Casa (Espagne), HAI (Grèce) et Ruag

(Suisse). Assemblé à Istres, le nEUROn devrait effectuer son premier vol dans les prochaines semaines.

"L'UCAV nous permettra de maintenir notre industrie aéronautique de combat" assure le général Paloméros, qui préfère sacrifier le court terme pour préserver le long terme. Les Américains joueront-ils le jeu avec les Français ? Le prochain grand commandeur de l'Otan y voit là un test de la *"qualité de la coopération transatlantique"* et croit que l'on pourra refaire avec les drones ce qui avait été réalisé avec les Awacs, et dans la génération précédente, avec les ravitailleurs en vol. Selon lui, le modèle à suivre est celui de l'Italie, plus que la Grande-Bretagne, dont les drones Reaper sont totalement intégrés à ceux de l'US Air Force. La France aura-t-elle les moyens de faire mieux ?

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 9 Septembre 2012 à 15:03

Le ministre de la Défense veut un futur drone MALE développé par plusieurs pays

Zone Militaire, 11 septembre 2012 – 13:56

Voilà maintenant près plus de trois ans que l'on parle de remplacer les drones MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance) Harfang de l'armée de l'Air par de nouveaux appareils.

En 2011, un pas fut franchi avec la décision du ministre de la Défense de l'époque, Gérard Longuet, de confier à Dassault Aviation de "franciser" le drone israélien Heron TP, cela afin de préserver les intérêts de l'industrie aéronautique française.

Ce choix avait été très critiqué, notamment au Sénat, où l'on estimait que la solution présentée par le MQ-9 Reaper de General Atomics était la plus appropriée. Ce que pensait également l'état-major de l'armée de l'Air, qui souhaitait disposer d'un appareil pouvant être armé.

Dans le même temps, dans la foulée des accords de défense franco-britannique de Lancaster House, signés en novembre 2010, BAE Systems et Dassault Aviation s'étaient mis d'accord pour coopérer sur le projet de drone MALE Telemos, un appareil, qui, développé à partir du démonstrateur Mantis, devait être prêt vers 2020.

D'où la nécessité de trouver une solution "intérimaire" d'ici-là, sous peine de connaître une "rupture capacitaire" car le contrat de maintenance des Harfang (qui devait être aussi "intérimaires") arrive à échéance en octobre 2013.

Seulement, ayant succédé à Gérard Longuet à l'Hôtel de Brienne, Jean-Yves Le Drian annonça, en mai dernier, la "remise à plat" du dossier. Et de promettre, pour le 14 juillet, une décision que l'on attend toujours.

Des choses en la matière ont cependant été faites. Ainsi, et alors que BAE Systems et Dassault Aviation attendaient la signature du contrat pour le lancement du Telemos à l'occasion du salon aéronautique de Farnborough, les deux industriels ont été chargés, suite à une visite de Jean-Yves Le Drian à Londres, de mener des études portant sur le développement Système de Combat Aérien Futur (c'est à dire un drone de combat, ou UCAV). Et il a été aussi décidé un partenariat franco-britannique au sujet du drone tactique Watchkeeper, de Thales UK.

“Je suis plutôt un homme de décision qu’un homme d’attente” a pourtant affirmé Jean-Yves Le Drian, la semaine passée, lors d’un entretien accordé à BFM Business, à propos des drones MALE. Pour le ministre, la difficulté du dossier est qu’il faut trouver “une solution qui préserve les intérêts de l’industrie française et les intérêts de l’industrie européenne. Nous n’y sommes pas loin.”

Lors de l’Université de la Défense à Brest, le ministre de la Défense a donné plus de précisions. “Concernant le drone MALE, avec ses deux parties, le drone intermédiaire et le drone pérenne, je constate de grandes réserves sur le projet sur lequel initialement nous étions engagés, à la fois en termes de coûts et d’efficacité” a-t-il affirmé. Et d’ajouter : “Je réfléchis à une solution et si cela prend un peu de temps c’est parce que nous ne serions pas seuls, c’est-à-dire avec d’autres pays.”

En attendant, et pour ce qui concerne le choix du drone MALE “intermédiaire”, la solution de MQ-9 Reaper “francisés” par Cassidian, la filiale défense d’EADS, aurait les faveurs du ministre.

Cependant, cette option n’est pas, là aussi, sans problèmes. En premier lieu, et sans évoquer l’aspect politique de cet achat, il faudra voir si Cassidian sera bel et bien en mesure d’adapter les Reaper aux besoins de l’armée de l’Air (c’est à dire installer une liaison satellite française) et surtout si les autorisations nécessaires pour le faire seront accordées par le Pentagone. Et puis s’ajoute aussi la question des délais (“franciser” les engins prendra du temps) : plus on tarde à se décider, moins l’acquisition de nouveaux drones MALE “intermédiaire” sera pertinente, dans la mesure où l’appareil européen est censé être prêt à l’horizon 2020.

Aussi, et comme les caisses sont vides, il est probable que l’on s’oriente vers une solution “a minima”, qui consisterait à confier à Cassidian la modernisation des 4 drones Harfang, dont les systèmes informatiques ont une puissance équivalente à 1/10e de celle d’un iPhone...

Le MALE de 22h53...

C’est une heure peu commune choisie pour diffuser un communiqué de presse : 22h53. Au bénéfice du doute, on dira qu’il a fallu du temps pour que l’intitulé soit diplomatiquement correct pour les deux parties, et s’accorder sur le fond de l’info : sans aucune forme de surprise, France et Allemagne redisent aujourd’hui qu’ils veulent retenter une expérience de MALE, après avoir enterré le Talarion qu’ils avaient contribué à lancer... La formule du communiqué est moins claire : "Dans le domaine des drones MALE, les deux nations se sont mis d'accord sur un ensemble commun de besoins opérationnels clés en vue d'une possible solution européenne". On sait que les Allemands favorisent une acquisition rapide sur étagère aux Etats-Unis : or si notre partenaire allemand opte pour cette voie lui aussi -comme l'ont fait avant la Grande-Bretagne et l'Italie- l'achat de cet engin par la France ne pourra plus être présenté en France comme anti-européen, puisque... toute l'Europe s'y rallie ! Le casse-tête de la justification de cet achat américain (1) est en passe d’être résolu. Le communiqué continue : "Grâce à cet accord, la France et l'Allemagne sont en mesure de favoriser une coopération pour la réalisation d'un drone MALE. Les deux nations évalueront également la possibilité d'une coopération opérationnelle comme étape intermédiaire (2). La France et l'Allemagne s'efforceront d'harmoniser les structures et les processus nécessaires afin de permettre aux deux pays de lancer la réalisation de ce projet. La France veillera à ce que ce travail soit pleinement cohérent avec les engagements pris entre la

France et le Royaume-Uni sur ce sujet dans le cadre du traité de Lancaster House." On voit mal, pourtant, les Britanniques intégrer un programme franco-allemand. Même si l'actu du jour, le projet de fusion EADS/BAE Systems, devrait changer bien des choses, s'ils s'affermit. Une déclaration, dont les termes ne sont pas connus, a été signée aujourd'hui par le DGA et le CEMA français, et leurs équivalents allemands. Aucun volume budgétaire, aucun volume d'équipement, aucun horizon n'a été divulgué : la déclaration commune va-t-elle, d'ailleurs, jusque là ?

(1) qui va, on l'a compris, à l'encontre du discours gouvernemental et ministériel sur les capacités industrielles françaises.

(2) la formule n'est pas très claire non plus, mais on peut penser à une unité franco-allemande, ou une base où seraient colocalisées les deux unités, ce qui simplifierait le MCO, et donnerait du corps aux ambitions européennes du ministre. Il reste de la place à Colmar (et encore plus à Luxeuil), mais l'unité drones française est à... Cognac.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/12/2012 11:23:00 PM](#)

Succès du premier tir complet d'un missile de croisière naval

Mise à jour : 07/09/2012 16:44

La Direction générale de l'armement (DGA) a réalisé sur le site de DGA Essais de missiles à Biscarrosse avec succès le premier tir complet d'un missile de croisière naval (MdCN) le 9 juillet 2012.



Ce 3^e tir de développement, effectué sur le site de Biscarrosse (Landes) du centre « DGA Essais de missiles », est représentatif d'un tir à partir d'une frégate. Tous les objectifs ont été atteints, notamment la validation de la phase terminale avec guidage autonome par reconnaissance de scène infrarouge, qui assure une très grande précision d'impact. Le MdCN équipera à partir de 2014 les frégates multi-missions (FREMM) et les sous-marins Barracuda à l'horizon 2017.

Doté d'une portée de plusieurs centaines de kilomètres, le MdCN est destiné à frapper des objectifs situés dans la profondeur du territoire adverse. Il est complémentaire du missile de croisière aéroporté Scalp dont il est dérivé. Embarqué sur des bâtiments de combat positionnés de façon prolongée à distance de sécurité dans les eaux internationales, ostensiblement (frégates) ou discrètement (sous-marins), le MdCN est adapté à des missions de destruction d'infrastructures de haute valeur stratégique.

La DGA a commandé 2 études pour le remplacement des satellites de communication Syracuse III

Zone Militaire, 9 septembre 2012 – 10:57



Les industriels Astrium, filiale d'EADS, et Thales Alenia Space, co-entreprise détenue par Thales et Finmeccanica ont été chargés par la Direction générale de l'armement (DGA) de mener, chacun de leur côté, une étude portant sur les futures capacités de communications militaires par satellites, afin de préciser les orientations du programme "COMSAT NG", qui doit être lancé en 2013.

"Au vu des besoins militaires exprimés, Thales Alenia Space et Astrium devront expliciter les options possibles, tant en termes de solutions techniques que d'organisations industrielles, avec le souci permanent d'optimiser les coûts" a précisé la DGA.

Ce projet vise à remplacer les satellites Syracuse 3A et 3B à l'horizon 2019. La DGA a précisé que les deux industriels devront prendre "en compte le potentiel de coopération avec des partenaires européens, en particulier le Royaume-Uni et l'Italie".

Un partenariat avec Londres risque d'être difficile à trouver dans la mesure où l'armée britannique loue des fréquences pour ses communications auprès d'Astrium, qui possède les satellites Skynet. En mars 2010, le ministère britannique de la Défense a décidé de prolonger ce contrat par paliers de deux ans jusqu'en 2022.

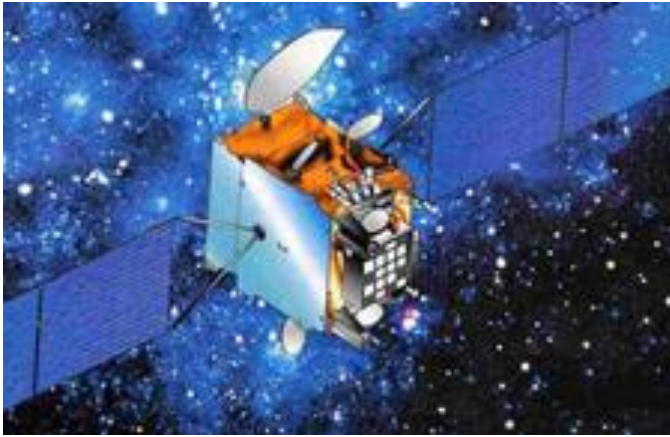
Pour rappel, et afin de trouver 400 millions d'euros de recettes, le ministère français de la Défense avait l'intention d'imiter son homologue britannique et de vendre les satellites Syracuse 3 pour ensuite en louer les fréquences auprès du prestataire retenu dans le cadre d'un partenariat public-privé (projet Nectar). Finalement, devant les réticences des parlementaires et de la DGA, ce projet, auquel Astrium était très favorable, [a été abandonné](#) en mars dernier par l'ancien ministre de la Défense, Gérard Longuet.

En revanche, une coopération avec l'Italie serait sans doute plus facile à mettre sur pied, étant donné que Paris et Rome mènent déjà des projets en commun en matière de satellites, dont par exemple l'Athéna-Fidus (Access on theatres for European allied forces nations-French Italian dual use satellite).

La DGA commande deux études sur les communications militaires par satellite

Mise à jour : 11/09/2012 09:33

La direction générale de l'armement (DGA) vient de commander à chacun des industriels Astrium et Thales Alenia Space une étude sur les futures capacités de communications militaires par satellites.



Leurs résultats permettront d'éclairer les orientations du programme COMSAT NG qui doit être lancé l'année prochaine, dans la perspective de la relève de l'actuel système Syracuse III à l'horizon 2019, en prenant en compte le potentiel de coopération avec des partenaires européens, en particulier le Royaume-Uni et l'Italie.

Au vu des besoins militaires exprimés, Thales Alenia Space et Astrium devront expliciter les options possibles, tant en termes de solutions

techniques que d'organisations industrielles, avec le souci permanent d'optimiser les coûts.

Les systèmes de télécommunication satellitaires sont une composante majeure pour l'emploi des forces aujourd'hui. Ils répondent simultanément aux exigences de disponibilité, de sécurité, de débit, de très longue élongation et de flexibilité de déploiement, quels que soient l'endroit, le moment ou le contexte d'engagement des armées.

Armement : DCNS en pole-position pour un contrat de plus de deux milliards d'euros

Michel Cabirol – La Tribune, | 12/09/2012, 11:24



Copyright Reuters

La Direction générale de l'armement (DGA) a confié à DCNS un contrat d'études amont d'environ 10 millions d'euros en vue de préparer le lancement d'un appel d'offre sur la construction de pétroliers ravitailleurs pour la marine nationale. Ce contrat est quant à lui estimé à plus de deux milliards d'euros.

C'est une bonne nouvelle pour toute la filière industrielle navale française, notamment pour DCNS et le chantier naval basé à Saint-Nazaire, STX. La Direction générale pour l'armement

(DGA) a décidé, selon nos informations, de confier en fin de semaine dernière à DCNS un petit contrat d'études amont (PEA) sur la réalisation à venir de pétroliers ravitailleurs pour la marine nationale. Pour le groupe naval DCNS, présidé par Patrick Boissier, cela représente aujourd'hui un contrat modeste de moins de 10 millions d'euros, qui devrait être annoncé dans les jours qui viennent. Mais il anticipe d'ici à deux ou trois ans un appel d'offre de très grande ampleur pour la construction de plusieurs pétroliers ravitailleurs, soit un contrat estimé à plus de 2 milliards d'euros.

STX, grand bénéficiaire de ce projet

Si l'obtention de ce PEA ne préfigure pas à DCNS de remporter automatiquement le futur appel d'offre, il lui confère néanmoins un avantage indéniable, selon les observateurs. En cas de

succès, STX, le seul chantier naval à pouvoir accueillir ce type de projet en France, serait le grand bénéficiaire de ce programme au niveau de la charge de travail. En mars, un Comité ministériel des investissements de défense (CMI) avait annoncé le lancement du projet de renouvellement de la flotte. Il faisait suite à l'amendement au projet de loi de finances 2012 proposé par les députés du Finistère, Marguerite Lamour, et de Haute-Marne, François Cornut-Gentille. Celui-ci prévoit une enveloppe de 5 millions d'euros au PLF 2012 pour mener les études préalables au projet..

Quatre pétroliers ravitailleurs

En 2011, la Marine disposait de quatre pétroliers ravitailleurs d'escadre de classe Durance, basés à Toulon. La Meuse est le plus ancien mais les trois plus récents, la Marne, le Var et la Somme disposent d'installations qui leur permettent d'embarquer un état major. La marine nationale avait engagé ses quatre pétroliers ravitailleurs dans l'opération Harmattan. Ces bâtiments, dont le prochain remplacement est sérieusement préparé, ont effectué près de 150 ravitaillements à la mer, dont une trentaine au profit de bâtiments étrangers.

Rapprochement EADS/BAE : naissance du leader mondial de l'aéronautique et de la défense

Les deux groupes européens devraient annoncer rapidement leur fusion.

EADS et BAE Systems, les deux géants européens de l'aéronautique et de la défense, vont annoncer très prochainement leur fusion au sein d'une entité commune. Pour l'instant, selon des fuites vers l'agence Bloomberg, on parle seulement de "rapprochement", mais l'opération est, à ce stade, déjà très avancée.

La fusion d'EADS (France, Allemagne, Espagne) et de BAE Systems (Royaume-Uni) donnera naissance à un groupe pesant 77 milliards d'euros de chiffre d'affaires (EADS 49 et BAE 28), loin devant Boeing (53). Ce groupe serait leader mondial de l'aéronautique, de l'espace et de la sécurité. EADS/BAE sera présent de manière équilibrée dans le militaire et le civil, ainsi que dans les produits et les services. Les deux groupes se connaissent pour avoir travaillé ensemble au sein d'Airbus (jusqu'en 2006) et produit en commun l'Eurofighter.

Commentaire : cette fusion va évidemment bouleverser les rapports déjà compliqués entre Allemands et Français au sein d'EADS. Un nouveau partenaire de poids, britannique, sera désormais présent et comme le dit l'adage *"l'essentiel dans un mariage à trois, c'est d'être l'un des deux..."* L'opération se déroule alors que BAE Systems, très implanté aux Etats-Unis, prend de plein fouet la réduction du budget militaire américain.

Par ailleurs, le gouvernement britannique dispose d'une "golden share" dans BAE et va négocier d'importantes contreparties avant d'y renoncer... Autre point compliqué : l'équilibre public-privé. Les Allemands, comme les Britanniques, n'ont jamais vu d'un très bon oeil la participation de l'Etat, français en l'occurrence, dans l'industrie.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 12 Septembre 2012 à 18:21

Piriou et DCI vont construire et exploiter un bâtiment de formation militaire



Mer & Marine, 12/09/2012

Le futur BFM sera livré par Piriou en septembre 2013 crédits : PIRIOU

Piriou et DCI, société chargée d'accompagner la vente de matériels militaires français, ont décidé de créer une filiale commune, navOcéan, spécialisée dans la formation d'élèves étrangers. Cette société exploitera notamment un nouveau Bâtiment de Formation Maritime (BFM), qui sera réalisé par le chantier Piriou de Concarneau. Long de 44 mètres pour une largeur de 9.6 mètres, l'Almak (Lynx du désert), qui prend le

nom d'une étoile de la constellation d'Andromède, pourra atteindre la vitesse de 12 nœuds grâce à deux moteurs de 662 kW chacun assurant la puissance nécessaires à deux lignes d'arbres dotées d'hélices HPV. Livrable en septembre 2013, le BFM sera armé par un équipage de 7 marins et pourra accueillir 16 stagiaires et 2 passagers, par exemple des instructeurs. Une vaste passerelle offrira une vision sur 360° ; les équipements de navigation, notamment radar et cartographie synthétique, disposeront de répéteurs dans la salle de formation ; le tirant d'eau du bâtiment (3 mètres) sera optimisé pour l'apprentissage de la navigation et les manoeuvres en zones côtières. Son autonomie lui permettra des transits sans escale d'une semaine à la vitesse de 10 noeuds. Le Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) de l'Almak sera assuré par Piriou Naval Services, au travers d'un contrat de 10 ans.

Le futur BFM (© : PIRIOU)

« Une collaboration étroite a permis à PIRIOU et DCI. de concevoir le prototype d'une nouvelle génération de BFM, robuste et manoeuvrant, économique en terme d'investissement et de coûts d'exploitation », soulignent Piriou et DCI. Cette dernière a choisi de s'associer à son

partenaire breton pour répondre au besoin de marines étrangères, notamment au Moyen-Orient et au Maghreb, qui sont de plus en plus nombreuses à lui confier la formation de leurs jeunes aspirants au sein du CENOE (Cours Ecole Navale pour Officiers Etrangers). L'accroissement des demandes de formation à la mer a donc conduit DCI à décider de disposer de son propre bâtiment, tout en continuant de proposer pour la formation le label « Marine nationale ». L'activité du BFM sera constituée essentiellement de sessions de formation pratique à la mer dispensées par DCI, pour des durées d'une à quelques semaines avec escales. Le navire effectuera 35 à 40 semaines de mer par an. « Nous avons plus d'élèves étrangers à former et de manière plus approfondie. Nous avons décidé d'apporter des moyens complémentaires à ceux de la Marine nationale avec la construction de ce bâtiment qui sera fabriqué par une entreprise française, à Concarneau », explique Jean-Louis Rotrubin, président de DCI.



Du côté de Piriou, qui mise beaucoup sur le développement de son activité dans le domaine militaire, le partenariat à long terme conclu avec DCI constitue, évidemment, une excellente nouvelle. « Cette opération stratégique matérialise tout simplement les ambitions que nous mettons au service de nos clients : construire leurs navires, en assurer la maintenance et participer avec eux au développement de synergies communes, notamment à l'international. Nous entrons dans le secteur des constructions militaires, ce qui élargit encore notre champ d'activités

après la commande du navire de voyage, et nous contractualisons pour la première fois avec un client sur du long terme, en « packageant » construction du navire et MCO », souligne Pascal Piriou.

ACMAT décroche une importante commande de véhicules militaires légers en Côte d'Ivoire

Zone Militaire, 13 septembre 2012 – 15:13



Filiale de Renault Trucks Defense, la société ACMAT (Ateliers de Constructions Mécaniques de l'Atlantique), qui, implantée à Saint-Nazaire, vient de recevoir une importante commande de la part de la Côte d'Ivoire, pays à qui la France vient [d'annuler](#) 3,76 milliards d'euros de dettes.

La direction d'ACMAT, pas plus que celle de Renault Trucks Defense, n'ont donné de précisions sur le nombre de véhicules concernés, ni sur le montant de la transaction. En revanche, cette commande va permettre la création d'au moins une vingtaine d'emplois à Saint-Nazaire et donner à l'entreprise un plan de

charge de 18 mois.

Le véhicule qui a été retenu par la Côte d'Ivoire est l'ALTV ([ACMAT Light Tactical Vehicle](#)) pick-up 4x4 que l'entreprise commercialise depuis 2008. Conçu pour la haute mobilité tactique, il peut supporter une charge utile de 1,4 tonne. Doté d'un moteur de 190 ch, il est en mesure de rouler jusqu'à 160 km/h et d'être équipé d'une protection balistique et anti-mine.

Décliné en plusieurs versions, l'ALTV est adapté pour des missions de transport, de surveillance, de reconnaissance, voire de poste de tir blindé. Il peut être armé par une mitrailleuse de 12,7 mm (ou de 7,62 mm) ou un lance-grenades de 40 mm.

Ce pick-up séduit particulièrement en Afrique où plus que de 200 exemplaires ont été vendus (Niger, Maroc, Mauritanie, Congo, Mali et, plus récemment, Guinée Equatoriale).

La société ACMAT compte l'armée française parmi ses clients, notamment avec le VLRA (véhicule de liaison, de reconnaissance et d'appui). Elle propose également le [Bastion](#), un blindé de reconnaissance et d'infanterie pouvant transporter 10 hommes.

ACMAT: grosse commande ivoirienne pour la société nazairienne

Ligne de Défense, 12.09.2012

Bientôt, au sein des FRCI et des forces de sécurité ivoiriennes, moins de pick-up (comme sur la photo) et à la place des VLRA!



Mon confrère Cyrile Pitois, de la rédaction de Saint-Nazaire, a publié ce matin un article consacré à la commande passée par la Côte d'Ivoire à [Acmat](#). Une commande qui porte sur des véhicules de type VLRA. Ce véhicule militaire tout terrain fabriqué à Saint-Nazaire est utilisé par une cinquantaine d'armées au monde. L'entreprise reste discrète sur le nombre d'exemplaires commandés mais cette grosse commande ivoirienne permettra de créer des emplois.

La société Acmat de Saint-Nazaire, qui fabrique des véhicules tout terrain depuis 1948, vient de signer une importante commande avec l'état de Côte d'Ivoire. Le gouvernement français a donné son feu vert et la compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) vient de confirmer qu'elle apportait sa garantie au contrat. De quoi assurer le carnet de commandes de l'entreprise nazairienne pour les cinq prochaines années et créer entre vingt et cinquante emplois supplémentaires. L'effectif actuel est de 120 salariés.

Une bonne nouvelle qui pourrait en cacher d'autres : dans le sillage de la Côte d'Ivoire, plusieurs autres pays d'Afrique de l'ouest sont intéressés. Acmat fait partie depuis 2006 du groupe Renault trucks défense. Elle est connue sur le marché pour son VLRA ou véhicule de liaison, de reconnaissance et d'appui, qui est un des véhicules tactiques de référence dans l'armée française et auprès d'une cinquantaine de forces armées à travers le monde.

Aujourd'hui Acmat a renouvelé sa gamme avec l'ALTV, un 4x4 léger, premier pick-up militaire produit en France conçu pour la haute mobilité tactique. Il est équipé d'un moteur de 190 ch qui lui permet d'atteindre les 160 km/h et peut recevoir une protection balistique et anti-mine. C'est cette conception récente qui plaît aux nouveaux clients et vient concurrencer Toyota comme fournisseur des armées du monde. Acmat a aussi enrichi sa gamme avec le Bastion, qui répond aux missions de transport de troupes ou de reconnaissance et d'assaut.

Acmat refuse d'indiquer combien de véhicules ont été précisément commandés et ne révèle rien des conséquences de ce marché sur le développement et l'effectif de l'entreprise. Mais les parlementaires qui ont appuyé le dossier pour obtenir l'aval du gouvernement se félicitent déjà « de l'ampleur de la commande et des emplois durables que cela permettra de créer », commente le sénateur André Trillard. Par le passé, Acmat avait déjà connu des contrats d'importance comme les 600 véhicules fournis en trois ans au Maroc. « Nous sommes plutôt fiers du succès de cette nouvelle gamme. C'est encourageant pour l'avenir, » commente un salarié.

9 – Le Monde : Modernisations & Equipements

Le robot Cheetah plus rapide qu'Usain Bolt

Zone Militaire, 7 septembre 2012 – 12:52

En mars dernier, Zone Militaire avait évoqué [le robot Cheetah](#), financé par la Darpa, l'agence de recherche du Pentagone, dans le cadre de son programme M3 (Maximum Mobility Manipulation) consistant à développer des outils et des méthodes de production en matière de robotique.

Conçu par [Boston Dynamics](#), dont l'axe de recherche vise à faire reproduire à des robots les mouvements d'animaux, le Cheetah (guépard en français) s'inspire du félin dont il porte le nom. Et l'idée est d'en faire une machine capable de se déplacer très rapidement.

Au printemps, le Cheetah avait battu un record vieux de 20 ans pour un robot, en atteignant la vitesse de 29 km/h sur un tapis roulant. Mais le 5 septembre, et après quelques modifications de ses algorithmes, il a accompli une performance allant bien au-delà puisque, dans les mêmes conditions, il a dépassé les 45 km/h sur 20 mètres.

Ainsi, un robot est en mesure de courir vite que l'homme, le jamaïcain Usain Bolt ayant atteint la vitesse maximale de 44,72 km/h lorsqu'il battit [le record du monde du 100 mètres](#) lors des championnats du Monde à Berlin, en 2009 (en moyenne, le sprinteur jamaïcain avait parcouru cette distance à une vitesse moyenne de 37,58 km/h).

Mais à la différence du double champion olympique du 100 mètres, ce robot n'est pas encore autonome, étant donné qu'il est relié à un câble qui lui fournit l'énergie dont il a besoin. Cela devrait changer avec le prochain modèle de Boston Dynamics, le Wildcat, qui est encore à l'état de projet. Mais avant de voir ce dernier à l'oeuvre, les ingénieurs espèrent faire atteindre au Cheetah une vitesse supérieure à 100 km/h.

Reste à voir les applications militaires possibles pour ce type de robot. La Darpa est restée évasive à ce sujet. Mais pour en avoir une idée, l'on pourrait lire ou relire les livres de Philip K. Dick ou d'Isaac Asimov...

Le Pentagone perd patience sur le programme F-35 Joint Strike Fighter

L'usine Nouvelle, Par Elodie Vallerey - Publié le 11 septembre 2012, à 16h52



© Lockheed Martin

Le développement plus long que prévu du casque empêche le département de la Défense américain d'amorcer la phase de tests opérationnels de leur futur chasseur.

Les problèmes s'accumulent pour les Etats-Unis et leur programme F-35 Joint Strike Fighter, le nouvel avion de chasse de l'armée construit par Lockheed Martin et prévu pour remplacer rapidement la flotte vieillissante de Boeing F/A-

18 Hornets.

Le 7 septembre, les officiels du Pentagone ont été contraints de reporter la phase de tests opérationnels du F-35, comme cela était programmé. La faute aux défis constants auxquels est confronté le casque high-tech des futurs pilotes, qui fait partie intégrante des systèmes de défense de l'appareil.

Développé par Vision Systems International, une joint venture entre l'israélien Elbit Imaging et l'américain Rockwell Collins, ce casque devrait permettre à ses utilisateurs de voir les données de l'avion à partir de tous les capteurs, plancher et parois y compris.

Le corps américain des Marines, le premier destiné à recevoir les jets aux Etats-Unis, espéraient pouvoir commencer à les utiliser cette année, mais les nombreuses restructurations du programme ont conduit à repousser la date de livraison des F-35 de plusieurs mois.

Le constructeur Lockheed Martin a même annoncé avoir fait appel à un autre entrepreneur, le britannique BAE Systems, pour travailler sur un casque de remplacement au cas où celui de VSI ne respecte pas ses délais.

BEAUCOUP DE FRUSTRATION A LA TETE DU SECRETARIAT DE LA DEFENSE

"Ces types de défis sont normaux dans un programme de développement", s'est justifié Steve O'Bryan, vice-président de Lockheed Martin pour le programme F-35 JSF d'après Reuters.

Si les tests en vol semblent se dérouler comme prévu indépendamment des problèmes rencontrés par le développement du casque, les responsables de la défense américaine au Pentagone perdent patience, selon les sources proches du dossier interrogées par Reuters.

"Ils attendent plus de progrès dans le processus de développement de l'avion. Il y a beaucoup de frustration à la tête du département de la défense car ce n'est pas assez rapide", a déclaré l'une des sources.

En quelques années, le programme F-35 JSF est devenu le programme d'avion militaire le plus onéreux de l'histoire. En avril 2012, les services du département américain de la Défense ont publié une estimation du coût global du programme sur une période de 55 ans à 1 550 milliards de dollars.

Une estimation basée sur une vente de 2 443 avions pour les forces armées des États-Unis, dont 396 milliards de dollars américains pour les seuls frais de développement.

Les premiers F-35 japonais coûteront 50% plus chers que prévu

Zone Militaire, 12 septembre 2012 – 17:14

En décembre 2011, et à vrai dire sans grande surprise, le Japon annonçait son intention d'acquérir, pour 4,7 milliards de dollars, 42 avions de combat américains de type F-35A afin de remplacer les F-4 Phantom de ses forces aériennes d'auto-défense. Et cela, aux dépens du F-18 Super Hornet et de l'Eurofighter Typhoon et malgré le fait que l'offre soumise par Lockheed-Martin était la plus chère et la moins sûre pour ce qui concerne le calendrier des livraisons.

Aussi, et comme le développement du F-35 ne cesse de générer des surcoûts depuis son lancement, au point que le Pentagone, qui compte en faire l'épine dorsale de ses forces aériennes, a été contraint d'étaler ses commandes, le ministre japonais de la Défense avait prévenu, en février, qu'en cas de dépassement de la facture ou de retards dans les délais, Tokyo renoncerait à cet achat.

Quelques mois plus tard, l'avertissement du ministre tombait à plat : le 29 juin, le gouvernement japonais annonçait la commande ferme de 4 F-35A à un prix unitaire d'un peu plus de 128 millions

de dollars, soit 10 millions de plus par rapport à ce qui avait été convenu, ainsi que celle de deux simulateurs de vol.

Alors que le Japon est aux prises avec de graves difficultés financières et que son budget militaire a été annoncé en baisse de 1,7% pour la prochaine année fiscale, laquelle commencera le 1er avril prochain, [l'agence Kyodo News](#) a relevé que le ministère de la Défense a prévu une ligne de crédit de 393,7 millions de dollars pour l'acquisition deux premiers F-35A. Ce qui fait, en arrondissant, 196,9 millions de dollars par appareil. Soit une hausse de plus 50%!

L'on ignore si le coût d'acquisition des prochains appareils sera aussi élevé (normalement, selon les estimations du gouvernement japonais et sur la base des commandes en cours, il devrait baisser) ou si les deux autres coûteront moins de 60 millions de dollars pour rester dans les limites des 512 millions (ce qui serait surprenant), il n'en reste pas moins que la note est salée.

Quoi qu'il en soit, les mésaventures de l'avion américain et les déconvenues des pays clients ont rendu Charles Edelstenne, le patron de Dassault Aviation, ironique. "Les difficultés actuelles ne sont qu'un début, car la phase de maturation des systèmes sera bien plus complexe. Le coût unitaire a déjà dépassé celui du Rafale, alors que les quantités commandées pour le F-35 sont plus de dix fois plus importantes..." a-t-il déclaré, [selon Challenges](#), lors de l'Université d'été de la Défense, le 11 septembre.

"Les Américains l'appellent le programme TINA, pour "There is no alternative" a-t-il relevé. Et d'ajouter : "Mais si, il y a une alternative : c'est le Rafale, un avion éprouvé techniquement et financièrement." Bien sûr, il n'est pas envisageable que le Pentagone acquiert l'appareil français. En revanche, cette boutade du président de Dassault Aviation devrait sans doute faire réfléchir les clients du F-35, qui voient leurs budgets militaires être asséchés par ce projet et les retours industriels promis se mesurer "au pied à coulisse", pour reprendre le mot de Laurent Collet-Billon; le Délégué général pour l'armement.

La Chine commande 52 hélicoptères russes pour plus de 600 M USD

La Chine commande 52 hélicoptères russes pour plus de 600 M USD



© Photo «Russian Helicopters», 20:29 06/09/2012, [Guelendjik, 6 septembre - RIA Novosti](#).

Le coût du contrat de livraison à la Chine de 52 hélicoptères de transport [russes Mi-171E](#) dépasse 600 millions de dollars, a annoncé jeudi aux journalistes le directeur général du holding "Hélicoptères de Russie", Dmitri Petrov. "Les huit premiers hélicoptères Mi-171E seront remis à la Chine en 2012 et les autres en 2013

et 2014. Le coût du contrat dépasse 600 millions de dollars", a indiqué M.Petrov.

Le contrat prévoyant la livraison de 52 hélicoptères de transport russes Mi-171E à la Chine a été conclu jeudi entre les deux pays dans la cadre du 9e Salon international de l'hydraviation qui se déroule à Guelendjik, sur le littoral russe de la mer Noire. Le document a été signé entre l'exportateur russe d'armements Rosoboronexport et la société chinoise Polytechnology.

Le premier «Hawkeye» chinois !

AVIA NEWS, 10.09.2012



La Chine, vient de publier la première photo montrant un appareil de type Xian Y-7 transformé en banc d'essais volant de type avion d'alerte lointaine et de surveillance (AEW).

Un Hawkeye Chinois :

L'objectif des chinois est de produire à terme un appareil comparable au Northrop Grumman E-2 «Hawkeye» américain. Pour ce faire, deux appareils sont en concurrence, le premier dévoilé l'année dernière et le Shaanxi Y-8 mais semble plutôt destiné vu sa taille à un emploi côtier, est maintenant rejoint par le Xian Y-7.

Les dernières photos montrent l'émergence d'un appareil de type AEW désigné JZY-01, qui vole depuis les installations du Centre d'essais en vol chinois de Xian-Yanliang. Il est basé sur un fuselage d'avion de transport Y-7 mais est équipé de nouvelles ailes avec une plus grande portée. L'avion dispose en outre d'une motorisation plus puissante, soit deux Zhuzhou WJ-6C dotés d'hélices JL-4 à six pales.

Le JZY-01 est doté d'un rotodome sur le dos et dispose d'un nouveau fuselage arrière avec un empennage à quatre ailettes. Un gouvernail est monté sur chacune des quatre ailettes, contrairement aux «Hawkeye», qui ne comporte que trois ailettes équipées.

Pour l'instant, il semble pas que les ailes puissent être repliées pour un gain de place sur les porte-avions, mais cette solution pourrait venir plus tard.

Il est à noter qu'en parallèle avec l'arrivée de ces premiers essais, le premier porte-avions chinois, le Liaoning, avec notamment les premiers avions de combat Shenyang J-15 à bord. Jusqu'à présent, les essais se déroulaient avec une maquette grandeur nature du J-15.

Le TU-150, le drone hybride de Rheinmetall Airborne Systems

Zone Militaire, 11 septembre 2012 – 16:54



A l'occasion du salon de l'aéronautique [ILA de Berlin](#), Rheinmetall Airborne Systems (RAS), co-entreprise appartenant à Cassidian et Rheinmetall, a présenté son projet TU-150, développé en collaboration avec Swiss UAV.

Le TU-150 est un drone tactique qui combine les capacités d'un avion à voilure fixe et celles d'un hélicoptère, à l'instar du Boeing/Bell V-22 Osprey.

Cet appareil devrait pouvoir voler à une vitesse maximale de 220 km/h tout en ayant une autonomie d'environ 8 heures. Cette dernière pourra être augmentée de 3 heures grâce à l'ajout de réservoirs supplémentaires.

Selon RAS, avec ses capteurs électroniques, le TU-150, conçu pour être interopérables avec des coûts d'exploitation faibles, pourrait avoir des applications civiles et militaires et notamment accomplir des missions dans le secteur naval.

Les Russes s'intéressent au VBCI



L'armée russe s'intéresse au VBCI français, le Véhicule blindé de combat d'infanterie de Nexter. Des officiers sont venus l'essayer et semblent avoir été séduits par ses capacités, notamment en terme de vitesse. Les Russes ne disposent que du vieillissant BTR-80, dont la conception remonte aux années 80 et qui n'était déjà qu'un développement du BTR-60 ou -70 des années 50... Outre le VBCI, les Russes regardent avec envie le système Félin équipant les fantassins. Des contrats en perspective ? On

n'en est pas là, mais la vente des BPC Mistral a ouvert une porte : les forces armées russes peuvent désormais s'équiper à l'étranger, en France tout particulièrement.

Un Navire russe à l'accent français : comment sera le « Mistral » ?



Les navires de débarquement de type Mistral sont déjà les plus discutées parmi les nouveautés attendues de la Marine de guerre de Russie. La construction du premier bâtiment, baptisé *Vladivostok*, a commencé en février 2012 sans que tout soit clair à propos de son aspect et de ses armements. Du moins, on ne trouvera pas de réponse dans des sources publiques.

Les navires de débarquement de type Mistral sont déjà les plus discutées parmi les nouveautés attendues de la Marine de guerre de Russie. La construction du premier bâtiment, baptisé *Vladivostok*, a commencé en février 2012 sans que tout soit clair à propos de son aspect et de ses armements. Du moins, on ne trouvera pas de réponse dans des sources publiques.

« Nous n'avons pas besoin de navires de transport privés d'armements »

C'est ainsi qu'est formulée l'un des principaux reproches, faites au projet original. Et elle est à bien des égards juste : la variante de base du Mistral de construction française n'a pour protection anti-

aérienne qu'une rampe double « Simbad » (2 missiles Mistral) et plusieurs mitrailleuses de gros calibre. Selon une information, la défense anti-aérienne du navire sera renforcée par des canons mer-air de 30 mm « AK-630 » et peut-être avec des lanceurs de missiles. La défense anti-sous-marine du navire, qui n'est pas prévue dans le projet de base, sera assurée, selon certaines données, par un ensemble embarqué anti-sous-marin et contre-torpilleur de faible encombrement le « Paket-NK ».

Quels appareils va-t-il embarquer ?

Le parc d'hélicoptères embarqué par les futurs navires russes pose le moins de questions. La variante nominale prévoit 16 appareils : 8 Kamov-52K d'assaut et 8 Kamov-29 de transport et de combat.

La situation est moins claire avec les vedettes de débarquement pour les Mistral russes. En ce moment deux vedettes de type Serna ou une du type Diougon peuvent être embarqués.

Que faire avec ?

C'est en fait la principale question posée au sujet des Mistral. Quelles fonctions doivent-ils accomplir dans la Marine de guerre russe ? Son système informationnel de bord « SENIT-9 » permet de l'utiliser comme un navire de commandement, ce qui accroît considérablement ses atouts : des navires de ce type n'existent pas dans la Marine de guerre de Russie. D'autres options des Mistral, notamment, sa capacité de servir d'hôpital navigant, pour lequel tout l'équipement est prévu, sont un supplément agréable à ce qu'on vient de dire.

Dans les conditions de la Russie les navires du type Mistral peuvent donner à la Marine de guerre des possibilités d'opérations d'expédition qu'elle n'avait pas. Dans ce sens les navires du type Mistral entreront avec avantage dans la composante de la flotte russe.

r Jean-Dominique Merchet le Jeudi 13 Septembre 2012 à 04:00

L'Indonésie commande trois sous-marins à la Corée du Sud



Mer & Marine, 13/09/2012
crédits : US NAVY

Le ministère indonésien de la Défense a annoncé début août la commande officielle de trois sous-marins à la Corée du sud. Ces bâtiments seront du type 209/1400, un modèle allemand que les sud-coréens ont appris à construire, en transfert de technologie, pour leur propre marine (9 exemplaires mis en service entre 1993 et 2001, dont 8 construits localement). Longs de 61.3 mètres, les futurs

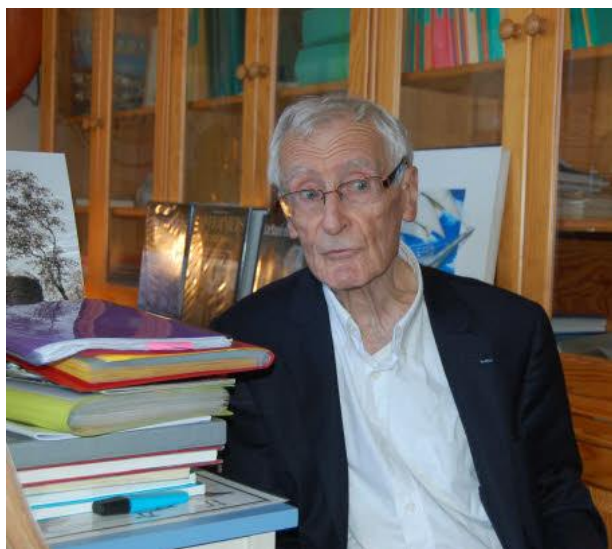
sous-marins indonésiens présenteront un déplacement de près de 1600 tonnes en plongée. Légèrement plus gros que les 209 de la marine sud-coréenne, ils disposeront de 8 tubes lance-torpilles. Leur livraison est prévue entre 2015 et 2018. Le premier sera réalisé en Corée, le second partiellement en Indonésie et le troisième doit être intégralement construit par un chantier indonésien.

L'officialisation de ce contrat permet à la Corée du sud de faire son entrée sur le marché international de la vente de sous-marins, grâce à l'expérience acquise avec le transfert de technologie opéré par les Allemands de HDW (TKMS). Certes, le type 209 n'est pas le modèle le plus récent de l'industrie allemande, mais il ne faut pas oublier que les Sud-coréens réalisent également, en transfert de technologie, le dernier-né de HDW, le type 214, dont trois unités sont déjà en service.

10 – Rubriques divers (Sports, Conférences, etc . . .)

Musée de la Marine. Roger Courland a le cœur gros

Le Télégramme, 2 septembre 2012 -



Musée de la Marine. Roger Courland a le cœur gros. Roger Courland dans ses locaux du centre Dunant. Une vraie mine historique. Et il y en a autant chez lui et à la cave...

Il en est tout bouleversé. presque choqué. À 83 ans, l'infatigable Roger Courland, en a gros sur le cœur. Alors qu'une exposition sur la marine se prépare, personne n'a fait appel à lui.

Plus de 200.000 articles. 10.000 livres. 70 abonnements suivis depuis 35 ans. Les 70 m² des locaux du musée de la marine au centre Dunant n'arrivent plus à contenir les trésors de Roger Courland, ancien officier radio, passionné d'histoire

maritime comme d'histoire bretonne. Il dispose de la même quantité de documents chez lui et aussi à la cave du musée.

Un fonds inestimable

Et alors que se prépare une exposition en lien avec France 3 et la mairie, il ne comprend pas qu'on ne vienne pas le voir. «Je ne demande rien pour moi, je suis un mécréant finalement», dit Roger Courland, par ailleurs très croyant. «Mais ici, je dispose de quelque chose qu'on ne trouve nulle part ailleurs et je trouve le maire de [Paimpol](#) assez cynique de ne pas venir me voir». Car la mairie a fait savoir par voie de presse qu'elle était à la recherche de photos, de livres, d'objets et de tous documents se rapportant à l'histoire maritime. Catherine Berger, maître de conférence à l'université Paris 13 et chercheuse, ne dit pas autrement. Elle est venue à [Paimpol](#) dans le courant du mois de juillet et indique «qu'il faut soutenir l'action de Roger Courland».

Un projet à l'étude à Ploubazlanec

«Je n'arrive pas à comprendre qu'on laisse un tel trésor dans de telles conditions de précarité. Rien n'est classifié et c'est très difficile d'accès. Le fonds qu'a réussi à créer M. Courland est d'une richesse incroyable». Aujourd'hui, si Roger Courland en a gros sur le cœur, il est aussi ulcéré. «Le conseil général, notre association et la communauté de communes travaillent à un projet de musée avec mon fonds mais la ville de [Paimpol](#) continue de nous ignorer». La communauté de communes avait dressé une oreille attentive, en effet, à la détresse de Roger Courland.

Actuellement à l'étude, le déménagement du fonds à l'ancien presbytère de Ploubazlanec pour un

musée communautaire. «Pour l'instant, rien n'est encore fait», souligne M. Courland, qui s'est attelé à une autre tâche. «Je travaille actuellement à la foi des marins bretons; je m'intéresse de très près à la spiritualité et aux valeurs mystiques en Bretagne». Et s'il est en colère contre le maire de [Paimpol](#), qu'il traite de «coquin» dans cette affaire, l'octogénaire affirme qu'il prie pour le jeune homme!

Armelle Menguy

Team Défense : une équipe Défense des sportifs médaillés aux JO de Londres

Mise à jour : 13/09/2012 09:45



Le 12 septembre 2012, le ministre de la Défense, Jean-Yves le Drian, a rencontré à l'Hôtel de Brienne, les 10 sportifs de la Défense médaillés aux Jeux olympiques et paralympiques de Londres 2012.

Le ministre a annoncé son souhait de «créer une équipe Défense qui rassemble l'ensemble de ces sportifs - et au-delà des médaillés, tous les sportifs de haut niveau de la Défense - par delà leurs disciplines, dans un esprit de fraternité, de cohésion et de dépassement de

soi. Cet esprit même, qui les a mené à la victoire».

Le président de la fédération française handisport, monsieur Gérard Masson, a remercié le ministère de la Défense pour son accompagnement et son attention particulière auprès de ces athlètes. Il a également souligné l'engouement de la société française pour les Jeux paralympiques et l'excellente couverture médiatique.

Les sportifs de haut niveau du ministère de la Défense ne représentaient que 10 % des athlètes de la délégation française aux Jeux olympiques et paralympiques de Londres 2012 et ont remporté 20 % des médailles françaises.

Sources : © Marine nationale

Militaires, golfeurs et solidaires

Est Républicain, 07.09.12 à 05h29



Le 11 juin 2011, le 3e RHC perdait en Afghanistan le capitaine Matthieu Gaudin dans le crash de la gazelle dans laquelle il avait pris place aux côtés du lieutenant Fotius. Ce dernier, sérieusement blessé, avait été pris en charge par les services de santé de l'armée. Pour l'accompagner, il avait également pu compter sur la cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre ainsi que sur l'association indépendante Terre Fraternité.

« Cette dernière ne peut fonctionner que par les subventions et les aides privées. Elle a été fondée par le général Thorette, ancien chef d'État-major de l'armée de terre et assiste dans la vie quotidienne les 700 blessés de l'armée de terre en opérations extérieures. C'est bien de redonner ce que l'on a reçu. C'est la raison pour laquelle le club artistique et sportif du régiment, qui est très dynamique, a décidé de s'investir dans l'organisation d'un événement pour récolter des fonds pour l'association », indique le colonel Frédéric Turquet, chef de corps du 3e RHC.

L'élan de solidarité s'est traduit hier par l'organisation d'une compétition sur le golf de Combles-en-Barrois. Ce trophée se disputait par équipes de quatre joueurs et a réuni 55 golfeurs de Meuse mais aussi d'ailleurs. Parmi eux, des militaires, des retraités de l'armée et des civils. « Il y a des hommes du régiment mais aussi beaucoup d'amis golfeurs que nous avons mobilisés au fil de nos rencontres. Ils ont été séduits par l'idée », indique le capitaine Richard Trobrillant, pilote au 3e RHC, président du CSA d'Étain et organisateur du trophée en compagnie du brigadier-Chef Steve Colmez du bureau des sports et d'un autre pilote, le lieutenant Nicolas Jacquot.



Blessé dans le crash de juin 2011, le lieutenant Fortius n'était pas là. « C'est dommage mais c'est pour une bonne raison. Depuis le mois d'avril, il a repris les commandes de son appareil et il est actuellement en stage de commandant de bord », se réjouit le patron de la base d'Étain-Rouvres au moment de la cérémonie de remise des prix présidée par le préfet Colette Desprez dans les salons de la préfecture à Bar-le-Duc.

Outre des lots à tous les participants, le colonel a remis un chèque de 1.000 € à l'association Terre Fraternité. Un geste soulignant la réussite de l'après-midi qui ne restera pas sans prolongement. Le 3e RHC compte bien perpétuer ce rendez-vous à l'avenir.

Sébastien GEORGES

Championnat de France de voltige catégorie biplace



Mise à jour : 10/09/2012 17:39

Les capitaines Alexandre Orlowski et Alexis Busque de l'équipe de voltige de l'armée de l'air (EVAA) ont remporté les deux premières places du podium du championnat de France de voltige aérienne, dans la catégorie biplace en national 2.

Le championnat, qui s'est déroulé du 28 août au 2 septembre 2012 sur le terrain d'Ussel-Thalamy (19), a regroupé 25 participants répartis sur trois catégories, espoir (1^{er} cycle), promotion (2^e cycle) et national 2. Au total, 14 concurrents étaient engagés en national 2, catégorie représentant le niveau le plus élevé avant les catégories monoplaces. La compétition a

été validée après la réalisation de trois vols (connu, inconnu, libre).

Le capitaine Alexandre Orlofski est devenu champion de France en totalisant 6216 points après avoir remporté les trois programmes. Le capitaine Alexis Busque est, quant à lui, vice-champion de France avec 5990 points (3^e au connu, 2^e à l'inconnu et au libre).

Ces résultats offrent la possibilité à ces deux voltigeurs d'accéder l'année prochaine aux compétitions dans la catégorie monoplace.

Droits : © Armée de l'air

La BAN de Lann Bihoué ouvre ses portes le 16 septembre



Le dimanche 16 septembre de 10h à 18h, la base d'aéronautique navale de Lann-Bihoué, dans le Morbihan, organise une journée « portes ouvertes ».

Selon la Marine, le public pourra ainsi accéder librement et gratuitement au site jusqu'à 16h45, moment où se feront les dernières entrées. Au cours de cette manifestation, la BAN offrira au public l'opportunité d'embarquer dans l'univers de l'Aéronautique navale, en proposant des présentations d'avions et d'hélicoptères au sol et en vol (de 13h à 17h30) ainsi que de nombreuses démonstrations effectuées par les fusiliers marins, les commandos marine et les fauconniers de la base. En parallèle, des stands littéraires et culturels retraceront l'histoire de l'Aéronautique navale, avec la participation du musée des Passions et des Ailes,

l'exposition de maquettes et d'objets historiques, la possibilité de découvrir des bandes dessinées dédiés à l'Aéronautique navale, ainsi qu'un espace interactif. Plus qu'une découverte unique de la BAN Lann-Bihoué, il s'agira également d'aller à la rencontre des autres bases bretonnes de la force, puisque les BAN de Lanvéoc et Landivisiau s'associeront à cet événement en présentant leurs missions.



Des espaces dédiés à la restauration seront ouverts toute la journée permettant aux visiteurs de se restaurer sur le site. Les trois portes (F1, F8 et F17, voire plan d'accès) seront ouvertes à partir de 10h afin de faciliter l'entrée des visiteurs.

Une première: le Piper J3-L4H de l'Aérienne du Choletais à Lann Bihoué ce week-end

Ligne de Défense, 12.09.2012



septembre à Poitiers.

"Il s'agit là d'une participation symbolique puisque ce sera la première participation et démonstration de notre avion en meeting aérien", indique l'Aérienne. "Cette participation représente environ six heures de vol pour notre avion qui participera également au meeting aérien de Poitiers fin septembre, en présence de la Patrouille de France."

Le meeting de Lann Bihoué (cliquer [ici](#) pour lire mon post de mardi) regroupera une cinquantaine d'aéronefs et hélicoptères des forces armées françaises et étrangères (*Rafale*, *Super-Etendard*, *Falcon*, hélicoptère *NH-90*, *F-16*...) sur l'une des plus grosses bases aéronautiques navales d'Europe.



Portes ouvertes et forum emploi au CMFP de Fontenay-le-Comte

Ligne de Défense, 13.09.2012

Le Centre Militaire de Formation Professionnelle (CMFP) de Fontenay-le-Comte organise ses portes ouvertes les 21, 22 et 23 septembre 2012, en partenariat avec la Ville de Fontenay-le-Comte, le Conseil Général de la Vendée et l'AFPA.

Le CMFP est le plus grand centre de formation professionnelle de reconversion militaire en Europe. Chaque année, il permet, à plus de 1600 militaires de rang et sous-officiers des trois Armées et de la Gendarmerie Nationale, de suivre des formations dans 44 métiers, de niveau



BEP à BAC +2, toutes validées par un titre professionnel reconnu par l'État. Il réalise sa mission avec le soutien d'une cellule de l'AFPA implantée dans l'enceinte de la caserne. Grâce à un véritable savoir-faire, le CMFP présente ainsi des résultats particulièrement élevés : taux de réussite aux examens d'état de 94 %, taux de placement dans les 6 mois qui suivent le départ du centre, 90 %.

Programme des Portes Ouvertes :

— **Vendredi 21 septembre** : Accueil de plus de 900 collégiens issus de Vendée, des Deux-Sèvres et Charente Maritime.

— **Samedi 22 septembre** : 1^e édition du « Forum Emploi » organisé en partenariat avec la Ville de Fontenay-le-Comte et Pôle Emploi, avec la présence de plus d'une cinquantaine d'entreprises

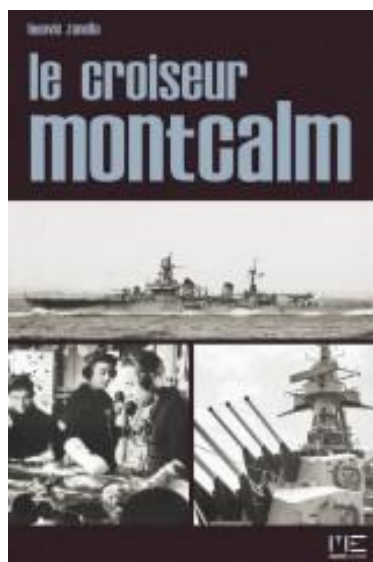
régionales et nationales. Possibilité d'assister au concert donné par la Musique des Transmissions et la Chorale des Troubadours des ponts au profit des blessés de l'Armée de Terre (Espace Culturel et de Congrès René CASSIN, 20h).

— **Dimanche 23 septembre** : Accès grand public avec de nombreuses activités sportives et culturelles.

11 – Livres & Publications

Le "Montcalm": la vie chanceuse d'un croiseur de deuxième classe

Ligne de Défense, 07.09.2012



Un navire peut-il avoir de la chance? C'est la question que pose Ludovic Zanella dans l'introduction à l'ouvrage qu'il consacre au *Montcalm*. L'auteur de ce texte estime que ce navire fut parmi les plus chanceux de la marine française, ayant échappé aux drames des navires de sa génération et évité tous les pièges de la guerre.

L'histoire du croiseur *Montcalm* est donc celle d'un navire à la carrière exceptionnelle, marquée par la réussite. Entré en service peu de temps avant la seconde guerre mondiale, le *Montcalm* a les plus impressionnants états de service de la marine française entre 1939 et 1945. Des fjords de Norvège à la bataille fratricide de Dakar, de la libération de la Corse aux débarquements de Normandie et de Provence, on le retrouve à l'avant-garde de tous les combats de la flotte française. Ainsi l'épopée du *Montcalm* nous replonge dans l'histoire tourmentée de la flotte de Vichy,

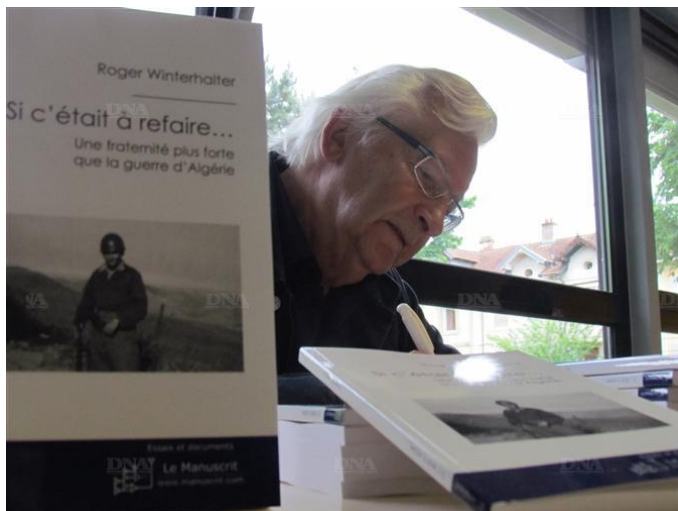
comme elle nous rappelle que la marine française contribua activement à la Libération et à la victoire.

Ludovic Zanella, *Le croiseur Montcalm*, Marines Editions, septembre 2012, 288 p., broché, 153 x 230 mm, 29€.

La guerre d'Algérie, le FLN et l'ancien maire de Lutterbach

par Grégoire Gauchet, DNA, publié le 31/08/2012 à 14:33

Un général veut priver Roger Winterhalter de sa carte du combattant...



Roger Winterhalter lors de la sortie de son livre révélation. Photo DNA — Grégoire Gauchet

Suite à l'annonce de l'appartenance au FLN, durant la guerre d'Algérie, de l'ancien maire de Lutterbach, Roger Winterhalter, le général Georges Pormente, autorité militaire la plus élevée du Haut-Rhin, demande au préfet de lui retirer sa carte du combattant

La révélation dans les colonnes des DNA le 9 août («Un moudjahidin nommé Roger») de l'aide apportée au Front de Libération Nationale (FLN) par Roger Winterhalter alors qu'il était

appelé dans l'armée française continue de susciter des réactions virulentes et blessées parmi les associations d'anciens combattants de la guerre d'Algérie.

Dernière en date, le général de corps d'armée George Pormente a écrit mardi au préfet du Haut-Rhin, Alain Perret, et au cabinet du ministre délégué aux anciens combattants, pour leur demander d'intervenir « pour que la carte du combattant de l'armée française soit retirée » à l'intéressé.

«Des activités coupables»

« Certes, la loi d'amnistie, dans une louable volonté d'apaisement, couvre vraisemblablement les activités coupables à l'époque de Roger Winterhalter durant son service militaire en Algérie. Mais je n'avais pas imaginé que ce monsieur, ayant trahi son pays, infiltré des rebelles dans l'armée, volé des armes et des munitions, et organisé la désertion de 17 soldats, ait pu avoir le cynisme de demander et d'obtenir la carte du combattant de l'armée française. Je ne sais si l'origine de sa demande d'obtention de cette carte est due à des considérations électoralistes, mais je sais qu'en tant que maire, il a dû présider de très nombreuses manifestations patriotiques devant le monument aux morts de sa commune, lu de nombreux messages patriotiques officiels et pleurer officiellement les victimes de la guerre d'Algérie dont certaines ont peut-être et même probablement été tuées par le résultat de sa trahison à l'époque », écrit le général Pormente.

Joint aujourd'hui par les DNA, Roger Winterhalter, qui a reçu jeudi une copie du courrier, confirme qu'il a bien reçu la carte du combattant.

«Fidèle à mes convictions pacifistes et humanitaires»

« Je l'ai eue, mais je ne l'ai jamais réclamée, et la petite pension annuelle de 600 € que je perçois, je la reverse régulièrement à une association humanitaire », répond-il, précisant qu'il n'a jamais volé d'armes. « Qu'on me la retire ne me fait ni chaud ni froid. Ce n'était pas électoraliste de ma part, se défend-il. A Lutterbach on a fait un monument à la Vie où un forgeron casse des armes et les transforment en fleurs de la paix. »

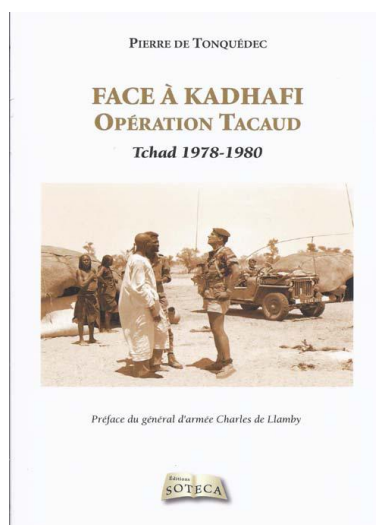
L'ancien maire de cette grosse commune du nord de Mulhouse, aujourd'hui président de la Maison de la Citoyenneté Mondiale à Mulhouse, affirme avoir reçu plusieurs lettres anonymes d'insultes et de menaces depuis la parution de son livre-récit, «mais aussi des témoignages de sympathie».

Il dit cependant comprendre l'émoi des uns et des autres. « Mais j'ai toujours agi en temps que citoyen du monde, fidèle à mes convictions pacifistes et humanitaires, car pour moi la terre n'a pas de frontières », rappelle-t-il. Et de conclure... « Avec cette affaire, je comprends que la guerre d'Algérie n'est toujours pas finie ».

Le dossier, très sensible parmi les anciens soldats et habitants d'Algérie, est désormais entre les mains de l'État.

FACE À KADHAFI OPÉRATION TACAUD

Tchad 1978-1980



Un pays qui naît difficilement, à partir d'une mosaïque ethnique et confessionnelle. Avec à sa frontière nord, le colonel Muammar Kadhafi qui considère le Tchad comme "un prolongement naturel de la Libye", et qui s'efforce en permanence d'en exploiter les divisions pour déstabiliser le pouvoir en place et imposer sa loi.

Avec l'ancienne puissance coloniale, la France, qui ne sait pas toujours quelle aide apporter et sous quelle forme sans donner prise à l'accusation de néocolonialisme.

Au milieu de cet imbroglio, l'armée française dont les multiples interventions sont à chaque fois sollicitées par les gouvernements tchadiens successifs.

Dans ce Livre, le chef de l'opération Tacaud fait revivre, avec une acuité particulière, les combats et les joutes diplomatiques, les accords et les volte-face, les alliances et les trahisons qui ont jalonné

l'histoire du Tchad. Il fait aussi mieux comprendre certains aspects de la politique africaine de la France. Mais, par-delà les aspects militaires et diplomatiques, c'est un vrai livre d'aventure.

Le général de corps d'armée (2S) Pierre de Tonquédec a servi au Tchad à trois reprises. De 1970 à 1972, Il est commandant à Abéché au groupement au Ouaddai face au Darfour soudanais, puis chef de l'état-major franco-tchadien à Fort-Lamy. Entre 1979 et 1980, il est commandant de Tacaud, la deuxième intervention française au Tchad. Enfin, en 1987, il sera en inspection d'Épervier, la quatrième intervention, à la veille de la victoire de Ouadi Doum remportée par l'armée tchadienne sur les troupes de Kadhafi.

Les droits d'auteur sont reversés au profit du musée des Troupes de marine.

En vente à la Fédération Nationale des Troupes de marine

<http://www.troupesdemarine-ancredor.org>

Rubrique "Traditions" - Prix de vente 20 € (+ frais de port 3 €)

Dans le n°3 de RAIDS AVIATION

Le numéro 3 de **RAIDS AVIATION** sort la semaine prochaine. Il comporte un reportage au cœur d'une COMAO de l'armée de l'air, en place arrière d'un Mirage F1B du **2/33 Savoie**, un focus sur le **GAM 56** -l'unité volante de la **DGSE**-, ainsi que plusieurs sujets sur les pilotes : l'interview d'un des Français officiant sur A400M, le point sur le Tigre HAD avec son pilote du **GAMSTAT**, et le portrait d'une pilote de C-130 de l'**US Air Force** opérant au sein du **2/61 Franche-Comté**.

Le patron de **CATS**, filiale d'**EADS** spécialisé dans la formation, détaille aussi sa stratégie.



Quelques photos nous emmènent à la rencontre des deux Dauphin N3 opérant en Polynésie, qui opèrent sur un territoire extrême.

Enfin, plus près de chez nous, un dossier sur l'industrie aquitaine rappelle les atouts de cette région historiquement marquée par les activités militaires.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [9/12/2012 07:02:00](#)

[PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)